

LES utopiques

NUMÉRO 11 - ÉTÉ 2019

CAHIER DE RÉFLEXIONS



■ GILETS JAUNES,
AUTOUR D'UNE
RÉVOLTE SOCIALE

EDITIONS
SYLÉPSE

Union
syndicale
Solidaires

LES utopiques

NUMÉRO 11 - ÉTÉ 2019

CAHIER DE RÉFLEXIONS

■ GILETS JAUNES,
AUTOUR D'UNE
RÉVOLTE SOCIALE

Sommaire

- 11** DOSSIER / LES GILETS JAUNES : DE L'URGENCE À POSER DES QUESTIONS
POUR LE SYNDICALISME / *Verveine Angeli*
- 16** DOSSIER / LES COULEURS DES GILETS JAUNES / *Christian Mahieux*
- 25** DOSSIER / AVEC NOS EXCUSES / *Patrick Le Tréhondat*
- 26** DOSSIER / DIJON : CHEZ NOUS / *Élie Lambert*
- 34** DOSSIER / GILETS JAUNES : UNE AIDE À LA CONSTRUCTION
D'UN SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ? / *SUD Industrie*
- 44** DOSSIER / NÎMES : MON EXPÉRIENCE DE GILET JAUNE / *François Girodon*
- 48** DOSSIER / LA PLACE DES RETRAITÉ.ES
DANS LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES / *Gérard Gourguechon*
- 56** DOSSIER / GILETS JAUNES ET EXTRÊME-DROITE / *Frédéric Bodin*
- 64** DOSSIER / JOURNALISTE ET GILET JAUNE À TOULOUSE / *Didier Labertrandie*
- 70** DOSSIER / AU CŒUR DES GILETS JAUNES DU MANTOIS (78)
PAR UNE GILET JAUNE / *Fabienne Lauret*
- 74** DOSSIER / D'UNE FIÈVRE JAUNE À UNE COLÈRE ROUGE / *Laurent Degoussée*
- 80** DOSSIER / À L'UL CGT GUINGAMP / *Thierry Pérennes et Pascal Viton*
- 84** DOSSIER / TOULOUSE : L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIÈRES /
Ligue des droits de l'Homme, Fondation Copernic, Syndicat des avocats de France

- 92** DOSSIER / LES QUARTIERS POPULAIRES / Comité La vérité pour Adama
- 96** DOSSIER / L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DE SAINT-NAZAIRE
- 102** DOSSIER / GAILLAC : UNE EXPÉRIENCE DE VIE COLLECTIVE
ET DE DÉMOCRATIE DIRECTE / Des Zèbres de Gaillac
- 108** DOSSIER / VILLENEUVE-SUR-LOT : LES GILETS JAUNES DU ROND-POINT DU CAMPANILE
- 112** DOSSIER / SYNDICALISTES SOLIDAIRES ET GILETS JAUNES,
ARRÊT SUR IMAGES À SAINT-BRIEUC / Floriane Hédé et Serge Le Quéau
- 118** DOSSIER / NOUS SOMMES TOUS DES GILETS JAUNES / Yves Bauney
- 124** DOSSIER / BESANÇON : RETRAITÉ.ES SYNDIQUÉ.ES
ET GILETS JAUNES/ Brigitte Sourrouille
- 128** DOSSIER / LE SYNDICALISME DE SOLIDAIRES À LA LUMIÈRE
DES GILETS JAUNES / François Marchive
- 140** DOSSIER / GILETS JAUNES DE TOUS LES PAYS...
- 148** DU PORTAIL DE STRASBOURG, À PROPOS DE L'ANTISÉMITISME,
DE L'ANTISIONISME ET DES RACISMES / Bernard Dréano
- 160** ENTRETIEN AVEC LAÉLIA VÉRON : « PRENDRE LA PAROLE,
BOUSCULER LES DOMINATIONS » / Propos recueillis par Théo Roumier
- 168** EXPLIQUER LES INÉGALITÉS OU LES EFFACER ? / Jean-François Marquis

édito

Le mouvement des Gilets jaunes percute le syndicalisme. Il ne s'agit ni de mythifier, ni de glorifier, encore moins d'ignorer, un mouvement qui, depuis des mois, irrigue la société française. Organisation autonome de celles et ceux qui ne vivent que de leur travail¹, le syndicalisme ne peut se contenter de regarder et commenter les mouvements sociaux ! Qui plus est, lorsque ceux-ci remettent en cause, certes, non sans contradictions, des pans entiers du système politique et économique mis en place par la bourgeoisie depuis plus de deux siècles.

Quels impacts le mouvement des Gilets jaunes a-t-il sur le syndicalisme, et plus largement sur tout ce qui fait politique dans notre société ? C'est ce que tentent d'analyser ici plusieurs militants et militantes de l'Union syndicale Solidaires. Les témoignages d'une union locale CGT et d'un militant FSU sont là pour rappeler que ces discussions traversent, bien entendu, d'autres organisations (et pas seulement ces deux-là).

Syndicalistes et Gilets jaunes, ils et elles sont plusieurs à raconter leur expérience, leur appréhension initiale parfois, mais surtout leur enthousiasme pour ces moments et lieux de solidarité, de luttes, de rêves et de construction d'un autre avenir. Qui pouvait mieux en parler que ces camarades, présent.es sur les ronds-points à Dijon, Nîmes, Toulouse, Buchelay, Gaillac, Villeneuve-sur-Lot, Saint-Brieuc ou Besançon... La liste aurait pu être plus longue ; ici ou ailleurs, nous saurons trouver le moyen de faire connaître d'autres exemples. Une précision s'impose à ce propos : il n'y a pas de récit se rapportant aux groupes de Gilets jaunes de Paris et

1 Salarié.es en activité, mais aussi en retraite, au chômage, en formation, etc., quel que soit leur statut : CDI, CDD, intérim, fonctionnaires, clandestin... Et aussi « auto-entrepreneurs », en vérité exploités par des sociétés.

sa proche banlieue. Non pas que nous pensions qu'il ne s'y passe strictement rien d'intéressant, mais parce que, dans l'immense majorité de ces cas, leur constitution (souvent bien des semaines après mi-novembre) est très différente de ceux qui ont inventé et fait vivre ce mouvement. Dit autrement, la place des militants et militantes préalablement organisés.es, surtout dans des partis, y est bien plus importante.

La présence de l'extrême-droite, la violence de l'État, le lien avec les quartiers populaires, le rôle des personnes retraitées dans ce mouvement et la démocratie en actes font l'objet d'études particulières. L'importante place des femmes est pointée dans plusieurs articles.

Alors, les Gilets jaunes doivent-ils «s'excuser pour le dérangement» comme le propose, ironiquement, un des auteurs ? Puisse ce numéro des Cahiers *Les utopiques* contribuer, au contraire, à entretenir le dérangement, la perturbation de nos fonctionnements quotidiens ancrés dans nos habitudes et certitudes ; dérangement et perturbation, non par plaisir gratuit et/ou volonté de nuire, mais au contraire pour nous aider à inventer et construire collectivement cette réalité de demain qu'on appelle utopie. Et tout ça, à partir de pratiques bien concrètes aujourd'hui.

Enfin, hors dossier, trois textes complètent cette livraison de l'été 2019 : sur l'antisémitisme et tous les racismes, à propos des inégalités hommes/femmes, et enfin, une interview à propos de la domination qui s'exerce à travers le langage. ■

Les Gilets jaunes DE L'URGENCE À POSER DES QUESTIONS POUR LE SYNDICALISME

Le mouvement des Gilets jaunes, trois ans après les Nuits debout, questionne à nouveau la place du syndicalisme dans le champ social. Plus en arrière, le mouvement contre le CPE de 2006, dernier mouvement interprofessionnel victorieux, était lui aussi porté par une mobilisation extra syndicale. Ce sont les jeunes qui en ont constitué la colonne vertébrale, qui l'ont lancé, le firent durer et gagner, y compris en réussissant à obtenir, chose rare, une unité des organisations syndicales. Le mouvement des Gilets jaunes est là sur le terrain social – mais pas que – à côté des syndicats, voire éventuellement en opposition avec eux, et relativise de fait les stratégies syndicales.

Salariée d'Orange, militante de SUD PTT, Verveine Angeli est membre du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires.

[J.C. Saget]



Manifestation à Paris,
le 18 mars 2019

Entre les syndicats qui ont offert leurs services au gouvernement pour négocier en lieu et place de ce mouvement qu'ils ne soutenaient pas (voir la déclaration des organisations syndicales du 6 décembre que seule Solidaires n'a pas signé), et ceux qui ont tenté, à un moment ou un autre, de le relayer, de lui proposer des appuis ou de s'en servir... les syndicats ont été globalement hors-jeu comme force dans cette période.

Les moyens que sont la grève, et la grève générale tout particulièrement, paraissent relativisés, même si certains Gilets jaunes (comme à Rouen par exemple) ont appelé à la grève générale au mois de janvier. Cela ne veut pas dire que la grève est une question dépassée. Elle demeure un instrument majeur dans certains conflits particulièrement durs : Onet, MacDo, Park Hyatt... et qui peuvent ainsi être victorieux. Elle a été l'enjeu de stratégies différentes dans le dernier mouvement à la SNCF. Et c'est aussi un des paradoxes de la situation, que de voir des mouvements sociaux comme les mouvements climat, les mouvements féministes, les mouvements antiracistes, reprendre à leur compte l'idée de la



[JC. Sager]

Manifestation à Paris,
le 18 mars 2019

grève comme moyen d'action, de protestation, de revendication, y compris en portant cela sur le plan international.

Si ces éléments doivent être pris en compte, il n'empêche que les journées d'action mais aussi la propagande pour la grève générale, les blocages de l'économie par la grève... doivent être interrogées dans ce mouvement. Pas seulement dans leur efficacité au regard des échecs de mobilisations récentes (lois travail, retraites, SNCF...) mais aussi pour leur capacité à mobiliser les réflexions stratégiques dans les entreprises et les services, parmi les équipes syndicales et auprès des personnes qui étaient effectivement dans la rue, que ce soit au moment des *Nuits debout* ou dans cette séquence des Gilets jaunes.

POURQUOI CETTE INCAPACITÉ

DES ORGANISATIONS SYNDICALES

À S'INSCRIRE COMME ACTRICES MAJEURES

DANS CE CONTEXTE ?

Il y a des raisons diverses : évidemment et en tout premier lieu, conséquence d'un rapport de forces dégradé, il y a les politiques néolibérales et les très nombreuses restructurations qui ont touché le travail, les entreprises, le marché du travail. Le développement effréné de la sous-traitance et la multiplication de statuts différents parmi les personnes travaillant dans un même lieu ont mis en difficulté tous les syndicats, y compris ceux, comme la CFDT, qui auraient pensé trouver un espace avec la mise en

place, dès les années 2000, des possibilités de mandatement dans les petites entreprises. Les taux de syndicalisation très faibles parlent d'eux-mêmes. Les Gilets jaunes ont révélé cet émiettement, même si nombre d'entre eux et elles ont déjà participé à des mouvements portés par des syndicats. Il y a aussi la dépolitisation des enjeux syndicaux : la suppression des élections prud'homales a laissé la place à la prise en compte des élections locales en entreprise, qui font la part belle à des enjeux moins politiques. La mise en place actuelle des comités sociaux et économiques (CSE) en lieu et place de comités d'entreprise (CE) et délégués du personnel, et de ce que risquent d'être demain les instances dans la fonction publique, au-delà de la diminution de nombre des personnes qui auront des mandatements, va amener une distanciation encore plus importante entre les élus syndicaux d'une part, les travailleurs et travailleuses d'autre part, visant à la suppression d'un syndicalisme de proximité là où il existait.

Le tout contribue déjà, et contribuera encore plus, à faire des syndicats une superstructure isolée du reste des travailleurs et travailleuses, dans un contexte où les modes d'organisation directe de ceux-ci et celles-ci dans les entreprises sont fortement attaqués : difficile de tenir des assemblées générales dans de nombreuses entreprises où c'était le cas auparavant, répression des prises de parole directes sur le lieu de travail (à La Poste, par exemple) et de tout moyen d'action non normé par le Code du travail, la Fonction publique ou les RH locales... Le résultat pratique est aussi la difficulté de gagner des adhérentes et adhérents. Dans les pays où les taux de syndicalisation demeurent plus élevés, les syndicats ont parfois d'autres fonctions. Le gouvernement belge, qui a voulu retirer aux syndicats les prérogatives de distribution des assurances chômage, ne s'y est pas trompé, le caractère de masse des syndicats belges est aussi lié à cela.

LA RESPONSABILITÉ PROPRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES

Toutes les organisations ont des formes de conservatisme. Même pour un syndicat comme Solidaires, ouvert sur les mouvements sociaux et qui n'a pas la culture du syndicat dominant, adapter ses méthodes, sa stratégie, y compris en tant qu'organisation minoritaire, est quelque chose de difficile. Il peut être tentant de s'en tenir à un jeu habituel d'interpellation des autres syndicats, de mimer la mobilisation des équipes syndicales... Ainsi, si Solidaires a été le seul syndicat à reconnaître les Gilets jaunes comme mouvement social et à appeler à y participer, dans les faits, la participation est restée le fait de militantes et militants, souvent présentes à titre individuel sur les ronds-points, voire dans les manifestations... Si c'est positif et a été le résultat de débats, on est très loin d'une situation où Solidaires aurait mis toutes ses forces dans la bataille. Pourtant, très vite, le mouvement des Gilets jaunes a mis sur le devant de la scène des éléments majeurs de la critique des politiques gouvernementales portés depuis des années par une frange importante du mouvement social. Tout cela est arrivé dans un contexte qui touche l'ensemble des organisations syndicales, avec un repli sur les secteurs professionnels qui constituent certes le cœur du syndicalisme, mais le cœur dans un syndicalisme de plus en plus minoritaire ne saurait suffire.

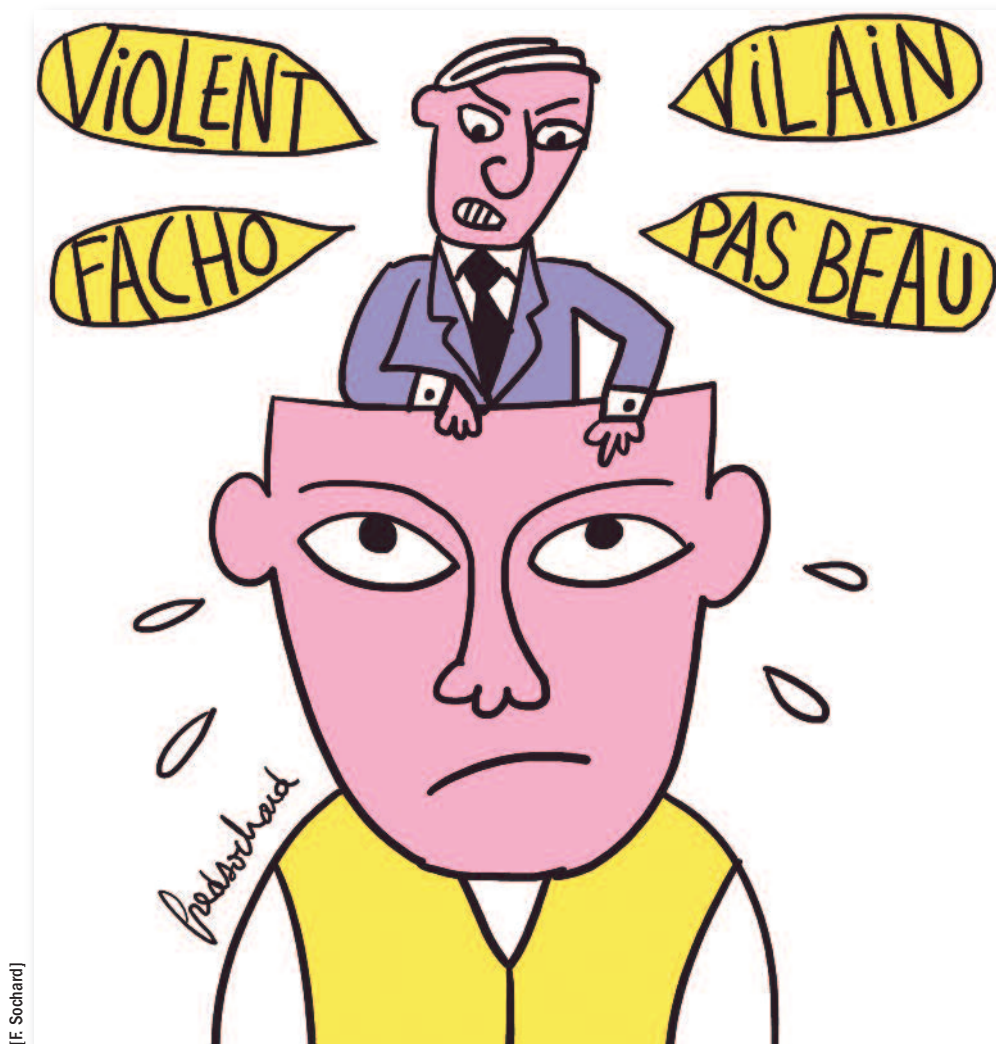
Il y a donc une certaine inadaptation des structures syndicales à toutes ces nouvelles situations. Nous avons un syndicalisme professionnel affaibli, parce que fortement attaqué, et des embryons de prise en charge

d'un travail syndical dans les milieux plus difficiles ou plus précaires, parmi les auto-entrepreneurs.euses, par exemple. C'est loin d'être suffisant, d'autant que s'y ajoute, toujours, très peu de présence syndicale dans les petites entreprises. Le reste suit : la formation syndicale pas toujours adaptée, les réunions et modes de décisions qui s'appuient sur les grosses structures. Il faut ajouter que défendre l'égalité des travailleurs et travailleuses dans leur ensemble, comme déclaration générale, est chose relativement facile. En revanche, faire que l'ensemble des militantes et militants des secteurs professionnels à statut encore relativement protégé se tournent vers les travailleurs et travailleuses qui ont d'autres statuts est plus difficile ; ce, d'autant plus que ces statuts dégradés sont, en général, combattus (comme précaires, comme non-salarié.es...).

POUR DÉFENDRE LE SALARIAT COMME IL EST

Nous sommes face à un mouvement syndical ancré sur de gros secteurs professionnels ou entreprises, qui reste majoritairement blanc, masculin, assez âgé et qui ne s'adapte que très peu ou très lentement aux transformations du salariat. Au-delà du conservatisme d'organisation, le problème renvoie à la difficulté du mouvement ouvrier et du mouvement social français à penser l'articulation des dominations de classes, de genre et de race comme constructions sociales. Peu de femmes dans des postes à responsabilité en particulier dans les niveaux intermédiaires, ce qui laisse la place à toutes les pratiques dénoncées par les mouvements #metoo. Peu de personnes racisées en responsabilité, résultat de l'écritmage opéré à chaque niveau de responsabilité, mais aussi des difficultés, pour les syndicats des secteurs professionnels employant majoritairement des personnes racisées, de trouver leur place au niveau interprofessionnel (nettoyage, sécurité, services à la personne...).

Il ne s'agit pas d'un simple problème de représentation de minorités ou de parité,



[F. Sochard]

mais bien de la prise en compte de revendications spécifiques, d'actions contre les discriminations, de personnes en situation professionnelle difficile, précaire... qui constituent une grande partie du salariat aujourd'hui. Les divisions sont profondes et sont autant de possibilités d'affaiblir notre combat face à ceux, gouvernement et patronat, qui les connaissent et les utilisent pour mieux exploiter, mais font aussi mine de les combattre par des discours sur l'universalité.

UN SYNDICALISME DE LUTTE MINORITAIRE

La question de l'unité syndicale ne peut pas être contournée même si le syndicalisme de lutte reste minoritaire. Ce n'est pas parce que Solidaires pratique une intersyndicale avec CGT, FSU et parfois FO que la question de l'unité est réglée. Pour des perspectives de lutte victorieuse, l'unité syndicale limitée à cette équation partielle n'a pas réussi à entraîner plus largement lors des dernières mobilisations. Cela ne veut pas dire qu'il faut changer les bases de l'unité, la

rechercher à tout prix. En revanche cela signifie que nous ne pouvons pas prétendre réaliser plus que ce que nous avons déjà fait par cette unité-là. Élargir l'unité doit rester un objectif, avec les autres syndicats quand c'est possible, avec d'autres mouvements si nous le pouvons.

RECONNAÎTRE LES ÉLÉMENTS POSITIFS

DANS LA SITUATION ACTUELLE

Les Gilets jaunes ont mis dans le débat public des questions qui sont à l'agenda syndical depuis des années : justice sociale, fiscale, écologique, revendications concernant les politiques gouvernementales, etc. Évidemment, ce mouvement est très divers mais le fait est que ces éléments ont pris le dessus. Il y a donc, en dépit de toutes les difficultés, un fort ressort en France sur les questions sociales et ce ressort s'est exprimé totalement en dehors des syndicats, ce qui n'était pas le cas des *Nuits debout* qui s'inscrivaient dans et à côté des mobilisations syndicales et qui avaient en partie le même agenda. Il y a une contestation radicale de l'ordre établi, des réflexions démocratiques... une radicalité qui s'exprime dans une exigence d'engagement personnel fort, des élans unitaires. Il y avait dans les *Nuits debout*, les cortèges de tête, aujourd'hui parmi les Gilets jaunes aussi, une volonté de faire ensemble en dehors des divisions syndicales ou simplement des cortèges séparés. On n'est pas en intersyndicale, on est dans un ensemble (des individus qui font peuple pour les Gilets jaunes, un cortège de tête uni devant des syndicats

séparés...). Tout cela a contribué à une forte politisation même si elle peut être partielle. Des ambiguïtés demeurent, bien sûr, et la présence de l'extrême droite dans la mobilisation montre qu'il n'est pas si simple de mettre de côté les questions qui marquent la vie politique publique depuis des années : immigration, racisme... En revanche, il faut reconnaître que le refus volontaire de traiter ces questions a eu pour effet jusque-là de rejeter ce que certains et certaines portent depuis longtemps : le lien entre crise sociale et immigration. Rien n'est durablement gagné mais les manœuvres du Rassemblement national (RN) ou de Philippot au début du mouvement n'ont pas eu, pour le moment, les effets qu'ils et elles en escomptaient.

REVOIR LES STRATÉGIES SYNDICALES

Dans ce contexte, il y a eu de la part des syndicats au pire un rejet, au mieux une reconnaissance de ces mouvements comme faisant partie d'un rapport de forces social ; mais jamais de réflexion sur une adaptation des stratégies. Il est significatif que les organisations syndicales de contestation aient maintenu, dans le contexte des Gilets jaunes, une stratégie strictement identique à celle qu'elles mettent en œuvre depuis des années : journées de grève en semaine, pas de véritable tentative de jonction, pas de tentative de lien. Le mouvement des Gilets jaunes, parce qu'il est complexe, divisé, ne répondrait pas nécessairement de manière positive, mais les tentatives de liens n'ont pas véritablement eu lieu. C'est pour ces raisons aussi qu'on a assisté à des mobilisations juxtaposées : actes les samedis, journées de grève à géométrie variable. Et pendant ce temps-là, évidemment, le gouvernement qui montre combien il peut avoir peur, continue cependant à avancer : réforme des retraites, de la Fonction publique et lois répressives à répétition. Sur les échéances majeures, c'est comme si on n'avait pas avancé.

La propagande pour la grève générale ou le blocage du pays n'est pas la réponse à cette

situation. Reconnaître que nous n'avons pas la main, que nous ne donnons pas le rythme de la mobilisation, cela implique de reconnaître que d'autres le font. Bien sûr que le terrain de nos entreprises et services ne peut pas être ignoré et que c'est ce travail que nous devons faire. En revanche, répondre à la situation par la méthode habituelle de la journée de grève mensuelle n'est manifestement pas la solution. Il fallait accepter d'être présent et présente dans les formes décidées par d'autres. Et résister à la méfiance face à une colère populaire qui ne prend pas les cadres et méthodes établis. Cela renvoie aussi à une situation où, en dehors des questions que des syndicats ont souhaité appuyer parce qu'elles renvoyaient à leurs propres revendications, il y a aussi peu d'inscription dans ce qu'a porté de spécifique ce mouvement : sur la démocratie notamment. Ce, alors que cette question, au moins depuis le référendum de 2005, hante la vie politique française et les débats des mouvements sociaux sur l'Europe. C'est aujourd'hui un manque, un impensé de la réflexion syndicale.

METTRE NOTRE OUTIL SYNDICAL AU SERVICE DE LA LUTTE : DES PRATIQUES À RENFORCER

Pour nous qui sommes syndicalistes, les instruments que nous avons construits sont ceux qui permettent, non seulement la résistance aux attaques néolibérales, la défense des intérêts de ceux et celles qui travaillent dans le rapport capitaliste, mais aussi la transformation sociale, la gestion de la société par ceux et celles qui travail-

lent. Savoir comment faire de ces instruments des éléments efficaces dans le combat social actuel est une question centrale. Il y a un sujet qui contribue à développer un nouvel imaginaire rendant crédible et nécessaire la transformation sociale. La mise en avant des thématiques écologiques est un puissant facteur de remise en cause du mode de production capitaliste et de la mondialisation néolibérale. Pour une organisation syndicale, c'est sûrement un grand écart ; mais lier combat social et écologique, est un élément décisif pour les jeunes générations. Il y a peu d'avancées sur la campagne « un million d'emplois pour le climat », sachant que l'avancée sur ce terrain nécessiterait de mobiliser de l'énergie militante pour un travail sur des alternatives, ce que le syndicalisme fait peu aujourd'hui. Il y a des alliances que nous pratiquons déjà mais qui ne sont pas généralisées dans le mouvement syndical, qui apparaît aux yeux de celles et ceux qui sont sensibles aux enjeux écologistes comme des organisations assez dépassées. La mobilisation des Gilets jaunes a porté ces questionnements qui demeurent très largement sans réponse de la part des organisations. En arrière-plan, c'est l'enjeu de la place du travailleur ou de la travailleuse dans la société actuelle qui se pose : travailleur-travailleuse, citoyen-citoyenne (ou non), consommateur-consommatrice, usager-usagère...

Il faut un syndicalisme qui regarde le monde avec les yeux d'une femme, d'une personne racisée, d'un chômeur ou une chômeuse, d'une habitante ou un habitant de quartier populaire ou déshérité, d'un ou une jeune en contrat précaire ou sans contrat. Pour redonner des racines de masse au syndicalisme, il faut faire ce travail : adapter notre syndicalisme interprofessionnel au monde ouvrier tel qu'il est aujourd'hui ; c'est-à-dire faire du syndicalisme un outil que chacun et chacune se sente prêt.e à utiliser. En dépit des réformes gouvernementales et des modifications des modes de représentation dans l'entreprise,



[J.C. Saget]

Manifestation à Paris,
le 18 mars 2019

le syndicalisme demeure l'outil unique, dans l'entreprise, pour la défense des intérêts de ceux et celles qui travaillent et à ce titre un instrument incontournable du combat social.

Nous ne sommes pas libéré.es d'une vision classique du mouvement ouvrier qui est celle des bastions syndicaux, des secteurs capables de bloquer l'économie. D'où les attentes désespérées, depuis de nombreuses années, de voir les cheminots et cheminotes rejouer décembre 1995. Les derniers grands mouvements ont montré que ce n'est pas ainsi que ça marche aujourd'hui. Les « bastions » se mobilisent, mais sans réussir à entraîner véritablement. Cela a été vrai de la SNCF, des industries pétrolières... Ce qui est en cause, ce n'est pas la capacité du syndicalisme dans ces secteurs à mener des combats professionnels, mais le pouvoir d'entraînement au niveau interprofessionnel sur lequel on peut compter.

DANS TOUTE MOBILISATION, IL Y A

DES LEÇONS ORGANISATIONNELLES À TIRER

Solidaires est certainement l'organisation qui est la plus à même de bouger, mais les enjeux sont tels qu'il faut sans doute le penser au-delà de ce qu'est Solidaires aujourd'hui. La crise sociale actuelle montre que le syndicalisme doit se dépasser. Les risques sont nombreux : inutilité sur le plan interprofessionnel, éloignement des salarié.es avec les nouvelles instances, risques de repli corporatiste et menace dans tous les syndicats de rétrécissement encore de leur base sociale. Créer les structures interprofessionnelles qui puissent répondre aux préoccupations de tels mouvements, y participer de façon plus concrète, faire la place dans nos structures syndicales à toutes les travailleuses et tous les travailleurs, tels sont les enjeux incontournables, même si les moyens sont faibles et les ressources militantes peu disponibles.

Depuis 1995 et ce qu'on a appelé les nouveaux mouvements sociaux (dans les faits, de nouveaux mouvements sociaux naissent

sans arrêt), les syndicats qui sont actuellement membres de Solidaires ont constitué des cadres d'alliances nombreux et divers avec ces mouvements. Certains et certaines de nos militant.es sont actives et actifs dans ces mouvements. Cette unité peut être renforcée en s'appuyant entre autres sur l'initiative d'Attac et du Crid, d'université des mouvements sociaux. Il y a une dynamique actuelle nouvelle qui veut préserver l'autonomie des mouvements mais tente aussi de renforcer leurs moments de rencontres et d'actions communes. Cela a été le cas avec l'engagement du comité Adama dans la mobilisation des Gilets jaunes, dans le travail pour faire converger en partie les mobilisations Gilets jaunes, climat, antiracistes, le 16 mars. L'objectif devrait être de créer des dynamiques mobilisatrices supérieures. Le travail commun des militantes et militants de différents syndicats existe dans divers domaines ; c'est le cas à Attac, ou sur les questions féministes avec les intersyndicales femmes et la préparation du 8 mars, ou encore dans le travail antiraciste et contre l'extrême droite. Ce peut être un point d'appui pour renforcer les dynamiques militantes et de réflexion dans d'autres domaines. Il ne s'agit pas de construire des alternatives à des « directions traîtres », mais de contribuer à construire une dynamique entre militantes et militants de diverses organisations syndicales qui se posent des questions communes sur l'avenir du syndicalisme.

■ Verveine Angeli

Les couleurs DES GILETS JAUNES

17 novembre 2018 : à la suite d'un appel sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes se mobilisent dans tout le pays, notamment contre une nouvelle taxe sur les carburants qui va avoir pour effet de réduire les revenus de millions de gens déjà touchés par une politique salariale et fiscale qui profite aux plus riches. Ils et elles décident d'endosser le gilet jaune obligatoire dans les véhicules automobiles. Ainsi naissent les « Gilets jaunes », un mouvement social inédit, imprévu, surprenant à bien des égards. Personne ne s'attendait à un mouvement de cette ampleur, qui s'inscrit dans la durée, la radicalité et débouche sur la remise en cause de l'ordre néolibéral et capitaliste. Un mouvement qui, au passage, a engrangé quelques acquis, très insuffisants bien sûr mais réels. Un mouvement que « le Grand Débat » lancé par Macron n'a pas déstabilisé.

Cheminot retraité, Christian Mahieux est membre de SUD-Rail et de Solidaires Val-de-Marne.



[F. Sochard]

Sur les barrages¹ établis à partir de mi-novembre, on ne parle pas que du prix de l'essence ou des taxes : l'augmentation des salaires, pensions et minimas sociaux est revendiquée, les inégalités sont dénoncées, la scandaleuse répartition des richesses et les privilèges de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui sont décriés. Des débats s'amorcent sur les transports collectifs, leur amélioration, leur gratuité ; de même, à propos des services publics à maintenir et à créer ; ou encore sur le rôle de l'impôt, les vols d'argent public que commettent les plus riches grâce aux fraudes fiscales, la suppression de l'impôt sur la fortune...

L'augmentation annoncée du prix du carburant s'ajoute à bien d'autres : produits alimentaires, logement, gaz, électricité, contribution sociale généralisée (CSG). Toutes ces hausses de prix, qui

¹ Rapidement, les barrages deviennent occupation de ronds-points, ouverture de péages, parfois « maisons du peuple »,...

touchent des produits ou services de première nécessité, ont des conséquences bien plus importantes pour celles et ceux qui gagnent peu, que pour les plus riches. Alors, comme l'écrivait l'Union locale Solidaires Comminges (Haute-Garonne), dès le 31 octobre, dans un tract sur le mouvement à venir : *« Pendant que le gouvernement nous fait les poches, la petite minorité qui profite du travail d'autrui (patrons, actionnaires, rentiers) ne cesse de s'enrichir toujours plus. C'est à cela qu'il faut s'attacher : les inégalités criantes qui fondent le système en place. Pour l'heure, il n'y a aucune raison que les salarié.es, les chômeurs et chômeuses, les retraité.es, les jeunes, ne puissent plus remplir leur réservoir, quand les profiteurs hésiteront entre plusieurs voitures pour aller rejoindre leur yacht ! »*

Oui, il faut moins de voitures ! Il est nécessaire de s'attaquer à la pollution, de diminuer les gaz à effet de serre, de réduire le nombre de véhicules automobiles. Et il y a urgence pour l'avenir de la Terre ! Mais, pour cela, il faut développer les transports collectifs et notamment les moins polluants comme le train, il faut renforcer les services publics de proximité, en ville et à la campagne. Le gouvernement fait tout le contraire : suppressions de gares, de lignes de dessertes SNCF, fermetures d'hôpitaux, de postes, de structures scolaires, etc. Pour limiter le nombre de kilomètres à faire en voiture, il faut des transports collectifs de qualité accessibles à tous et à toutes, des services publics dans tous nos territoires !

Ce sera plus efficace que l'augmentation du prix du carburant pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que la voiture pour aller travailler, chercher du boulot, remplir des obligations de la vie quotidienne.

LE PEUPLE ! AU SECOURS²²

Voilà qui pourrait résumer l'attitude de nombreuses forces syndicales et politiques³ lors de l'irruption des Gilets jaunes⁴. Certes, l'extrême-droite est à la manœuvre depuis le début ; mais lui laisser la place au sein d'un tel mouvement de masse eut été catastrophique. Des patrons soutenaient le 17 novembre ; dès le lendemain, ils réclamaient « un retour à la normale » : pas question de mettre en danger leurs bénéfices ! En réalité, ce sont « celles et ceux d'en bas » qui se révoltent ; et les femmes y sont très présentes... plus que dans bien des actions que nous, organisations syndicales, organisons. Un grand nombre de revendications correspond à ce que nous défendons, notamment à travers nos syndicats. Quelques-unes sont contradictoires avec nos combats : c'est par la discussion que nous pourrions convaincre qu'elles mènent à des impasses. Cela suppose d'être partie prenante du mouvement, pas de le commenter de l'extérieur ! Nous sommes pour que les négociations se fassent sous le contrôle direct de celles et ceux qui les ont permises par leur action : les Gilets jaunes qui ne veulent discuter avec le gouvernement que si tout est retransmis en direct nous donnent matière à relancer cette pratique ! Dans les barrages, la légitimité des délégations est discutée. Fédéralisme, assemblées générales, mandats limités et contrôlés, convergence des luttes... Sans utiliser notre langage militant, c'est de cela dont il est question. Et en pratique !

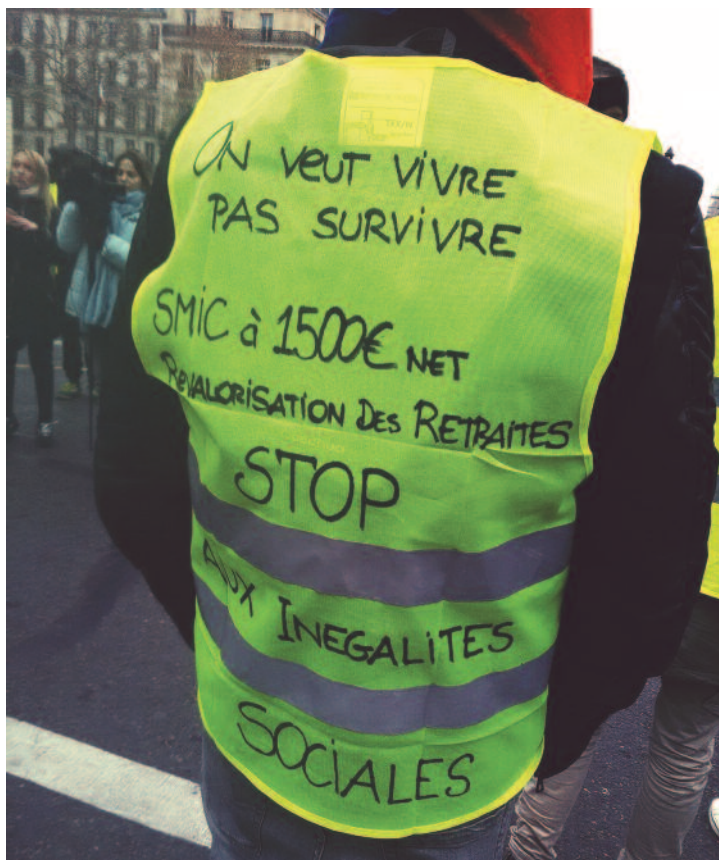
Que les soutiens... soutiennent et ne tentent pas de diriger ! L'action directe et l'autonomie du mouvement sont les meilleurs remparts contre la récupération. Ce sont aussi des facteurs déstabilisants pour des organisations qui acceptent ou subissent les pressions institutionnelles. Voilà l'occa-

²² Ce paragraphe est la reprise d'un texte écrit fin novembre 2018, pour le mensuel Cerises. D'autres éléments du présent article sont également parus dans ce journal qui est en lien avec le Réseau Se fédérer pour l'émancipation (www.ceriseslacooperative.org).

³ Sont ici évoquées, les organisations qui, dans leur diversité, se situent dans une perspective émancipatrice de rupture avec le système capitaliste.

⁴ Indifférence, analyse erronée, voire mépris : les communications de certaines organisations syndicales et politiques de gauche et extrême-gauche, antérieures à la réussite du 17 novembre, sont affligeantes.

[DR]



Manifestation à Paris,
le 15 décembre

sion de rediscuter du temps consacré à l'activité de terrain, à la réflexion, à la construction de nos outils, et d'autre part aux réunions décidées par les patrons ou les pouvoirs publics, aux séances où on mime la démocratie ou à la perpétuelle préparation des prochaines élections qui n'organisent en rien la rupture avec le système.

Celles et ceux qui ont animé des grèves savent que les mouvements les plus forts sont ceux où s'impliquent des collègues qui jusque-là n'ont jamais fait grève, des collègues qui votent à droite ou pire, des collègues pour qui l'antiracisme ou le féminisme ne sont pas des références. C'est le moment de lutte commune, le partage d'expériences, parfois la confrontation, qui nous font avancer.

L'EXTRÊME-DROITE

Bien entendu, la réalité est plus complexe que les simplifications auxquelles nous avons trop souvent recours. Bien sûr, l'extrême-droite a tenté d'infiltrer le mouvement, mais n'a-t-elle pas tenté d'infiltrer des syndicats, y compris les plus combattifs ? Le pire eut été de lui laisser la place. Sur les ronds-points comme dans les manifestations du samedi, les militantes et militants syndicaux ont largement contribué à la combattre. Cela a pu se faire efficacement, parce que des camarades étaient pleinement impliqués dans le mouvement : ainsi, ils et elles ont pu expliquer, démontrer et convaincre ; il ne s'agissait pas de donner des leçons de purisme, de l'extérieur. Même chose vis-à-vis des propos



[DR]

Manifestation à Paris,
le 15 décembre

racistes, homophobes ou sexistes (qui ne sont pas l'apanage de l'extrême-droite) : comme dans tous les mouvements de masse (y compris les grèves en entreprises dès lors qu'elles ne sont pas le fait des seules militantes et militants), cela existe et pour les contrer, il faut être présent.e !

LES VIOLENCES

La violence de certaines manifestations fait l'objet de nombre de commentaires. Oui, il y a eu des violences inutiles, mais il n'est pas question de les mettre à égalité avec la violence d'État, particulièrement importante depuis la mi-novembre. Et puis, qu'est-ce que la violence ? Des vitrines cassées, des barricades dans les rues ou des milliers de personnes qui crèvent de froid ou de faim quand « tout est normal » ? La plus grande violence, celle qui est le fait d'un système, celle qui est dûment réfléchie, est celle de l'État. Mutilations, blessures graves, arrestations violentes et arbitraires se comptent par milliers. Comme dans l'après Mai 68, la bourgeoisie ressort une loi « anticasseurs », qui permet de criminaliser toutes résistances, manifestations, désobéissances. L'ordre - leur ordre - doit régner, quel qu'en soit le prix. Bien au-delà des cercles militants, beaucoup de Gilets jaunes en font l'expérience depuis six mois.

LE PATRONAT

Une petite partie du patronat a appuyé le démarrage du mouvement... mais a disparu bien vite sa continuité. Très rapidement, il est apparu que l'immense majorité des Gilets jaunes fait partie du prolétariat : des personnes qui n'ont que leur « force de travail » à vendre, qui ne possèdent rien des moyens de production. Ceci dans sa diversité : salarié.es en CDI mais surtout en CDD, en intérim, au chômage, en retraite ; ajoutons-y quelques auto-entrepreneurs condamnés à s'auto-exploiter, quelques paysan.nes pauvres, parfois des artisan.es... À défaut d'avoir ainsi une classe sociale homogène correspondant à tous les critères

préétablis, on a un mouvement populaire dont l'ancrage principal est le prolétariat de ce début de XXI^e siècle.

Le patronat n'a pas manipulé le mouvement des Gilets jaunes ; c'est certain. Tout aussi sûr, est qu'il se sort particulièrement bien de ces six mois de lutte ! Les revendications se sont concentrées vers le gouvernement ; les reproches et dénonciations ont ciblé « la classe politique ». Ce qui a mis le feu aux poudres était des annonces gouvernementales (prix de l'essence, etc.) ; les discussions sur la démocratie sont venues en écho au mépris perçu de la part de la majeure partie des « hommes et femmes politiques ». Ceci explique cela ! Mais il n'en reste pas moins que c'est là une faiblesse d'ampleur du mouvement : même quand la question du partage des richesses est posée – et elle l'est souvent – c'est en oubliant le vol commis par celles et ceux qui profitent du travail des autres : patrons, banquiers et autres rentiers. Même quand le sujet « démocratie » est travaillé en profondeur – et il l'a été très largement et utilement – c'est en occultant la démocratie de l'entreprise, donc la propriété sociale des moyens de production, leur autogestion par toutes et tous, etc. C'est une marque de la faiblesse du syndicalisme dans ce mouvement.

L'EXERCICE DE LA DÉMOCRATIE

L'exercice ou les exercices ? Inventer et pratiquer la démocratie à grande échelle oblige sans doute à imaginer des solutions différentes et complémentaires, selon qu'on parle du collectif de travail, de communes fédérées, d'une production sur le plan national ou encore de l'utilisation des richesses naturelles. Si l'assemblée générale est le principe de base, comment en assurer l'émanation dès lors qu'il s'agit de se fédérer ? Mandats impératifs, contrôlés, révocatoires, tirage au sort, vote ou consensus... La solution est dans la complémentarité des méthodes, pas dans la recherche de « la » solution miracle, applicable à tous les périmètres et tous les sujets. Beaucoup de

groupes de GJ ont travaillé sur ces thèmes et d'autres (dont le référendum). Les « assemblées des assemblées » de Commercy puis de Saint-Nazaire en sont une illustration. Mais gardons-nous de deux écueils : elles ne sont pas représentatives de l'ensemble du mouvement, les textes qui en sont issus ne sont pas une référence pour bien des groupes locaux ; à l'inverse, la démocratie en actes est présente depuis novembre dans nombre de villes, villages, quartiers ! Là encore, notre syndicalisme a toute sa place⁵ !

Les pathétiques tentatives de listes électorales Gilets jaunes montrent que le système demeure un aimant fort pour celles et ceux que les médias s'empressent de nommer « leaders ». Mais leur rejet par la masse des GJ confirme que d'autres choix et espoirs sont possibles et largement partagés. La contribution des GJ au renouveau du débat sur la démocratie, et surtout à son enracinement dans de larges couches de la population, est indéniable. Mais ils et elles redécouvrent aussi des choses auxquelles le mouvement

ouvrier s'est confronté depuis longtemps. Une des résolutions de l'assemblée de Saint-Nazaire prévoyait par exemple « une semaine jaune d'actions à partir du 1^{er} mai ». La couleur mise à part, voilà qui rappelle le langage syndical le plus traditionnel...

LE SYNDICALISME

Le mouvement montre l'exaspération profonde de millions de personnes qui ont occupé les ronds-points, les péages, les zones commerciales puis ont manifesté les samedis après-midi dans toute la France. Nationalement, les organisations syndicales sont restées dans l'expectative⁶ pendant un long moment. L'Union syndicale Solidaires est passée d'une certaine réserve à un début de soutien, après les premiers samedis ; quelques Unions locales Solidaires s'étaient mises à disposition du mouvement début novembre, avant le positionnement national. Côté CGT, il fallut attendre presque un mois. Le 6 décembre, la CGT cosignait un communiqué (CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, UNSA, FSU) où est mise en avant la condamnation de la violence des manifestations, sans un mot sur celle de l'État, sa police et son armée ; comme si la violence n'était pas avant tout sociale et due aux politiques menées depuis des années⁷ ! Quelques jours plus tard, elle appelait à des journées d'action⁸ avec une référence appuyée aux GJ.

Le mouvement de GJ affirme haut et fort qu'il ne souhaite aucune récupération, ni politique ni syndicale. La méfiance est forte à l'égard de ce que la « novlangue⁹ » nomme les « corps constitués¹⁰ ». Des organisations syndicales¹¹ situent leur stratégie dans l'accompagnement des politiques néolibérales et de ce fait refusent toute possibilité de soutien à un mouvement qui conteste les choix que ce/ces syndicats ont défendus. Mais comment comprendre les difficultés rencontrées par celles qui nous intéressent ici ? Quelques éléments peuvent être avancés :

→ L'essentiel des entreprises en France a moins de 20 salarié.es ; le mouvement syndical n'arrive pas à s'y ancrer. De même, vis-

5 Voir notamment *Les utopiques* n° 10, « Sur les chemins de l'émancipation, l'autogestion », Éditions Syllepse, printemps 2018.

6 Nous citons la CGT et Solidaires, mais la FSU ou la CNT ont été très discrètes vis-à-vis de ce mouvement ; la CNT-SO a pris position pour le soutenir en janvier.

7 Des organisations CGT (unions départementales et fédérations) ont désapprouvé le texte signé par la confédération et se sont impliquées à partir de début décembre dans le mouvement.

8 Le 14 décembre, et plus encore le 18, n'ont guère été des succès ; mais on ne peut reprocher à la confédération CGT d'avoir tenté d'impulser une dynamique ; en revanche, la mesure du 19 mars et les difficultés du militantisme syndical quotidien dans les entreprises, services et localités, ou encore l'état des démarches unitaires ? Deux éléments déterminants pour réussir des grèves.

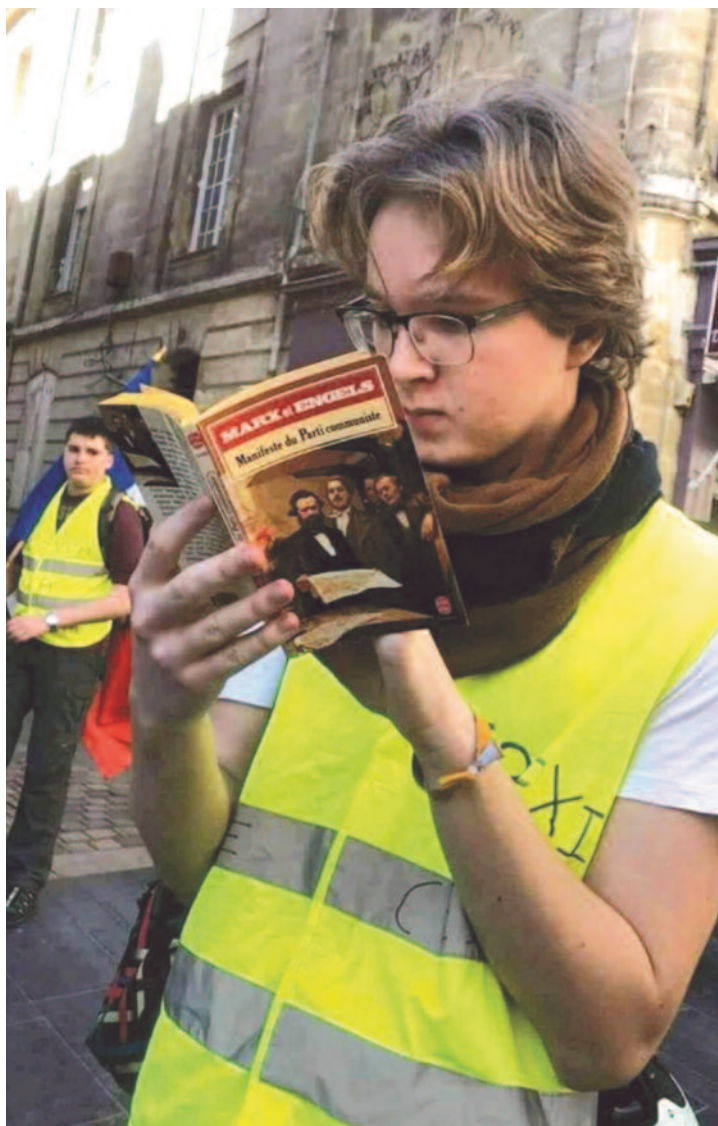
9 La novlangue néolibérale ; la rhétorique du fétichisme capitaliste, Alain Bihr, co-éditions Page 2 (Lausanne) et Syllepse (Paris), 2017.

10 Depuis des années, la propagande d'État et patronale assimile les syndicats à ces « corps constitués », également nommés « corps intermédiaires ». Ce qu'ils ne sont pas : le syndicat, c'est le regroupement de travailleurs et de travailleuses, quels que soient leur statut et activité, qui s'organisent pour défendre leurs revendications et changer la société ; il n'est pas question là dedans de faire les intermédiaires, de gérer l'ordre capitaliste, etc. Évidemment, nous savons que la novlangue s'appuie, pour imposer ses termes, sur les choix faits par beaucoup d'organisations syndicales qui, réellement, s'institutionnalisent ; et ce n'est pas là une question de « base » ou de « sommet ».

11 À des degrés divers, il s'agit de la CFDT, l'UNSA, la CFTC ou la CGC.

12 Y compris, la place tenue par des groupes d'extrême-droite.

13 Cela n'excuse pas les premières expressions de certaines organisations politiques particulièrement méprisantes pour la population qui se révoltait.



[DR]

à-vis de la masse des chômeurs et chômeuses, des intérimaires, des CDD, des uberisés de toutes sortes... On les retrouve en nombre dans les Gilets jaunes.

→ Ce qui s'est passé depuis novembre dans quasiment tout le territoire n'a pas de rapport avec... ce qui ne s'est pas passé à Paris et en proche banlieue. Le mouvement des GJ n'est pas là où sont concentrés les sièges nationaux des organisations syndicales ; et

si le fédéralisme est la règle, il n'en reste pas moins que nombre de décisions se prennent sur la base de réflexions liées au terrain le plus connu, en l'occurrence parisien. De ce point de vue, la quasi inexistence de collectifs GJ durant de nombreuses semaines et les particularités des manifestations parisiennes hebdomadaires¹² ont contribué aux positionnements connus¹³.

→ Ce mouvement se passe hors les entre-



prises. La faiblesse des unions locales inter-professionnelles n'a pas aidé à ce que les collectifs syndicaux l'appréhendent correctement. D'autant que, comme évoqué précédemment, il y a un problème dans les exigences qui s'expriment : même si quelques revendications réactionnaires ont assez rapidement disparu, même si ce qui se discute dans nombre d'assemblées générales de GJ est un autre partage des richesses,

une remise en cause du système capitaliste, l'égalité sociale, la démocratie radicale, il n'en reste pas moins que le patronat est fort peu interpellé. C'est une des raisons des absences syndicales, mais c'en est aussi la conséquence.

→ Y compris lorsqu'elles ont décidé de soutenir les GJ, nombre d'organisations syndicales l'ont fait de manière peut être inappropriée : au lieu d'appeler les GJ à rejoindre les mobilisations syndicales, ne fallait-il pas que le syndicalisme se mette au service du mouvement déjà existant ?

Une partie non négligeable des difficultés à se positionner concrètement vis-à-vis du mouvement des GJ est sans doute liée à

14 www.syllepse.net

15 Texte de Patrick Le Tréhondat, des Éditions Syllepse, paru dans Cerises n° 4, février 2019.

l'appréhension à agir en tant que force collective sociale et politique, politique et sociale. Car c'est un tout, et l'organisation syndicale, par son caractère de classe inhérent à sa composition, est un outil indispensable pour agir sur ces terrains.

Écrit fin avril, ce court texte ne prétend à nulle exhaustivité ; on pourra se référer avec profit à d'autres sources : par exemple, divers textes de ce numéro 11 de la revue *Les utopiques*, « Gilets jaunes : un mouvement social » ou *Des clés pour comprendre* (deux tomes)¹⁴.

■ Christian Mahieux

AVEC NOS EXCUSES¹⁵

Si j'étais un gilet jaune, je présenterais mes excuses au mouvement ouvrier. En moins de trois mois notre mouvement n'a pas su résoudre la crise programmatique et organisationnelle du mouvement d'émancipation. Nous n'avons pas su faire fructifier les acquis historiques de la Première Internationale, les expériences (défaites) de la Commune de Paris et de la révolution russe, celles du Front populaire et de Mai 68. Oui, c'est vrai, l'extrême-droite s'est infiltrée dans notre mouvement et tente d'imposer son agenda contrairement aux partis et syndicats totalement immunisés contre ce danger et qui n'ont jamais connu de dirigeants en leur sein qui ont sombré dans la collaboration avec l'occupant nazi ou plus récemment de noyautage de leurs organisations. Il est vrai que sur des piquets de grève que vous organisez, nous n'avons jamais entendu de remarques sexistes ou racistes. Oui, je demanderais de l'indulgence car nous n'avons pas élu de secrétaire général et nous n'avons pas voulu construire une organisation pyramidale de notre mouvement ce qui a certainement nui à notre efficacité. Nous ne sommes pas dotés de service d'ordre (d'ordre... mais lequel ?). Pire, nous n'avons pas déposé de déclarations de manifestations et nous avons librement choisi les lieux de nos rassemblements. À Paris, nous avons choisi des quartiers bourgeois, car ces espaces ségrégués nous appartiennent aussi et nous nous sommes écartés du trajet processionnel République-Bastille. Irresponsables, nous avons déclenché une crise sociale et politique sans vouloir ouvrir de négociations sous les lambris dorés des ministères. Nous avons accéléré la crise sans fin de la V^e République et contesté la démocratie représentative au profit de la démocratie directe. Nous avons ouvert nos propres parlements autour des ronds-points et décrété la délibération permanente sans respect pour le calendrier électoral alors que beaucoup veulent nous ramener dans une file d'attente devant le bien-nommé isoloir. Et pour tout cela, si j'étais un gilet jaune, je dirais humblement : « Excusez du dérangement ! »

■ Patrick Le Tréhondat

[DR]



DIJON

Chez nous

**Syndicalisme et Gilets jaunes à Dijon :
des histoires, des chemins, des hommes
et des femmes qui s'ignorent, se croisent,
se ressemblent, s'opposent...
Des contradictions ? De la vie !
Et notre syndicalisme y a toute sa place.**

**Elie Lambert a été cosecrétaire de Solidaires
Douanes, de 2009 à 2016.
Il est porte-parole de Solidaires Côte-d'Or
et membre du secrétariat national de l'Union
syndicale Solidaires.**

[DR]



Dijon, le 5 février

Le 19 mars, cortège intersyndical dans les rues de Dijon à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires. Parcours déclaré, cortège ordonné reprenant un circuit pourtant interdit depuis les manifestations contre la loi travail et leurs « incidents » de l'époque, soit quelques tags et vitrines brisées à l'actif du cortège de tête. On emprunte ainsi la rue de la Liberté, principale rue commerçante, puis les grands boulevards, avant de terminer par un discours de clôture, traditionnel, devant la préfecture : appel, à la sono de la CGT, à la « poursuite du mouvement » auquel, à vrai dire, personne ne croit vraiment. À l'image du cortège, aussi ordonné que morne, mis à part des sonos criardes d'où sortent quelques mots d'ordre revendicatifs, c'est silence dans les rangs. Défilé parfaitement maîtrisé, avec des services d'ordre désœuvrés. Être sur la photo est donc le seul intérêt, si on peut dire, et tout le monde connaît et feint d'ignorer la suite : aucune. Bataille autour du nombre de manifestantes et manifestants, histoire de dire que, quand même, on était nombreux cette fois, puis retour chez soi, où on n'oublie pas de regarder les images de la mobilisation à la télé, 20 secondes, ou sur les réseaux sociaux et le lendemain les quelques lignes dans la presse écrite. Une journée de salaire perdue, tel un rituel, sans même l'idée, pour beaucoup, d'imaginer créer de rapport de forces.

Un détail tout de même, important : un cordon de CRS pour protéger la préfecture, visière relevée, au nombre de douze. La manif est à peine « dispersée » que les CRS rangent déjà leur attirail... malgré la présence encore de plusieurs dizaines de manifestants et manifestantes. Mieux, les portes de la préfecture sont déjà réouvertes. C'est dire la peur qu'inspirent aujourd'hui les mobilisations syndicales et du monde du travail.

De sorte que s'ils et elles avaient été dans les parages, s'ils et elles avaient élaboré la stratégie pour (et nul doute que ce sera pour bientôt vu la vitesse d'apprentissage), des centaines de gilets jaunes avaient toute latitude pour envahir les lieux de pouvoir, dont l'approche, lors des actes du samedi, est interdite. Dommage qu'ils et elles ne soient pas là, mis à part celles et ceux présent.es, essentiellement des retraité.es. Une minorité cependant, car nous sommes un jour de semaine, la plupart sont au travail et/ou loin de Dijon ; un jour de grève plus le prix du trajet peuvent rompre le fragile équilibre matériel de leur existence. 10 € qui manquent pour des revenus de moins de 1000 €/par mois, ce peut être le basculement dans les ennuis bancaires. Et le risque d'une dégringolade sociale. La grève, de ce point de vue si souvent exprimé par de très nombreux et nombreuses Gilets jaunes, c'est

pour celui et celle qui peut se la payer. Il n'y avait donc, pour le pouvoir, aucune crainte de prise de ce Palais d'hiver. De l'extérieur, l'exercice du 19 mars est apparu parfaitement balisé entre État et « partenaires sociaux », chacun jouant son rôle ; presque entre partenaires de jeu d'une pièce de théâtre. Les mots ont un sens, les Gilets jaunes le rappellent, les syndicats sont partenaires du Medef et de Macron, l'ennemi. Presque étrangers à cette partie du monde du travail, voire invisibles, sauf à la télé. D'où le rejet, puissant.

ACTES

Quatre jours plus tard, acte 19 des Gilets jaunes. Changement de décor : la rue de la préfecture est barrée par des barricades transparentes ; les CRS sont en nombre, visières rabattues, boucliers et gazeuses/matraques entre les mains, BAC avec flashball, canon à eau, véhicules en nombre à quelques mètres. Comme toujours depuis le début du mouvement, la manifestation aura été quasiment improvisée et aura emprunté la rue de la Liberté en long en large et en travers (c'est en effet grâce aux Gilets jaunes que les cortèges syndicaux peuvent à nouveau l'emprunter) et se sera divisée pour se recroiser. Elle se sera arrêtée devant Mac Do, Starbucks et quelques banques, tous conspués pour leurs soutiens

Dijon, le 9 février



[DR]



Tract pour le 8 mars à Dijon

tionnel puis repartir en fin d'après-midi. Le samedi suivant, ce sera ailleurs ; on tourne acte après acte, de manif en manif, selon les appels « nationaux ». La gaieté, le « pas beaucoup ou plus de thunes au 10 du mois », la haine du système oligarchique, de la connivence de pouvoir et du flic, la revendication sociale, fiscale et environnementale. Revendication politique aussi, autour de la démocratie, contre l'étouffoir des institutions perçues comme adversaires à l'expression de la volonté populaire, ce besoin en réalité de tout renverser.

Car si le référendum d'initiative citoyenne ou RIC, concept inventé par Étienne Chouard, intellectuel aux accointances d'extrême droite, a été perçu comme l'instrument de la remise en cause des diktats du pouvoir, il s'est aussi accompagné d'une remise en cause du cadre lui-même, cette V^e république asphyxiante pour les libertés démocratiques. Cette analyse globale est, en réalité, le témoin d'une conscientisation à marche forcée d'une partie importante du mouvement, dont la barre à gauche, ici à Dijon, ne fait plus guère de doute, tant les slogans anticapitalistes peuplent ces cortèges. Mais les Gilets jaunes, et c'est ce qui rend l'analyse complexe et partielle, c'est aussi l'hétérogénéité d'un mouvement, sa diversité d'approches, son absence d'a priori politique. Sa diversité géographique également. Si les Gilets jaunes « de sensibilité de gauche » se retrouvent à l'assemblée des assemblées de Commercys, puis de Saint-Nazaire, sur un projet social et anticapitaliste, animent les assemblées populaires, une partie non négligeable y est parfaitement étrangère. Et si l'extrême droite, la plus en pointe dans le combat antisindical, a paru active, notamment au début, dès le mois de mars, elle avait déserté les rangs.

et connivences avec le pouvoir, pour leurs profits expatriés dans les paradis fiscaux. Une manif où, mis à part à l'heure des gaz de fin d'après-midi devant la préfecture, vrai lieu de pouvoir mais désertée les samedis (gaz qui peuvent être tôt dans la journée), cela débat, chante, revendique justice, égalité, démocratie, anticapitalisme et solidarité. Tout cela sans sono. Pour la plupart des participants et participantes, le 17 novembre et ensuite furent la première fois, de leur vie. On y jingle, se déguise, joue du saxo, de la clarinette et du djembé, mais également au foot dès que l'occasion se présente (!). Une manif majoritairement féminine, où tous les âges se côtoient, familles au complet, personnes seules, handicapées, malades y compris en lit médicalisé, artisan.es, paysan.nes, assistantes maternelles, aides de vie, vendeuses, employé.es de PME, ouvriers agricoles, chômeurs et chômeuses, précaires de l'Éducation nationale... beaucoup abîmé.es par le travail et ses maux, en gilet jaune pour la plupart, en k-way noir aussi ; le black bloc est en effet assez tendance ; une masse identifiable à la couleur et impressionnante. Une véritable trouvaille, cette couleur jaune. À noter : un renouvellement important des cortèges. Manifester, chez les Gilets jaunes, c'est voyager : à Dijon, 90 % de la manif n'est pas issue de l'agglomération. On fait des centaines de bornes en covoiturage pour venir, participer à la fête, humer ce parfum volontiers insurrec-

VIE

En quelques mots, le mouvement des Gilets jaunes c'est la vie qui s'exprime au grand jour, sur la place publique, avec envie, joie d'être ensemble dans toute sa diversité, dans des cortèges improvisés aux parcours libres qui, depuis la fin des ronds-points, sont la manifestation visible du mouvement. C'est un antidote à la résignation. 23 actes et autant de manifestations sans qu'on en imagine la fin – certains.es ont déjà planifié l'acte 52, date anniversaire –, un mois de ronds-points, des actions de blocage, des assemblées populaires. Voilà qui socialise, tisse, solidarise et se solidifie : une famille s'agrége et se constitue par choix, dans laquelle on se congratule, s'apprécie, s'aime... mais également s'engueule : sur la nouvelle constitution à écrire, sur l'abrogation des loyers, sur ce « droit » de propriété qu'il faudrait peut-être remettre en question. Et quand une parole sexiste et/ou xénophobe fait irruption, son auteur se fait de plus en plus et vigoureusement tancer...

MACRON DÉMISSION !

Emmanuel Macron est le moteur du mouvement des Gilets jaunes, son masque emblématique. L'absence de réponse politique, les provocations verbales incessantes d'un pouvoir dont les ressorts autocratiques sont toujours plus mis à nu et la fuite en avant sécuritaire qui éborgne la démocratie et mutile les chairs, voici le carburant du mouvement. Les 10000 interpellations, 2000 jugements prononcés, 800 emprisonnements, 22 éborgné.es, 5 mains arrachées, une morte, des blessé.es en pagaille, les comparutions immédiates pour des faits souvent complètement anodins (pour un jet d'œuf !), des dispositifs supplétifs (police municipale jusqu'au directeur général des services de Rebsamen¹) maniant la lacrymo, la matraque et la lance à incendie, n'est-ce pas là la validation (par le pouvoir) d'un mouvement social « dans le vrai » ? Le pouvoir mutile, frappe et tue car le pouvoir a peur. À titre de comparaison, le 19 mars, la

présence policière figurative disait bien la vérité d'une mobilisation sans danger pour le pouvoir alors que 3 années auparavant, la loi travail et ses manifestations avaient pourtant suscité une violence policière sans équivalent ou presque et déjà ses éborgné.es par flashball. Samedi 6 avril, la manifestation dijonnaise est contrainte, pour éviter gaz, matraques et flashballs de traverser une voie de chemin de fer sur laquelle roulent des trains très régulièrement. Une chance qu'il n'y ait pas de blessé.e, dans un contexte que d'aucuns ont pu qualifier de guerrier. Mais cet épisode de tension extrême a vu des moments intenses en émotion se produire : de jeunes manifestant.es aidant des personnes âgées ou handicapées à traverser en toute sécurité la voie ferrée. La matraque ne réduit pas au silence la solidarité, l'entraide, la bonhomie et la gentillesse. Bien au contraire, la solidarité démontre qu'en situation d'urgence et de tension, presque de vérité, elle surmonte les barrières de la fragmentation et l'individualisme. Un exemple encore : ce « nasage » se situait à quelque distance d'une mosquée. S'étant rendu.es compte de l'ampleur de la répression, les quelques fidèles présent.es se sont empressé.es de faire sortir plus d'une centaine de personnes par les locaux mêmes de la mosquée pour leur éviter le dispositif policier. Scène impensable au début du mouvement : deux mondes qui s'estiment séparés voire opposés, quartiers populaires et Gilets jaunes, se sont rencontrés, remerciés et congratulés chaleureusement. Des barrières sociales sont tombées ce jour-là et le combat antiraciste a marqué des points.

Tout cela grâce à Macron... Ce même Macron qui concentre tous les rejets. Car si le patronat paraît absent de la cible, démontrant que les Gilets jaunes, mouvement composé pourtant pour beaucoup de travailleurs et travailleuses précaires, aux revenus tout juste suffisants, n'est pas un mouvement du monde du travail, l'oligarchie, elle, la connivence et la corruption de

sphères du pouvoir politique en sont des cibles majeures. Ainsi de l'ISF ou du CICE² visant clairement les détenteurs du capital, la haute bourgeoisie et le Medef dont il est à noter la stratégie d'invisibilisation médiatique donnant moins prise au mouvement. Les réalités du travail ne sont, pour autant, pas absentes du mouvement des Gilets jaunes. C'est juste un mouvement « en dehors du travail ». On y constate que, soit le syndicalisme est un grand inconnu (une grande majorité de Gilets jaunes travaille dans de toutes petites structures), soit il n'est là que pour faire décor, très éloigné de la réalité du travail. Notons aussi l'absence du grand patronat et que le « patron », c'est parfois le pote qui bosse comme ses salarié.es. On serait tenté de dire que la semaine les corps souffrent au boulot, le samedi, ils hurlent leur douleur dans la rue.

RONDS-POINTS ET CABANES

Depuis début mars, les actes du samedi sont colorés des tons anticapitalistes. Non pas que le k-way noir y soit majoritaire. Non, c'est affaire de maturation politique, initiée sur les points de rassemblements. Pour faire perdurer l'acte initial du 17 novembre, qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes (7 000 sur Dijon, la moyenne syndicale se situant dans la fourchette entre 1500 et 2000) sur plusieurs milliers de lieux de rassemblements, le mouvement a choisi, pour être visible, d'investir les lieux de passage routiers : des ronds-points, des péages d'autoroutes, des entrées de zones commerciales, de dépôts de carburant... C'est une population majoritairement issue des milieux ruraux, en périphérie parfois très éloignée des centres urbains, très « blanche », marquée politiquement au « centre droit » et ayant voté en grande partie Macron ou déserté les lieux

de vote, ulcérée par les taxes pétrolières qui ne cessent d'augmenter et rendent les trajets de plus en plus inabordables. Jusqu'alors isolé.es et dépourvu.es ou presque de vie sociale, les Gilets jaunes se sont retrouvé.es, dès le 18 novembre, avec la volonté de construire dans la durée le mouvement quand bien même « une fois qu'on a tout obtenu, on rentre chez nous et on reprend notre vie comme avant ». Une fois les premières discussions de celles et ceux qui n'avaient jamais parlé ensemble, qui ne se connaissaient pas, voire ne s'étaient jamais cotoyé.es, le rond-point devient rapidement un lieu de rendez-vous obligé. Pas de hiérarchie, on est toutes et tous dans la même m.... Et donc, comment vivre avec moins que le SMIC une fois payés les charges, loyers et assurances, quand il reste 100 € pour manger et à plusieurs ? Quand un plein d'essence remet en question le fragile équilibre budgétaire familial ? Quand pas de vacances, pas de loisirs, c'est quoi l'intérêt de vivre en marge d'un monde de consommation en grande partie inaccessible ? Système à changer, voire à culbuter, chasser. Mais impossible de faire grève, risquer les comptes dans le rouge, l'engrenage vers celles et ceux qui ont encore moins, voire n'ont plus rien. Et pas question d'être des « assisté.es » sociaux, plutôt bosser comme des malades, faire 70 h par semaine même si la vie de famille, c'est le néant, un jour par semaine de repos au mieux.

D'où le nécessaire aménagement de ces lieux inhospitaliers et la construction des cabanes et autres bâtiments en dur, toujours plus grands, par l'addition des savoirs faire. Parler, agir, partager sa souffrance mais également joie et l'envie que « tout change » et ensemble. En très peu de temps, revenir en arrière est devenu impossible, l'essentiel est maintenant que le mouvement dure, d'autant que le pouvoir est à ce moment-là (novembre/décembre) totalement muet. Car on n'a pas fait tout cela pour rien et, en plus, vu la liste des revendications, une vie n'y suffira peut-être pas. Rassemblé.es et donc

¹ Maire de Dijon, ministre du Travail dans le gouvernement Valls d'avril 2014 à septembre 2015, sous la présidence de F. Hollande.

² Impôt de solidarité sur la fortune – Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

socialisé.es; aidé.es en cela par un ravitaillement, dans les premiers temps, totalement hors de proportions au point qu'il fallait même construire pour stocker la nourriture. Discuter, se comprendre, rêver, agir en commun (à bloquer l'économie, les raffineries, lever des péages routiers...), des lieux de réunions, parfois même chauffés, sont mis en place. Une énergie collective pour reprendre main sur sa vie, ne plus subir, manger à sa faim quand, par manque de thunes, il n'est parfois pas possible de faire plus d'un repas en 3 jours... Des liens se tissent, des amours, des inimitiés aussi, y compris entre ronds-points. La présence de racistes, de fachos qui disent que c'est «l'autre le problème» divise. Pourtant l'«autre» est lui aussi présent.e, partage la même galère et la même gamelle. Les stéréotypes et les discriminations peuvent ainsi voler en éclats. De même pour le machisme, lui aussi bien présent, l'ego surdimensionné. Le collectif, arme efficace contre le racisme, le sexisme et l'homophobie ?

DOLÉANCES

Ce n'est pas pour rien que le système s'en est pris aux ronds-points et aux cabanes. De tels lieux de socialisation, où l'on combat sa solitude, ses préjugés, sont en réalité des cours de politique en accéléré. Donc dangereux. À partir d'une perception d'une fiscalité pétrolière injuste et des questions de pouvoir d'achat, en de nombreux endroits, les débats ont rapidement porté sur les questions d'égalité, d'injustice en termes de répartition des richesses et donc de justice fiscale, sociale, environnementale. Ce sont toutes les connivences et la réalité d'un système oligarchique, où ce sont toujours les mêmes qui se gavent, qui sont mises à nu. Tout un système à revoir quand on ne s'est jamais intéressé.es au «monde» qui nous entoure, trop occupé.es à occuper sa place

aux dépens des autres, pour certain.es à survivre, dans une société qui, quand on l'analyse bien, a besoin de nous mais ne veut pas franchement de nous. L'idée émerge ainsi qu'un autre monde est indispensable, et que là, on peut peut-être commencer à le concevoir. Services publics gratuits, socialisation de la finance mise à disposition de l'intérêt général, nouvelle constitution faisant la part belle aux contre-pouvoirs, aux mandats impératifs et à l'absence de hiérarchie. Reste à savoir comment valider démocratiquement cette impressionnante liste de revendications et/ou cahiers de doléances, loin du grand débat du pouvoir, qui n'est pas perçu comme un espace où être (ce serait faire bien trop d'honneur à l'ennemi). De nombreuses AG sont tenues, réunissant toujours plus de monde... pour déboucher sur la décision de fonctionner au consensus et si ce dernier n'est pas possible, vote avec majorité des deux tiers. Toute ressemblance...

Reste la nécessité de retrouver un ou des lieux pour se réunir, se former, décider, se construire une «identité», une famille, une classe sociale. Certains songent à réinvestir les ronds-points, d'autres à réquisitionner des locaux pour une Maison du peuple : une tentative de réquisition a échoué en face de la Maison des syndicats, en face de Solidaires, le syndicat ami qui soutient le mouvement quasiment depuis le départ, a prêté ses locaux, son matériel d'impression, son café, ses contacts, ses conseils...

SYNDICATS ?

Karine, la trentaine, auxiliaire de vie, payée à peine le SMIC pour 35 heures par semaine (un luxe), mais de nombreuses heures prélevées sans raison par son patron, des conditions de travail déplorables qui provoquent douleurs et TMS³ chez ses collègues plus âgées. Yann, 34 ans, chauffeur routier dans le secteur frigorifique, dos déjà usé par le port répété de charges bien trop lourdes, et donc travailleur devenu handicapé ne disposant pas du matériel adapté, victime d'une homophobie incessante de

3 Troubles musculosquelettiques

ses collègues. Manu, artisan tailleur de pierre depuis 18 ans, dont le travail ne suffit pas à vivre un peu plus aisément, la dépense même pas trop conséquente peut rendre les choses compliquées (eh, au fait Solidaires, ça syndique les artisans ?). Julie, vendeuse dans une grande surface de vêtements discount, job sans réel intérêt avec pour seule motivation la compétition constante avec ses collègues, pour choper des primes de quelques centimes, les syndicats elle connaît, des « balances pour le patron ». Guillaume, 42 ans, ouvrier agricole, au parcours professionnel chaotique, à se faire du blé pendant qu'il le peut encore (et qui aimerait bien construire un peu sa vie « en dur »). Sophie, serveuse à la « Cloche » (le grand hôtel de luxe) parce qu'il faut bien vivre, 26 heures par semaine payée à peine le SMIC, elle aussi en compétition avec ses collègues, d'où une ambiance pourrie et aucune solidarité. Sandrine, la cinquantaine, aide-soignante en EHPAD, percluse de TMS l'empêchant de soulever son bras de plus d'une dizaine de centimètres, en arrêt et stressée par son retour et son avenir. Marco, étudiant en socio venu sur un rond-point, jamais plus reparti, passé rapidement des convictions macronistes à la gauche dite « radicale ». Ahmed, 25 ans, employé aux toilettes payantes de la gare, sanctionné d'un blâme pour avoir permis à plusieurs manifestants d'uriner gratuitement. Françoise, retraitée de la Fonction publique, vivant seule et ayant dû reprendre un petit boulot d'aide à domicile pour joindre les deux bouts...

C'est tout un monde du travail dégradé, relativement modeste, désenchanté, travail souvent même forcé, qui peuple les rangs des actes du samedi. Un monde en très grande partie inconnu des syndicats, qui font mine d'ignorer que les revendications des Gilets jaunes recoupent en grande partie les leurs... Mépris envers des manifestants et manifestantes qui ne se seraient pas bougés au moment de la loi travail, et dont on clame qu'ils (et elles, mais surtout

ils) ne partagent pas nos valeurs anti-sexistes et antiracistes : surtout un prétexte, la réalité tenant sans doute plus, comme toujours, à la difficulté de prendre en charge le projet interprofessionnel. Et de se confronter à des réalités sociales et demandes qui interpellent et bousculent la pertinence de notre quotidien professionnel et pratiques syndicales de boîte. Peur aussi d'être victime de l'arbitraire et de la violence policière. Si la participation de Solidaires aura été essentiellement militante, parfois un peu plus large, elle est néanmoins continue. Sans ostentation, c'est-à-dire sans drapeaux ou presque, certains.es revêtant des Gilets jaunes, badges, d'autres de simples stickers et autocollants mais prenant soin de toujours rester visibles. Comme une volonté d'équilibre entre présence et discrétion. Ainsi, par la mise en place d'un minimum de service d'ordre, léger mais pourvoyeur de sécurité pour les manifestant.es ; rapidement remarqué et tout aussi vite jugé indispensable. Les drapeaux, ce sera pour plus tard... Des liens se tissent vite ; fusent des questions sur le travail et par-delà sur les conditions de vie. Comme pour des permanences, mais « à l'air libre », des réponses sont données, souvent construites ensemble, rendant intelligible la construction collective et donc syndicale. Quand le mouvement s'éteindra, il se dit qu'un syndicat pourra servir de structure d'accueil pour préserver la flamme (encore vive). Au final, Solidaires apparaît assez bien comme un outil syndical à part, à l'écoute non seulement du monde du travail mais aussi et surtout à l'écoute du mouvement social et de la société en général. D'ailleurs la CGT, qui a refusé de prêter des salles de réunion à l'usage des Gilets jaunes et dont l'appareil s'en tient à distance respectable, colporte la rumeur que Solidaires, c'est le syndicat des Gilets jaunes... Ce qui est une réalité, à Dijon, il fait désormais indiscutablement partie de la famille (gilets) jaune.

Gilets jaunes

UNE AIDE À LA CONSTRUCTION

Nous, Gilets Jaunes ET syndicalistes SUD Industrie depuis le début du mouvement, avons décidé d'écrire et de signer ce texte collectivement, car il s'agit bien d'un mouvement collectif. Premièrement, selon nous, pour en parler il faut en être membres et ne plus se faire confisquer la parole ; ensuite, c'est un mouvement complexe dans lequel nous sommes investi.es depuis le début sans avoir attendu de réfléchir mais par convictions (et principe de réalité) ; enfin, il reflète ce que nous sommes dans notre pluralité et notre colère, des zones périurbaines et un mouvement ouvrier délaissé et déconsidéré dans une période de forte désindustrialisation.

Les signataires sont tous et toutes des militant.es de SUD Industrie : Florent Cariou (Maine-et-Loire), Jérôme Massin (Ardennes), Ludovic Klozik, John Boyard, Franck Poder (Picardie), Germain Souille, Jean-Michel Moreau (Nord /Pas-de-Calais), Danièle Lechanteur, Mickaël Ménard (Sarthe), Marc Tzwangue, Rachel Haller, Julien Gonthier (Ile-de-France).



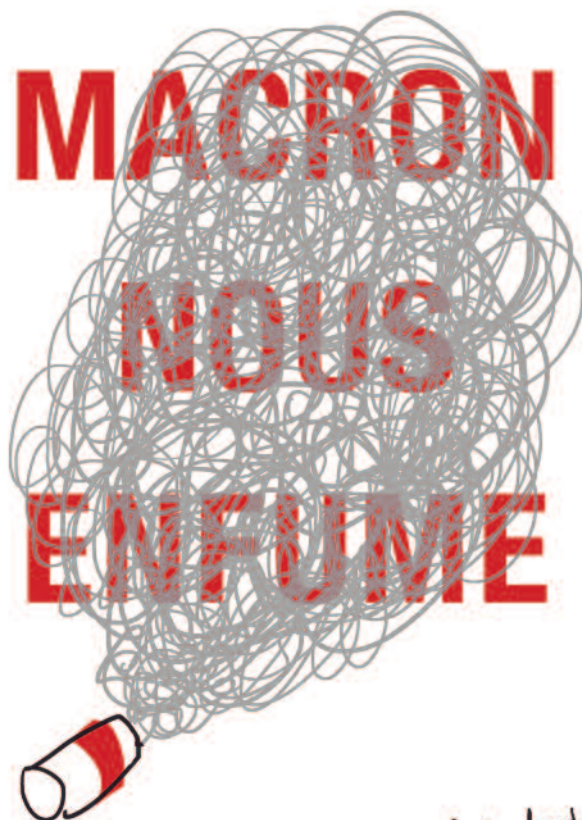
Toulouse, février 2019

[E. Piquard]

D'UN SYNDICALISME révolutionnaire ?

«**M**acron démission, allez démissionne ! » répète le début de la chanson « Gilet Jaune » de Kopp Johnson, devenue un hymne, parmi d'autres, qui sert dans les moments festifs pour garder espoir : lors des montées à « Paris », aux ronds-points et mêmes lors des soirées amicales ou familiales, démontrant que le mouvement des Gilets jaunes a réussi à poser les jalons d'un début d'hégémonie culturelle, tant vantée par Gramsci comme préalable à la construction de la révolution.

[F. Sochard]



UNE EXPÉRIENCE COLLECTIVE

Nous avons écrit ce texte à plusieurs mains (cf. la liste des signataires), dont les secrétaires départementaux ou régionaux de chaque territoire signataire du texte, ainsi que deux co-secrétaires de l'Union syndicale SUD industrie. Beaucoup de Gilets jaunes de SUD Industrie se sont aussi retrouvés dans ce texte, qui se veut avant tout un texte d'orientations et de débats, à partir de notre vécu et de nos discussions, plus que d'analyse sociologique. D'autres camarades des Gilets jaunes de SUD Industrie investis depuis le début du mouvement (nous pensons aux camarades du 71, du 33, du 54/57, du 45, etc., de tous ces départements où nous avons participé,

voire animé, des collectifs) partagent également cette contribution, qui a été débattue au-delà des seuls signataires.

LA FRATERNITÉ ET LA DIGNITÉ RETROUVÉES

Qu'il est bon de se retrouver entre camarades du syndicat ce soir-là, toutes et tous Gilets jaunes. En plus des surnoms donnés aux un.es et aux autres, les noms des collectifs plus ou moins officieux circulent aussi, ceux « gagnés » lors des occupations des ronds-points et des manifestations parisiennes dans les quartiers bourgeois. Nous pouvons reprendre en cœur ce slogan, vu ici et là lors du mouvement: « Si nous avons perdu la liberté et l'égalité, il nous reste la fraternité pour gagner ». Nous pourrions

même dire que ce mouvement a fait renaître cette fraternité en beaucoup d'entre nous. Une fraternité oubliée, qui a redonné un espoir à beaucoup de nos camarades qui avaient un sentiment d'abandon. Et pour cause, depuis des dizaines d'années, les gouvernements successifs se sont attaqués à nos libertés, s'évertuant à casser tous les outils tendant vers la construction d'une réelle égalité et protection collective, comme le Code du travail par exemple. Les Gilets jaunes ont montré que cette fraternité ne serait pas mise à mal ; au contraire, c'est cette fraternité qui a permis l'entraide nécessaire au mouvement pour tenir, et c'est cette fraternité qui a redonné à tout le monde un sentiment d'égalité, d'espoir et la liberté de reprendre la parole. Même la répression policière et l'interdiction des manifestations n'ont pas réussi à briser l'unité et le collectif, mais au contraire, soudé l'ensemble des Gilets jaunes face au pouvoir et à sa volonté de bâillonner nos droits les plus fondamentaux, à manifester et s'exprimer. Mais c'est également la reconquête de la dignité qui est un élément fondateur dans ce mouvement. Dignité dans le travail, dignité au quotidien, dignité dans la reconnaissance d'individus et en tant que classe sociale. L'arrogance du gouvernement en a rajouté dans cette « perte de dignité », qui a servi d'explosif dans la période où les inégalités sociales n'ont jamais été aussi importantes.

DES REVENDICATIONS CONCRÈTES ET RÉELLES

Sans refaire la genèse du mouvement, celui-ci a d'abord fonctionné car les revendications (« partir du réel pour aller à l'idéal ») étaient concrètes, quotidiennes, clairement énoncées et reflétaient les discussions de millions de personnes vivant en France. La pétition, lancée sur les « réseaux sociaux », concernant l'augmentation du prix de l'essence – et ses répercussions pour des millions de travailleurs, de travailleuses et familles pour se déplacer, dans des zones où les transports en commun sont absents,

ou très insuffisants (ainsi que pour toutes celles et tous ceux qui bossent en horaires décalés à des heures sans transport collectif) – a été ignorée... ou sous-estimée par le pouvoir et nombre d'acteurs du mouvement social. À l'heure où certain.es n'avaient que les mots « taxe carbone » et « écologie » à la bouche, en les déconnectant de toute analyse sociale – qui est le prisme principal pour un syndicaliste, surtout révolutionnaire –, nous avons décidé de mener la double besogne, en portant des revendications immédiates et en préparant le changement radical de la société. Il est vrai aussi que les revendications portées à travers la pétition initiale du mouvement n'utilisaient certes pas toujours les « meilleurs mots », mais elles faisaient écho à ce que nous portons chaque jour : la question des salaires, du pouvoir d'achat/de vivre, des remboursements des frais de transport, des services publics, de la France à deux vitesses... De là, il nous était facile de participer spontanément à la signature de la pétition, de s'engager individuellement et de se rendre compte que nous étions nombreux et nombreuses à nous retrouver dans le mouvement des Gilets jaunes.

NOTRE MOUVEMENT

Mais alors, comment expliquer que ce message ait eu autant d'ampleur ? Le côté soi-disant « apolitique » (qui ne veut pas dire grand-chose si l'on considère que tout est politique, mais qui prend ce sens quand il n'est pas récupéré par une chapelle politicienne) ? Peut-être que le contexte anti-Macron, l'affaire Benalla et les fins de mois de plus en plus difficiles ont précipité l'engouement ? Le rôle des « réseaux sociaux » et des chaînes d'information en continu – que nous abordons très peu dans cette contribution – n'est pas à négliger. Mais, à notre avis, c'est surtout le côté local du mouvement et qui sort des sentiers battus, qui a fait sa réussite : finis la manifestation déclarée, le folklore organisé, les communiqués où on passe plus de temps à débat-

tre des virgules que des revendications concrètes. Ainsi, selon notre stratégie et notre ligne, comment mener une campagne efficace ? Dans nos entreprises, nous essayons, dans la mesure du possible, de porter trois revendications : l'une atteignable rapidement pour mobiliser et donner la confiance collective, une autre qui peut être gagnée en cas de rapport de forces conséquent et doit être notre fil rouge, et la dernière d'agitation et qui sert d'horizon pour donner un cadre syndical révolutionnaire. Dans ce mouvement des Gilets jaunes, les trois étaient là : baisse du prix de l'essence, hausse des salaires et fin des taxes injustes (la TVA étant le meilleur exemple à l'heure de la suppression de l'ISF) et démission de Macron pour un changement de société. Tout ceci peut paraître mal encadré, pas assez politisé, qu'importe : les revendications concrètes permettent de se mobiliser réellement, sur des bases qui parlent à un grand nombre de personnes pour élargir sur une dynamique de masse et combative.

NI DIEU, NI MAÎTRE(S),

TOUS ET TOUTES UNI.ES, ÉGALES ET ÉGAUX ?

Ce qui frappe dans ce mouvement, c'est une réelle horizontalité spontanée et non organisée de manière artificielle par quelques penseurs auto-proclamés qui, au choix, se réclameront d'une carrière politique ou se définiront comme intellectuel/les ou encore observateurs.trices avisé.es. Il y a eu certes quelques « tribuns », « figures » du mouvement, mais qui n'ont jamais été coupé.es des anonymes : pas de pouvoir, pas de chef, pas d'ordres ou de contre-ordres, pas de rencontres en catimini ou en public avec le gouvernement. Cette posture radicale tranche avec le fonctionnement de nos organisations syndicales et politiques ; et nous pensons que SUD gagnerait en visibilité à refuser de jouer dans une parodie de dialogue social comme le font systématiquement toutes les autres organisations syndicales. Cette situation a permis à des centaines de milliers, voire des millions de

citoyens et citoyennes, de prendre leur place, de manifester où il leur semblait important de le faire, c'est-à-dire pas de Bastille à République mais proche des lieux de pouvoir et dans les quartiers bourgeois à Paris, aux ronds-points nombreux qui permettaient d'être visibles partout en menant des opérations de barrage filtrant ou bloquant. Le génie de ce mouvement, c'est également celui de récupérer le gilet jaune dans sa voiture ou avec son vélo et de simplement l'enfiler : cet objet du quotidien est devenu un signe de reconnaissance, accessible au plus grand monde. Les gilets ont certes été personnalisés au fil des « actes » – donnant là aussi le sentiment d'un réel mouvement inscrit dans la durée – mais à se retrouver au rond-point ou à la manifestation régionale/nationale, nous étions « tous uni.es ». Nous étions une foule de Gilets jaunes, sans leader, sans meneur, libres de nos actes et mouvements et avons vécu une réelle fraternité avec des inconnu.es, sans se soucier de leurs chapelles syndicales ou de la place de telle organisation dans le cortège ; c'est aussi un gain d'efficacité : pas de camionnette qui empêche de manœuvrer en manifestation, pas de préparation inutile trois heures avant d'être présent.es, et la possibilité de se sentir tous égaux. Attention, évidemment, à ne pas sombrer dans un aveuglement : le syndicalisme ne pourra jamais être relégué à un second plan – c'est bien l'outil syndical que nous construisons pour bloquer l'économie et peser dans le quotidien des travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi – et parmi les manifestant.es se trouvaient de manière isolée ou en groupe quelques ennemis de classes : religieux intégristes, réactionnaires, nostalgiques de périodes troubles, fachos... Il fallait que SUD-Solidaires soit présent, justement pour contrebalancer leur influence. C'est la force et la faiblesse du mouvement, qui doit nous enseigner la volonté de construire un mouvement ouvrier fort et unitaire, en respectant chaque organisation syndicale de lutte,

[J.B. Le Gall]



Rond-point de Bois Lihus
(Oise) le 14 avril 2019

mais en donnant un sentiment commun d'appartenance. N'est-ce pas aussi l'objectif, normalement, de l'interprofessionnel, de faire en sorte que l'on se considère avant tout comme un travailleur ou travailleuse d'une classe sociale ?

FAIRE BOUGER LES LIGNES, Y COMPRIS DANS LE SYNDICAT

Nous n'avons eu que très peu de débats avant de prendre position « pour » le mouvement, en y appelant de manière « officielle ». Notons cependant qu'un syndicat départemental s'y est opposé (SUD Industrie 35), en émettant de fortes réserves sur la présence de l'extrême-droite ; chose que nous ne nions pas d'ailleurs, mais qui, finalement, vu les thématiques sociales, est bien loin d'avoir pris le pas idéologiquement, dans l'organisation/animation et dans la rue (malgré quelques tentatives de l'extrême-droite et de la droite radicale, vite renvoyées dans les cordes). Au sein de Solidaires – qui a finalement pris position favorablement, avec un peu de retard à notre goût, mais est la seule organisation nationale à avoir assumé et porté cette position –, les débats ont été présents. Certaines organisations membres de Solidaires ont appelé dès le début (comme la nôtre), d'autres ont regardé avec attention et bienveil-

lance en soutenant un peu de loin, tandis que d'autres ont été effrayées par les mots d'ordre et la révolte sur la fiscalité. Là aussi, nous savons les pièges et contradictions que peut donner un discours « anti-impôts », car c'est bien l'impôt qui est censé redistribuer en partie les richesses et financer des biens communs. Soit, mais dans la réalité, l'impôt est aujourd'hui inégal, finance une partie du système à combattre et ne joue plus son rôle de redistribution. Il faut donc être prudent pour ne pas attaquer l'impôt dans son essence – qu'en aurait-il été en 1789 par exemple ! – sans oublier de rappeler que nous ne pouvons pas défendre une société uniquement individualiste. Ces débats, ces combats, ils sont bien connus pour tout.e syndicaliste confronté.e au réel de ses collègues : il ne nous faut pas simplement discuter et informer, mais convaincre, tracer des alternatives et, sans changer d'analyse économique, s'adapter aux réalités d'aujourd'hui. Il en est de même dans le syndicat, où il faut allier tradition et modernité : il serait stupide de faire table rase du passé en remettant tout en cause, mais il convient aussi de s'interroger en partie sur nos modes d'apparition ou leurs signifiants pour beaucoup de gens. Quand nous avons entendu un syndicaliste parisien dire, après trois mois de conflits, « il ne



[JC. Saget]

se passe rien à Paris, donc nous ne pouvons rien faire », nous nous étions interrogé.es sur le décalage avec la réalité (même si celle de Paris est effectivement très différente du reste de la France) et les réflexes dépassés d'un logiciel syndical qui n'est pas le bon dans la période.

Au niveau des départements, là aussi, plusieurs Solidaires locaux ont pris position rapidement, dès le début, et ont permis par leur présence, d'affirmer un ancrage territorial en régions. Si dans SUD Industrie et dans Solidaires – de manière plus complexe mais néanmoins dans un compromis dont on peut se féliciter – le soutien aux Gilets jaunes s'est réalisé, il en est radicalement différent ailleurs : la CGT s'est totalement plantée sur ce mouvement en étant très ambiguë et méprisante, affichant tantôt un soutien, tantôt une critique, dans une synthèse ratée des différents courants de l'organisation. FO a passé plus de temps à régler son fonctionnement interne. La CFDT, quant à elle, a passé son temps à s'en prendre aux Gilets jaunes et aux manifestations, en jouant encore une fois le relais syndical du système ; nous avons d'ailleurs demandé, SUD Industrie, de cesser tout contact avec cette confédération, si elle ne présentait pas d'excuses. Sans oublier les syndicats policiers, qui pour la plupart, exceptés

quelques sections ici et là encore attachées à une tradition « républicaniste sociale », ont passé leur temps à réclamer des moyens de tirer sur la foule – nous y reviendrons plus tard. Ce mouvement des Gilets jaunes peut être une chance pour notre organisation, pour se questionner et continuer de se construire : gageons que le prochain congrès en 2020 s'appuiera en partie sur ce que nous avons vécu et continuons de vivre.

DES RONDS-POINTS AUX MANIFESTATIONS

DANS LA CAPITALE

Après plus d'une vingtaine d'actes – et rien ne pousse à arrêter le mouvement et la contestation –, nous sommes les premiers étonné.es de la longévité de ce mouvement qui devrait connaître son apogée le 1^{er} mai, après les vraies-faussees annonces de Macron qui ne répondent en rien aux revendications du mouvement. Mais revenons à la genèse de ce qui a été la force du mouvement sur le terrain. Dès les premières manifestations, nous nous sommes retrouvé.es au plus près de chez nous, sur des milliers de ronds-points (c'est plus difficile pour les parisiennes, mais davantage vrai pour les franciliennes et surtout dans toutes les autres régions). Répétant l'opération les jours suivants, ou le samedi d'après, ou les deux, le mouvement, sous-estimé par le

gouvernement, n'a pas arrêté de gonfler : il est facile de passer sur le rond-point d'à côté, qui peut être bloqué facilement, et d'obtenir une grande visibilité de tous les automobilistes passant par là. En quelques jours, le mouvement s'est envolé, pour se transformer en « actes » nationaux le samedi. Cette journée a fait débat : et la grève ? Et la mobilisation en semaine ? Les quelques journées d'actions nationales appelées par les syndicats comme la CGT ou Solidaires, notamment en décembre, l'ont été trop tard et pas assez bien préparées, sans réelles convictions, échouant à lancer une grève générale. Rythmée en deux temps, la mobilisation était partagée entre les occupations de ronds-points (avec des constructions et affichages à proximité) qui permettent aussi de peser sur la vie économique de grands centres commerciaux ou centres d'approvisionnement, et les « actes » du samedi, qui ont très vite pris une ampleur rare : des milliers de Gilets jaunes, des dizaines de milliers plutôt, sont venu.es à Paris, par leurs propres moyens, entre camarades, entre nouveaux frères et sœurs d'humanités qui ne se connaissaient pas quelques semaines auparavant ou encore entre voisin.nes, pour défiler et montrer la France d'en bas et des régions. Pour de multiples raisons, ce cocktail a vite été détonnant, en donnant comme lieu de rendez-vous l'Arc de Triomphe, les Champs-Élysées, et a déjoué tous les stratagèmes de la préfecture de police qui était restée au maintien de l'ordre d'un autre temps. Nous voilà donc sur les Champs-Élysées, la plus belle avenue du monde, sur toutes les télévisions, reprenant la rue bourgeoise : plusieurs manifestations avaient des goûts de pré-révolution, à quelques pas des lieux emblématiques de pouvoir. L'absence de service d'ordre, de parcours, d'information de manifestation et la volonté réunie de dizaines de milliers de Gilets jaunes de monter « chercher Macron », ont donné des scènes, répétées, de présence massive et importante à Paris. C'est d'ailleurs ce qui

nous semble être un bon exemple de la pensée macroniste « *en même temps* » : dans les localités au quotidien, et dans la capitale le samedi, pour se réunir et peser, en défiant le pouvoir pour qu'il cède enfin aux revendications... avec l'appui de plusieurs syndicats SUD (dont plusieurs sections d'entreprises dans l'industrie qui ont pris position expressément en faveur du mouvement, à travers des communications syndicales dans les entreprises ou des débats, comme Safran, Renault, MCA...). Pas que cependant : parmi la foule d'anonymes, des auto-entrepreneurs, des chômeurs et chômeuses, des retraité.es, des salarié.es de TPE... qui ont été bien plus touché.es par le mouvement, en s'y retrouvant dedans : nous pensons qu'il faudra rappeler lors des élections TPE la présence de SUD-Solidaires sur le mouvement des Gilets jaunes, car c'est bien notre syndicat dans son ensemble, au niveau national et interprofessionnel, qui a fait honneur aux principes des Gilets jaunes en y appelant.

DE LA VIOLENCE POLICIÈRE

À L'AUTO-DÉFENSE POPULAIRE

Peut-être aurions-nous dû théoriser d'avantage ce passage ou nous inspirer de plusieurs articles déjà écrits sur le sujet et forts intéressants. Nous avons été confronté.es, depuis quasiment le début du mouvement, à une répression policière rarement connue. Blessé.es légers par milliers et graves par centaines, arrestations par milliers, contrôles préventifs par dizaines et dizaines de milliers, fouilles musclées, armes utilisées et blindés, voltigeurs remis en place... Plusieurs villes ont été le théâtre d'affrontements violents entre la police et les Gilets jaunes, démontrant la rage et la colère d'une partie des manifestants et manifestantes, qui s'est d'ailleurs « radicalisée » au fil des actes, en voyant la réponse policière plutôt que sociale. Dans un mouvement où nous demandions, naïvement parfois, à être reconnu.es, entendu.es, écouté.es, le mépris du gouvernement n'a fait qu'augmenter la

GILETS JAUNES ET INTERNATIONAL

Si la France semble être le seul pays où le mouvement des Gilets jaunes s'est autant développé – malgré quelques tentatives en Belgique, au Portugal... –, celui-ci a néanmoins été suivi de près par de nombreux et nombreuses camarades ailleurs dans le monde. C'est ce qui a notamment poussé plusieurs organisations italiennes à organiser mi-mars un cycle de réunions-débats et de conférences en invitant un syndicaliste Solidaires. C'est Samuel Beauvois, délégué SUD Renault MCA à Maubeuge (et qui avait interpellé le président de la République lors de sa venue) qui s'y est rendu pour aborder l'ampleur des manifestations, la radicalisation du mouvement, les violences policières, les revendications, la question de la remise en place des taxes sur l'essence, de la CSG pour les retraités ou encore de l'ISF. Cette rencontre a également été l'occasion de faire le point sur la situation en Italie et de rappeler les similitudes des revendications dans le mouvement ouvrier et la nécessité de travailler en ayant une vision internationaliste (le cas de l'automobile en est un très bon exemple). C'est pour cette raison que SUD Industrie, par l'intermédiaire d'un camarade mandaté, participe régulièrement aux travaux de la commission internationale de Solidaires pour notamment construire et entretenir des liens avec les syndicats aux quatre coins du monde. Le patronat et le capitalisme sont organisés au niveau mondial, le syndicalisme combatif et démocratique doit l'être aussi ! Des initiatives similaires, dont une partie organisée dans le cadre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes*, ont permis à d'autres militantes et militants de l'Union syndicale Solidaires de témoigner sur ce mouvement des Gilets jaunes et ses conséquences, auprès de camarades du Portugal, du Brésil, d'Allemagne, d'Uruguay, de Grèce, de Colombie, de l'État espagnol, du Mexique, d'Italie encore...

*www.laboursolidarity.org

rupture et les pratiques de « contacts », y compris pour des syndicalistes qui n'étaient pas habitués à ce mode de manifestations. Même celles et ceux qui ne sont pas allés au contact ne condamnaient pas, mais reconnaissaient comme une défaite la seule solution : la violence, l'affrontement, la révolution. Évidemment, la violence seule, dans une société où le pouvoir possède des corps armés comme jamais, et qui ne semblent pas se révolter contre leurs généraux, ne suf-

fit pas pour bloquer l'économie et peser sur le patronat (trop souvent oublié dans le mouvement), mais cela montre aussi que des revendications « démocratiques » comme le RIC demandaient à être entendues. Pour autant, sans jamais donner de consignes ou faire l'apologie de la violence, nous avons aussi constaté que les gentilles manifestations ne servaient plus à grand-chose. C'est un trait caractéristique et important dans le soulèvement : il y a eu,

chaque fois ou presque à Paris grâce aux montées nationales, mais aussi dans plusieurs villes (de Rouen à Sedan en passant par Toulouse, Bordeaux, ou Lyon, etc.) des violences et même des attaques de bâtiments administratifs comme des centres d'impôts ou préfectures, qui représentent, qu'on le veuille ou non, des lieux du pouvoir en place et de la politique économique. Nous n'en sommes pas à mettre en place un centre de commandement des opérations, à prendre comme cibles tel lieu de pouvoir ou autre, mais il conviendra de se rappeler que, dans les périodes prérévolutionnaires, il faut connaître, mieux que l'ennemi, le terrain et les objectifs. Enfin, les camarades sont toujours plus motivés pour aller chercher le responsable, que pour défiler d'un point A à un point B et rentrer chez soi : il faudra aborder sereinement et franchement la question. Toutes les avancées sociales et humanistes l'ont toujours été de haute lutte, sans faire l'impasse sur la violence et la question du rapport de force multiple, de l'entreprise à la rue. Sans aller sur le terrain de la grève et de la construction du syndicat, la violence de rue, les révoltes, ne suffiront pas, seules, à faire plier le gouvernement et le patronat qui représentent une même et seule classe unie.

FINALEMENT, ÇA S'APPELLE LA LUTTE DES CLASSES...

Nous avons commencé par écrire la conclusion de notre article en premier : certains pourraient considérer que c'est une faute de goût ou que nous n'avons pas fait évoluer nos positions et analyses pendant l'écriture collective, mais nous avons instauré un outil, à nos yeux bien plus important que les tours de paroles : l'obligation de formuler forcément au bout de deux interventions et échanges une proposition, et ce afin de sortir du simple témoignage, du commentaire et de la « situation politique générale » dont certains sont les spécialistes pour mieux nous endormir et ne pas agir. Alors, au fil des « actes », des

assemblées générales syndicales, des coups de téléphone, des gardes à vue, de la répression policière (et plus globalement étatique, médiatique, etc.), nous avons noté nos idées et tenté de construire un apport syndical de nos implantations industrielles dans le cadre du mouvement ; mouvement, qui n'est toujours pas terminé et qui ne se terminera pas, puisque la révolte contre les inégalités sociales ne s'arrêtera qu'à l'issue de l'abolition des privilèges encore en place. Qu'importe si les Gilets jaunes deviennent un autre mouvement ou portent un autre nom : cette révolte, cette rage, cette colère, c'est une contestation de rue et populaire, ouverte à toutes et tous, au plus près de chez soi et sans se faire confisquer la parole. Des travailleurs et travailleuses, des retraités, des citoyens et citoyennes au sens large, qui se révoltent en partant de préoccupations quotidiennes pour aller vers une remise en cause plus globale de la société capitaliste, en exprimant leur rage et leur révolte loin des cadres institutionnels (et ceux affiliés), n'est-ce pas ce pour quoi nous militons au quotidien dans les entreprises et administrations ? Il convient ensuite de faire en sorte que ces révoltés rejoignent le rang du syndicalisme, et pas n'importe lequel mais le nôtre, qui est tout sauf celui du syndicalisme « rassemblé » mais doit porter haut et fort son identité : un syndicalisme révolutionnaire, fier de porter la lutte des classes dans sa conception et ses pratiques, débarrassé des querelles de chapelle, pour construire une société fraternellement organisée avec notamment la socialisation des moyens de production. En attendant, la prime « Gilets jaunes » a été une première conquête, qui doit en appeler d'autres, avec la conscientisation importante et progressive des travailleurs et travailleuses, dans laquelle le mouvement ouvrier et syndical a un rôle majeur à jouer.

Nîmes

MON EXPÉRIENCE

de Gilet jaune

Je n'ai pas tout de suite « adhéré » au mouvement : des hommes et des femmes, qui décident de bloquer les ronds-points affublés de gilets jaunes et qui sont contre la taxe carbone... Mais, lorsqu'on est un militant révolutionnaire, retraité, on ne peut pas rester simple spectateur et se dire « les Gilets jaunes vont se lasser, ils et elles ne vont pas enrayer l'économie seulement grâce aux blocages des ronds-points ». Il faut donc agir, être acteur de ce mouvement de contestation et de revendication.

Cheminot retraité, François Girodon a notamment été membre du bureau fédéral SUD-Rail et secrétaire de l'union Solidaires Transport. Il milite au sein de l'union départementale interprofessionnelle des retraités Solidaires du Gard.

[F. Girodon]



Les Gilets jaunes d'Alès

Je suis donc allé sur le rond-point de « Km Delta » à Nîmes. C'est assez facile de se faire accepter par les personnes qui s'y trouvent, il suffit de venir... avec un gilet jaune, et quelques victuailles ; comme on le ferait en allant voir des camarades à un piquet de grève. À peine après avoir dit bonjour, la discussion est facile, les sujets abordés sont divers : l'actualité sociale et politique, mais aussi, le foot, les voitures,... la vie quoi ! Les mêmes discussions que celles qu'on peut avoir au travail avec des collègues. Parfois, on discute avec les automobilistes que l'on bloque momentanément. Il y a celles et ceux qui comprennent, il y a les grincheux.ses et il y a les énervé.es ! Passionné de photo, je réalise quelques clichés et j'imprime les photos pour les offrir à ceux qui sont sur le rond-point. Ça fait plus plaisir de donner des photos, plutôt que de simplement les partager par SMS ou par mail. Et puis ça permet de ne pas rentrer dans la vie privée des personnes de manière intrusive.

Manifestation à Alès

[F. Girodon]



Le blocage du rond-point ne s'effectue pas 24 heures sur 24; le soir, on rentre à la maison et on peut revenir le lendemain. Chez soi, on fait partager à sa famille, ses amis, ses camarades, son expérience sur un rond-point. Pour partager, il y a aussi un outil très utilisé; c'est Facebook... Parti à l'étranger pendant presque tout le mois de janvier, il n'y avait que ce « réseau social » pour me tenir informé, plus les messages de l'organisation syndicale et du mouvement politique dont je suis membre. De retour en France, j'ai tout de suite repris contact avec les Gilets jaunes, en me rendant à la manif du samedi. Il y avait moins de monde que quelques semaines auparavant mais les contacts étaient toujours présents.

J'ai oublié de dire que le gilet jaune que je portais était floqué du nom de mon organisation syndicale, Solidaires. Il n'avait pas été confectionné pour l'occasion, mais bien avant. Pour éviter tout malentendu, j'ai tout de suite précisé que je ne ferais pas de récupération, que je ne ferais pas de pub., mais que je pourrais répondre à toutes demandes concernant le droit du travail, la défense des salarié.es, la mise en place de sections

syndicales dans les entreprises, etc.; du moins, selon mes compétences. Militant à l'UNIRS¹, je participe au fonctionnement de Solidaires Gard. C'est lors de cette manif, que j'ai échangé plus précisément avec des « représentant.es des Gilets jaunes », l'un d'eux étant mécontent qu'ils et elles n'aient pas pris contact avec « les syndicats » pour participer à la mobilisation et à la manifestation du 5 février: échange de numéros de téléphone portable et communication avec des camarades de Solidaires pour organiser une démarche commune.

Le 5 février, avant la manif de l'après-midi à Nîmes, je me suis rendu à Alès pour la manifestation du matin. J'ai retrouvé des

¹ Union nationale interprofessionnelle des retraité.es Solidaires.

camarades retraité.es qui militent également à l'UNIRS et participent au mouvement des Gilets jaunes à Alès. Alors que nous devons manifester conjointement, organisations syndicales et Gilets jaunes, une décision collective (intersyndicale et Gilets jaunes) a été prise de se rendre à un rond-point pour soutenir les Gilets jaunes qui venaient de se faire déloger par les CRS, au lieu de suivre le parcours initial de la manifestation. Il y a donc eu jonction entre Gilets jaunes et militant.es syndicaux... sans qu'il soit possible de reconquérir le rond-point. Dommage. C'eût été une belle victoire.

Autre lieu de rencontre avec les Gilets jaunes : lors de leur AG hebdomadaire. J'y ramènerai, une fois tirés à Solidaires, les tracts réalisés par les Gilets jaunes. Une aide logistique de la part de Solidaires semble

évidente dans cette période. Dans ces AG, avec d'autres camarades de Solidaires, nous participons, sans pour autant mettre en avant notre étiquette. C'est l'AG des Gilets jaunes. Ils et elles ont toutefois remercié Solidaires pour l'impression des tracts.

Il faut aller plus loin. Pourquoi ne pas proposer la rédaction de tracts communs organisations syndicales-Gilets jaunes, pour les diffuser à l'entrée des entreprises, incitant ainsi les salarié.es à défendre leurs droits, faire grève, à rejoindre le mouvement des GJ ? Voilà des mois que ce mouvement a commencé. Il faut tout faire pour qu'il débouche sur une victoire : pour les salarié.es, les sans-emplois, les étudiant.es... et les retraité.es, face à un gouvernement et un patronat qui nous méprisent et brisent nos vies !

■ François Girodon

Solidaires contre la répression,
devant le tribunal à Nîmes



[F. Girodon]

La place des retraité.es

À compter du 17 novembre 2018, dès les premiers jours des rassemblements et des actions organisés par les gilets jaunes, aux ronds-points notamment, il a été facile de constater qu'il y avait beaucoup de femmes et beaucoup de personnes retraitées. La persistance du mouvement, avec ses évolutions, et aussi avec la grande détermination des personnes qui ont continué de participer aux blocages, aux ronds-points et aux manifestations du samedi, dans les villes de province ou à Paris, aux réunions, aux débats, aux assemblées générales,... tout ceci ne peut qu'interroger une organisation syndicale de retraité.es qui s'interroge elle-même sur les moyens d'action des retraité.es pour faire aboutir leurs revendications.

Gérard Gourguechon, ex-secrétaire général du Syndicat national inifié des impôts (SNUI, aujourd'hui Solidaires Finances publiques), a été porte-parole de l'Union syndicale Solidaires jusqu'à son départ en retraite, en 2001. Il est aujourd'hui responsable de l'Union nationale interprofessionnelle des retraité.es Solidaires (UNIRS).



[S. D'ignazio]

Retraitées en manifestation

DANS LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Début mars 2014, quatre organisations syndicales de retraité.es (CGT, FO, FSU, Solidaires) décidaient d'agir ensemble pour défendre le pouvoir d'achat des personnes retraitées.

LE MÉCONTENTEMENT DES RETRAITÉ.ES, ACCUMULÉ DEPUIS

PLUSIEURS ANNÉES ET PORTÉ DEPUIS 2014 PAR 9 ORGANISATIONS

lles dénonçaient la perte de pouvoir d'achat résultant de la loi du 20 janvier 2014 portant « réforme des retraites » et de la loi de Finances pour 2014 : recul de 6 mois de la revalorisation des pensions, d'avril à octobre, et imposition du supplément de 10% pour les retraité.es ayant eu au moins 3 enfants (majoration auparavant exonérée), dès 2014. Ceci s'ajoutait à la mise en place, à compter du 1^{er} avril 2013, de la Contribution additionnelle de solidarité pour



l'autonomie (CASA) de 0,3% sur toutes les pensions de retraite des personnes imposables à l'impôt sur le revenu, au gel des barèmes d'imposition des revenus pendant deux ans (ce qui conduisait notamment à rendre imposables des personnes auparavant non imposables) et à la suppression de

la demi-part fiscale pour les retraités ayant élevé des enfants. Pour concrétiser cet appel, les 4 organisations invitaient les personnes retraitées à participer aux manifestations unitaires des « actifs et actives » du 18 mars 2014 et préconisaient des initiatives « retraités » autour du 1^{er} avril 2014.

Très rapidement, l'expression du mécontentement des personnes retraitées a été portée par 9 organisations qui ont appelé à une manifestation nationale des retraités et retraitées le 3 juin 2014 : 20 000 manifestant.es à Paris, à l'appel de CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, UNRPA, LSR et des rassemblements dans plusieurs villes de province. Ces 9 organisations ont ensuite appelé à une journée de manifestations dans tous les départements, le 30 septembre 2014. Il n'est pas inutile de rappeler les revendications portées par « les 9 » pour cette journée du 30 septembre 2014, car nous les retrouvons assez souvent dans les demandes actuelles formulées par les Gilets jaunes : contre le gel des pensions, pour l'amélioration du pouvoir d'achat des retraité.es, pour le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier de l'année, pour une loi progressiste sur l'adaptation de la société au vieillissement basée sur une solidarité intergénérationnelle réduisant au maximum le reste à charge des personnes en perte d'autonomie et de leurs familles, pour le développement et le renforcement de services publics de qualité indispensables au mieux vivre individuel et collectif (santé, transports, culture, sécurité, etc.).

En 2015 et en 2016, les 9 organisations ont encore appelé à plusieurs journées nationales de manifestations, dans tous les départements, pour l'amélioration du pouvoir d'achat des personnes retraitées et pour une reconnaissance de la place des personnes retraitées dans la société. L'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron a été le début d'une période d'attaques plus fortes et plus systématiques à l'égard des personnes retraitées, avec le gel des pensions et une augmentation de 25 % de la Contribution sociale généralisée (CSG). Ces attaques multipliées ont conduit à une accélération dans la fréquence des « journées nationales » de la part des 9 organisations de retraité.es. Ainsi, le 11 avril 2019 était la septième journée nationale de

manifestations à l'appel du groupe des 9, depuis l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République ! Mais l'accumulation de ces appels, la répétition des manifestations, régulièrement, dans tous les départements, n'ont en rien modifié l'essentiel de la politique des gouvernements à l'égard des personnes retraitées : l'axe principal reste de réduire le « coût » des personnes retraitées dans le Produit intérieur brut (PIB), et ce, quelle que soit l'importance numérique de la population retraitée.

Au cours de l'été 2017, avec le Projet de loi de finances pour 2018 et le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018, le gouvernement contribuait très fortement à raviver la lutte de classes : d'un côté, baisse de l'impôt sur les sociétés, baisse très forte de l'impôt sur le revenu pour les titulaires de revenus boursiers, suppression de l'impôt sur la fortune pour les mêmes actionnaires et détenteurs de capitaux mobiliers ; de l'autre côté, privatisation de services publics au profit d'intérêts privés et particuliers, casse accrue des Fonctions publiques, attaques poursuivies contre le droit du travail, contre l'assurance chômage, contre l'assurance maladie, annonce d'une nouvelle réforme régressive des retraites, gel des pensions et augmentation de 25 % de la CSG. La violence sociale, nombre de personnes retraitées l'ont perçue au début de l'année 2018, avec l'augmentation de la CSG qui a conduit à une réduction nette de leur pension mensuelle à compter du 1^{er} janvier 2018, pendant que des informations circulaient montrant que les plus riches fortunes étaient encore plus riches ! Mais, malgré les 200 000 manifestantes et manifestants du 15 mars 2018, le gouvernement maintenait les grandes lignes de sa politique pendant que la plupart des médias entraient en jeu en montrant combien les personnes retraitées, en France, sont favorisées, par rapport aux jeunes, par rapport aux actifs, par rapport à tous les retraité.es du reste de l'Europe. Les syndicalistes savent qu'une fois en

retraite, ils et elles auront encore des revendications, celles tenant par exemple au pouvoir d'achat des personnes retraitées ; mais aussi, toujours celles portées tout au long de leur vie professionnelle, pour une société plus juste et plus solidaire. Et ces syndicalistes, « pensionné.es » mais toujours militant.es, savent que pour modifier les choix politiques en faveur de celles et ceux qui travaillent, il est indispensable de peser sur le rapport de forces. D'expérience, ils et elles savent que la grève est un outil important pour peser sur le patronat et sur les gouvernements. Devenus retraité.es, ils et elles perdent cet outil. Chez les retraité.es de Solidaires, nous essayons d'avoir une réflexion sur les moyens d'action des personnes retraitées. Cette recherche de pratiques nouvelles est d'autant plus nécessaire que les pouvoirs installés, continuant de défendre leurs avantages et privilèges, multiplient les attaques pour essayer de pérenniser leurs profits et dénoncent celles et ceux qui persistent à vouloir résister. Face à un gouvernement qui néglige totalement tous les « corps intermédiaires », qui ignore le point de vue des organisations syndicales, ne tient aucun compte des manifestations bien déclarées et bien balisées, méprise les pétitions en ligne, ne s'inquiète nullement des communiqués incendiaires, fort qu'il est de disposer d'une armée de commentateurs et commentatrices, d'éditorialistes, d'expert.es, d'analystes, etc., qui vont diffuser le discours qu'il faut, de député.es qui vont voter les lois qu'il faut et de « forces de l'ordre » qui vont faire respecter l'ordre qu'il faut, il est manifestement indispensable d'opposer une large convergence des très nombreuses victimes de ces choix politiques et idéologiques. La



[www.pleinledes.org]

présence de personnes retraitées nombreuses, déterminées, engagées, avec les Gilets jaunes, sur les ronds-points, s'explique peut-être par des choix priorisant la recherche de l'efficacité.

ESSAYER DE COMPRENDRE L'ENGAGEMENT DE PERSONNES RETRAITÉ.ES AVEC, ET DANS, LES GILETS JAUNES, ET PAS AVEC LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE RETRAITÉ.ES

Les 9 organisations de retraité.es qui, depuis 2014, ont régulièrement appelé les personnes retraitées à se mobiliser, pour la défense du pouvoir d'achat notamment, n'ont pas à rougir de leurs actions. Le 15 mars 2018, elles sont parvenues à ce que 200 000 personnes manifestent, dans 162 villes en France. Elles ont donc parfois réussi à déplacer un nombre significatif de personnes. Pour autant, il nous faut certainement analyser pourquoi des personnes retraitées n'ont pas participé à ces mobilisations alors qu'elles se sont retrouvées, portant notamment les mêmes revendications, avec et dans les Gilets jaunes. Et l'engagement avec les GJ allait bien au-delà que de participer à une manifestation : présence aux ronds-points, de jour comme de nuit, avec le froid, la pluie, etc. Je vois plusieurs explications à de tels choix, lesquels n'excusent personne, ni les organisations syndicales, ni les personnes retraitées.

Il faut tout d'abord noter que, parmi les personnes revêtues d'un gilet jaune, chez les



[S. D'ignazio]

retraité.es comme parmi les « actifs et actives », il n'y a pas que d'anciens salarié.es ou que des salarié.es. Ce mouvement a rassemblé, et continue de rassembler, avec la même exaspération et la même colère, aussi des paysans, des petits agriculteurs, des artisans, des « libéraux, des professions dites « indépendantes », et donc des paysan.nes retraité.es, des artisan.nes retraité.es, des libéraux retraité.es, etc. Des hommes et des femmes. Toutes ces personnes sont, du fait de leur statut professionnel, étrangères au syndicalisme ouvrier, et elles ne se sentaient probablement pas plus représentées par la FNSEA ou par le Medef. Parmi les retraité.es Gilets jaunes, il y a

aussi des personnes qui, en activité, étaient salarié.es dans des TPE, des PME, là où la présence syndicale est très faible, où l'adhésion à une organisation syndicale, même la plus réformiste qui soit, sans parler de l'engagement militant, serait vécue comme un acte de rébellion de la part du « patron » qui, très souvent, est proche, participe aux côtés des salarié.es à la vie de l'entreprise. Il s'agit donc de personnes qui, par leur « statut » (salarié.es), auraient pu se retrouver dans une organisation syndicale ouvrière, mais qui n'ont jamais eu ce contact, par absence de militantes et de militants, ou par crainte, ou ignorance, des personnes elles-mêmes. Il est par ailleurs probable que, s'agissant

de personnes dont la situation financière est particulièrement fragile, la moindre journée de grève aurait représenté un risque financier trop grand, et un risque pour l'emploi lui-même. Les enquêtes menées ici ou là par des sociologues sur « les personnes des ronds points », et les informations remontées de la part de camarades retraité.es membres de l'UNIRS¹ et désormais impliqué.es avec et dans les Gilets jaunes convergent pour établir que, parmi les Gilets jaunes, il y a aussi des personnes qui durant leur activité professionnelle salariée, ont eu, un jour ou l'autre, affaire à une organisation syndicale, ont pu y adhérer quelque temps.

Par ailleurs, le mouvement syndical « retraité.es » doit certainement aussi s'interroger sur l'engagement personnel des retraité.es dans le mouvement des Gilets jaunes, engagement impliquant une présence autrement plus forte que la participation à une manifestation trois ou quatre fois par an. Des militantes et des militants de l'UNIRS ont vu arriver des personnes retraitées présentes plusieurs heures, plusieurs jours par semaine, par tous les temps, sur des ronds-points, dans des réunions et des assemblées pour débattre, dans les manifestations du samedi dans leur ville proche. A contrario des actions préconisées par les neuf organisations de retraité.es depuis juin 2014, il s'agissait cette fois d'actions regroupant non seulement des personnes retraité.es, mais aussi des jeunes,



[www.pleinledos.org]

des chômeuses et des chômeurs, des précaires, des salarié.es de toutes conditions ou presque, des non salarié.es (artisans, petits commerçants, petits agriculteurs, etc.), également victimes d'un système qui les élimine. L'engagement est certainement d'autant plus fort que les personnes ont le sentiment qu'il s'agit d'un engagement total et global, non pas contre une seule injustice (celle faite aux personnes retraitées par exemple), mais d'une lutte contre un système fondamentalement injuste et qui nécessite un regroupement large des victimes, dans leur grande diversité même. Chaque groupe social concerné a certainement conscience qu'il n'aura pas satisfaction seul, que celles et ceux qui ont aujourd'hui les avantages, les privilèges et les pouvoirs, ne céderont pas leurs privilèges dans une quelconque nuit du 4 août expiatoire. Pour parvenir réellement à un autre partage des richesses, il faut un autre engagement que celui des seuls retraité.es, se disent certainement les retraité.es Gilets jaunes.

L'explication pourrait donc être dans la recherche d'une plus grande efficacité. Et

¹ Union nationale interprofessionnelle des retraité.es Solidaires.

² Le constat a été fait par les 9 organisations de retraité.es de la présence assez fréquente de GJ lors des manifestations du 11 avril; dans quelques villes, l'appel était commun entre les 9 et le collectif local des Gilets jaunes.

les quelques annonces faites par Emmanuel Macron, le 10 décembre 2018, viennent un peu appuyer cette thèse. Lors des échanges que les représentante.s des 9 organisations de retraité.es ont pu avoir entre eux/elles après le 10 décembre, il a été reconnu que les Gilets jaunes avaient obtenu en trois semaines plus que nous en quatre années de manifestations réitérées. Les organisations syndicales continuent de savoir, plus ou moins, organiser quelques îlots de résistances, par secteurs professionnels, par entreprises, en clamant parfois, entre-temps, quelques « Tous ensemble ! Tous ensemble ! ». Les Gilets jaunes, en regroupant des chômeuses et des chômeurs, des précaires, des salarié.es du privé et du public, des cultivateurs et cultivatrices, des artisan.es, des « professions libérales » et des « indépendant.es », des gens des bourgs et des gens des champs, sont déjà un petit « Tous ensemble ! » vécu comme tel par les participantes et les participants, et ressenti comme tel, effectivement, par les pouvoirs ; ce qui permet de comprendre combien ceci fait déjà peur, et ce qui explique les grandes manœuvres déployées pour circonscrire la chose, pour la dénigrer, pour la casser (l'organisation du grand débat national, la recherche de « chefs » du mouvement, la mise en exergue de quelques propos peu attractifs, le déploiement des répressions policières et judiciaires, etc.).

ORGANISATIONS DE RETRAITÉ.ES

ET GILETS JAUNES : CONTINUITÉ

DES REVENDICATIONS ET ADDITION

DES ACTIONS

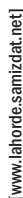
Il est indéniable que la persistance des mobilisations appelées par les 9 organisations de retraité.es depuis juin 2014 a des effets dans le paysage syndical, social et politique. La preuve est faite, preuve par neuf, que des organisations différentes peuvent agir ensemble, dans la continuité, sur des revendications devenant progressivement communes, et sur des appels com-

muns, en traversant les années, quel que soit le gouvernement (Hollande, puis Macron), dès lors que c'est l'exigence de la satisfaction des revendications qui reste le moteur de l'activité. Désormais, les médias et les « politiques » considèrent que les revendications des retraité.es sont exprimées et portées par le groupe des 9. Et, pour l'essentiel, nous retrouvons une bonne partie des revendications « pouvoir d'achat » aujourd'hui portées par les 9 dans les revendications exprimées par un bon nombre de collectifs « Gilets jaunes » (indexation de toutes les pensions, au moins sur l'inflation ; suppression de l'augmentation de la CSG pour toutes les pensions ; pas de retraite inférieure à 1 300 euros). Là où des militantes et militants retraité.es de la CGT, de Solidaires, de la FSU, de FO, sont désormais « chez elles et chez eux » dans les collectifs locaux de Gilets jaunes (manifestations, rassemblements, ronds-points, réunions, assemblées générales, etc.), l'osmose est en cours. Cette proximité est d'autant plus facile à installer que les organisations de retraité.es, elles-mêmes, ont proposé plusieurs lieux dans le département lors de chaque journée nationale d'action (par exemple, dans le Finistère, la Seine-Maritime, la Somme, le Nord, le Pas-de-Calais, le Doubs, etc.). Nous voyons même des Gilets jaunes² rejoindre et adhérer à une organisation syndicale ; nous voyons des appels à manifester faits en commun par des organisations syndicales et des collectifs Gilets jaunes ; nous voyons des Gilets jaunes venir soutenir des actions syndicales pour défendre tel ou tel service public, s'opposer à telle ou telle fermeture d'entreprise, etc. Les militantes et les militants, les adhérentes et les adhérents des organisations de retraité.es participent ainsi à la construction recherchée d'une large convergence interprofessionnelle et intergénérationnelle.

Gilets jaunes ET EXTRÊME-DROITE

À moins d'être député.e LREM ou éditorialiste sur BFM, personne ne peut résumer le mouvement des Gilets jaunes à un mouvement d'extrême-droite. Pour autant, que des militant.es d'extrême-droite y participent (ou y aient participé), que ce courant politique et ses multiples chapelles aient très vite décidé de le relayer, que des actes abjects aient eu lieu durant certaines initiatives sont des évidences qu'on ne peut et ne doit pas balayer d'un revers de la main, en se contentant d'ânonner « qu'aucun mouvement populaire n'est chimiquement pur », avant de passer à autre chose. Cette présence multiforme de l'extrême-droite explique, en partie, la méfiance dont ont fait preuve nombre de militant.es et d'organisations de « notre camp » lors de l'émergence de ce mouvement, qui par ailleurs ne reprenait pas les codes et le vocabulaire habituel de nos milieux.

Salarié d'un CSE SNCF, Frédéric Bodin a été membre du bureau fédéral SUD-Rail, de 2003 à 2012. Il est membre du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires, depuis 2011.



La cartographie de l'extrême-droite: un des outils du site d'informations antifascistes *La horde*

C'est à travers la vidéo, aux 4,5 millions de vues, de Franck Buhler, que le grand public et le milieu militant ont découvert les Gilets jaunes. Ce militant de Debout la France, exclu du FN l'année dernière après avoir publié des tweets racistes, ne sera pas considéré longtemps comme un représentant des Gilets jaunes, sauf par quelques médias comme la BBC. Il continuera cependant son petit bonhomme de chemin et interviendra, par exemple, en mars, dans un colloque de Riposte laïque. Parmi les nombreux « porte-parole », souvent auto-déclarés ou choisis par les chaînes d'information en continu parce que « bons clients », il n'est pas le seul à avoir des idées politiques extrêmement droites : Benjamin Cauchy, longtemps l'un des plus médiatisés, est un ancien du « syndicat » étudiant UNI, et resté proche du groupuscule d'extrême droite UCODEL. Il sera d'ailleurs candidat sur la liste de Dupont-Aignan pour les élections européennes de mai 2019. À Limoges, les médias choisissent comme figure du mouvement Christophe Lechevallier, militant du FN. Et Christophe Chalençon trouvera de nombreux plateaux télé pour demander en boucle que les militaires prennent le pouvoir en France.

VOUS AVEZ DIT COMLOTISME ?

De Jacline Mouraud, présentée comme la première représentante officielle des Gilets jaunes et qui colporte les fumeuses théories sur les chemtrails¹, aux délires sur la « disparition de la France » suite au « pacte de Marrakech », du retour des « les juifs tiennent les banques et les médias » au « tous les commissaires de police sont francs-maçons », en passant par les « questionnements » sur l'attentat de Strasbourg, ces derniers mois ont été riches en diffusions, parfois simplement réactualisées, des thèses complotistes, souvent ridicules, parfois ignobles. On le sait, le souci principal avec le complotisme, c'est qu'il crée des leurres et des diversions, et évite de nommer les choses et le système pour ce qu'il est : le capitalisme. Mais l'autre souci, c'est qu'il permet aux défenseurs du capitalisme et du gouvernement de dénigrer et disqualifier facilement toute critique de ce qui est présenté comme la vérité officielle. Ainsi, dès le début décembre, c'est l'ensemble des Gilets jaunes qui étaient présentés.es comme des complotistes... ce qui dans, la bouche d'un ministre ou d'un éditorialiste, est une insulte suprême... quand bien même ce ministre ou ces éditorialistes ont tenté pendant 72 heures de nous expliquer que les violences sur les Champs-Élysées, c'était la faute de Julien Coupat !

En novembre, l'exercice imposé de tout-e journaliste était d'examiner et de publier les comptes Facebook des autres « porte-paroles » : cela révélera des fréquentations pour le moins douteuses, de sites complotistes aux soutiens aux « policiers en colère ». Avant de faire le ménage sur ses comptes, Éric Drouet, qui reste le plus médiatisé, avait publié des messages très problématiques. Tant mieux s'il a changé, on y croirait d'autant plus s'il rompait tout lien avec le journaliste, ex-soralien mais toujours d'extrême droite, Vincent Lapierre, adulé par certains Gilets jaunes. L'UPR, si

son président François Asselineau évite soigneusement tout ce qui pourrait le faire accuser de récupération, est localement très présente dans les défilés et sur les réseaux sociaux et a, peu à peu, réussi à populariser parmi les Gilets jaunes son mot d'ordre « Frexit », qui n'apparaissait pas au début du mouvement.

Dans les semaines qui précèdent les manifestations du 17 novembre, alors que le mouvement social peine toujours à savoir comment se positionner, toutes les composantes de l'extrême-droite vont appeler à y participer : de Riposte laïque au RN, de Philippot à Soral, de l'Action Française à Debout la France, tout le monde veut en être, sentant « qu'il se passe quelque chose ». Et parce qu'il ne perd jamais une occasion de se faire un peu d'argent, l'escroc antisémite Dieudonné en profitera

1 « Théorie » selon laquelle les traces blanches visibles dans le ciel après le passage des avions sont dues à des produits chimiques délibérément répandus à haute altitude par des agences gouvernementales.



même pour faire fabriquer en urgence et vendre (20 euros !) des gilets jaunes floqués de son ananas.

La journée du 17 novembre confirmera les craintes de celles et ceux qui trouvent que l'extrême-droite est quand même bien intégrée dans cette mobilisation, à défaut d'être à la manœuvre : à Bourg-en-Bresse, un élu local et son compagnon sont victimes d'une agression homophobe ; à Saint Quentin, une femme est contrainte de retirer son voile à un barrage routier ; à Cognac, une femme est victime d'insultes racistes devant ses enfants... et dans la Somme, des migrants cachés dans un camion sont dénoncés à la police par des Gilets jaunes. De nombreuses figures de l'extrême-droite, de Gabriac aux cadres du RN, des responsables de Civitas à ceux du Parti de la France, multiplieront les selfies aux ronds-points tenus par les Gilets jaunes, montrant qu'ils sont « aux côtés du peuple français ». Lors de la première manifestation parisienne, plusieurs figures de l'extrême-droite radicale arriveront très tôt sur les Champs-Élysées. Et comme ce sera aussi le cas dans les manifestations parisiennes suivantes, des

« groupes affinitaires » de militants d'extrême-droite s'organiseront pour aller s'affronter aux « forces de l'ordre » ou aux militants antifascistes...

Pour autant, dans un premier temps, les organisations d'extrême-droite ont évité d'apparaître de façon trop visible ou structurée, que ce soit sur les ronds-points (mais leur « corps militant » est de toute façon trop restreint pour être présent sur un grand nombre d'endroits), ou dans les manifestations, à quelques exceptions notables près : à Paris, Toulouse et Bordeaux, l'Action française a quelques fois sorti ses banderoles de façon symbolique, comme Génération identitaire à Lyon ou Le bastion social à Chambéry.

Au-delà de cette présence physique aux côtés des Gilets jaunes, c'est surtout sur les réseaux sociaux et Internet que l'extrême-droite a manœuvré pour véhiculer ses idées et faire passer au premier plan ses obsessions, et notamment celles autour de « l'invasion migratoire ». On sait l'extrême-droite active sur le Net et les réseaux sociaux, et que ces outils peuvent favoriser les discours choc et simplistes. Ce mouvement des Gilets



[S. D'ignazio]

jaunes s'étant en partie constitué et organisé via Facebook, il était logique que les différents courants nationalistes et racistes y trouvent un certain écho, dans le contexte actuel qui ne se caractérise pas particulièrement par des idées progressistes sur ces questions. Toujours dans la subtilité, Riposte laïque a tourné en boucle avec son « raisonnement » : si Macron veut augmenter le prix de l'essence, c'est parce qu'il a besoin de sous pour accueillir des millions de nouveaux migrants. Parfois, cela a pu fonctionner, comme on a pu le voir autour du « pacte de Marrakech », où, concernant un traité avant tout technique et surtout « non

contraignant », la signature de cet accord s'est invitée sur le devant des discussions et remplaçant temporairement les « questions identitaires » au sein des discussions sociales. Les questions liées à l'immigration ont été présentes, abordées sur des tons très différents selon les endroits, donnant lieu au meilleur comme au pire. Parfois, elles n'étaient pas abordées, parce que trop clivantes au sein d'un même rond-point. Mais avouons que la situation est bien souvent la même sur nos lieux de travail !

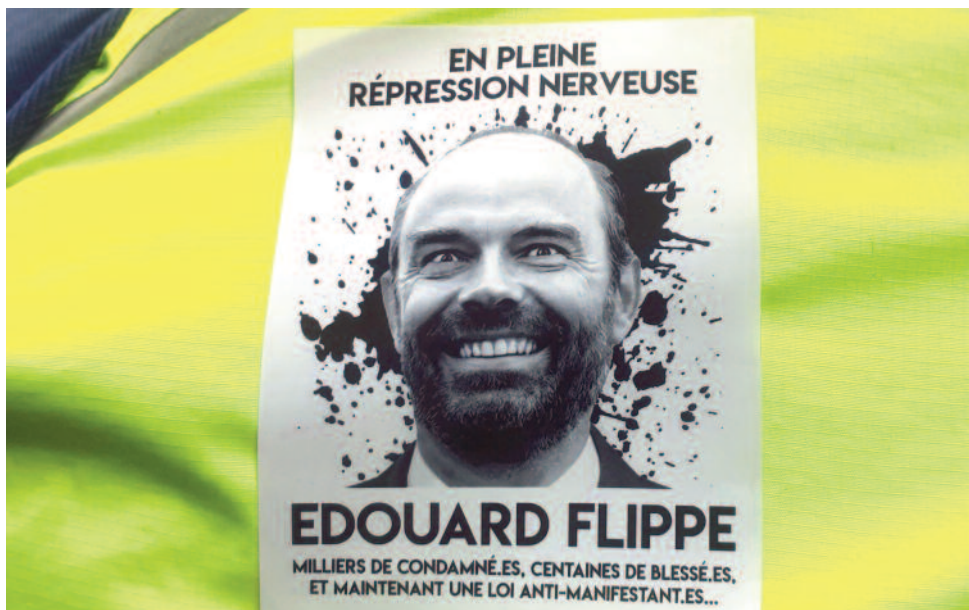
La poursuite du mouvement en janvier va faire, un peu, changer la stratégie de l'extrême-droite radicale ; elle tente de se ren-

DU CONFUSIONNISME, BIEN SÛR, MAIS PAS QUE CHEZ LES GILETS JAUNES

D'un mouvement parti sur des revendications concernant des taxes sur l'essence, et soutenu dans un premier temps par les petits patrons du transport routier, on pouvait légitimement craindre un certain confusionnisme. Cela a évidemment été le cas, et nous avons été nombreux et nombreuses à nous interroger (et à continuer à le faire), par exemple, sur le sens réel de ces références incessantes au drapeau tricolore ou à *la Marseillaise* ou sur le caractère interclassiste du mouvement. Nous avons pu nous agacer de voir, dans un premier temps, cette volonté de convaincre les « forces de l'ordre » de rejoindre ce mouvement, avant d'être étonné.es de la violence de certains affrontements avec la police de la part de manifestant.es peu habitué.es à ce genre de pratiques (et pas seulement dans les manifestations parisiennes), une fois qu'il était clair pour tout le monde que « la police » n'est pas là pour nous protéger mais bien pour défendre l'ordre social. Mais le confusionnisme est aussi venu de là où on ne l'attendait pas forcément. François Ruffin rendant hommage à Étienne Chouard, l'idiot utile du soralisme, et le remettant sur le devant de la scène, c'est affligeant. Mais cela l'était sans doute moins que les propos d'Éric Hazan expliquant que « *les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même.* » On sait ce à quoi de telles positions peuvent conduire certaines organisations, par exemple, sur le plan international. Mais, au-delà de donner de la matière à ceux qui rêvent ou fantasment un front des « antisystème » (et qui, jusque-là, ne se trouvaient pas vraiment dans le camp des révolutionnaires, ni même des progressistes), c'est un coup porté à celles et ceux qui luttent et luttent contre la présence et la banalisation de l'extrême-droite dans ce mouvement et ses suites.

dre plus visible, et de la façon qu'elle maîtrise le mieux : par la violence. Dans plusieurs manifestations, des militant.es syndicalistes ou d'organisations de gauche et extrême-gauche, ou encore des manifestant.es racisé.es, seront victimes d'agressions, parfois extrêmement violentes. À Paris, deux faits extrêmement préoccupants auront lieu en janvier. La présence dans la coordination du SO des Gilets jaunes de Victor Lenta, paramilitaire d'extrême-droite,

est vite repérée et dénoncée, sans que cela ne change rien... jusqu'au 2 février, où il tentera une grossière manipulation, voulant faire croire que des militant.es antifascistes avaient attaqué Jérôme Rodrigues, ce qui sera clairement démenti par l'intéressé lui-même... grillant ainsi ce barbouzard aux yeux des Gilets jaunes. Moins grotesque, l'attaque à deux reprises du cortège du NPA, le 25 janvier, par les Zouaves, groupe affilié d'extrême-droite, illustre une escalade


www.pleinledos.org

préoccupante. Si depuis le début des manifestations, à Paris comme dans d'autres villes, des heurts avaient pu avoir lieu entre militant.es d'extrême-droite et des manifestant.es qui refusaient leur présence, comme ont pu avoir lieu de nombreuses agressions de syndicalistes ou de manifestant.es « basané.es », l'attaque d'un cortège constitué, et la revendication de cette agression, montrent bien que l'extrême-droite n'a pas changé de nature. Et une partie de l'extrême-droite le revendique, dans un contexte de concurrence à laquelle se livrent les différents groupes : si certains ont pu opérer un tournant « légaliste », parfois simplement de façade (sur le modèle de la tactique du Rassemblement national), d'autres pensent se construire en affirmant un rapport décomplexé à la violence.

À partir du mois de mars, l'extrême-droite, du moins en tant que courant organisé, n'est plus guère présente au sein des manifestations (au-delà de quelques exceptions locales), et largement marginalisée dans les discussions et assemblées de Gilets jaunes. Bien sûr, des militant.es continueront à

abreuver les réseaux sociaux de « pseudo ré-information ». Mais ce sera surtout de l'extérieur, quasiment en parallèle. Une partie de l'extrême-droite continuera à se revendiquer comme le « prolongement électoral » de ce mouvement, se tirant la bourre pour savoir laquelle des listes RN, Patriotes ou Debout la France comptait le plus de Gilets jaunes ! Une autre partie persistera à (tenter de) surfer sur le mouvement, organisant leurs événements habituels en les colorant de jaune : après le meeting antisémitique de Soral, Benedetti, Ryssen et Bourbon, le 19 janvier, où ils ont pu cracher leurs obsessions, le 17 mars, c'est Riposte laïque qui organisait les « assises de la France des Gilets jaunes », s'en prenant plus particulièrement aux immigré.es ; le 30 mars, ce sont les cathos-traditionnalistes de Civitas qui tentaient de réunir tout le monde avec leur annuelle « fête du pays réel » spéciale Gilets jaunes, en présence de Jean-Marie Le Pen et Soral. À chaque fois, ces initiatives nationales n'ont attiré que quelques centaines de personnes, c'est-à-dire la fréquentation habituelle.

[S. D'ignazio]



Paris, le 8 décembre 2018

Cinq mois après le début du mouvement des Gilets jaunes, il n'est pas question ici d'avoir un avis définitif sur cette séquence, ni de prédire les suites, au niveau social comme politique. Mais, concernant l'extrême-droite, on peut raisonnablement penser qu'elle a échoué à placer les revendications identitaires au premier plan. Elle n'a pas réussi non plus à « tenir la rue », au-delà de quelques coups d'éclat qu'il ne faut ni sous-estimer, ni surestimer. Sur le plan électoral, alors qu'à un mois et demi des élections européennes, la situation est encore confuse à propos des listes qui seront finalement candidates (sont annoncées à ce jour des listes RN, Patriotes, DLF, SIEL avec Renaud Camus, et une ou des listes se revendiquant des Gilets jaunes, on ne sait avec quel « programme », ni quelle légitimité), nous verrons si l'extrême-droite tire bénéfice de cette colère sociale, ou, si plus probablement, cela n'aura pas vraiment de traduction électorale directe. C'est un aspect non négligeable, mais qui ne doit pas masquer l'essentiel : en quelques mois d'auto-organisation et avec, malgré tout,

une présence militante relativement faible (les militant.es syndicaux, ou, « de gauche », sont peu nombreux.euses parmi les Gilets jaunes), le mouvement a considérablement évolué, du moins s'est clarifié : partant d'un mouvement où l'extrême-droite pensait pouvoir peser sur les revendications, où les risques de repli « identitaire » étaient réels, les Gilets jaunes ont construit une véritable mobilisation pour la justice sociale qui a marginalisé l'extrême-droite en son sein : celle-ci n'a pas totalement disparu, et quelques sous-entendus ou réflexions antisémites peuvent se retrouver sur les murs ou les réseaux sociaux (et il ne faut pas les laisser passer !). Mais ce mouvement semble lui avoir résolument et massivement tourné le dos.

■ Frédéric Bodin, le 13 avril 2019

Journaliste et À TOULOUSE

Un dimanche après-midi froid et pluvieux de la mi-décembre. Environ trois cents Gilets jaunes de Toulouse et de sa région tiennent leur deuxième assemblée générale. Ils sont venus se mettre à l'abri, sous une forêt de panneaux solaires plantés dans un parking périphérique. Les cinq règles énoncées en guise de préalables me mettent à l'aise. Alternance obligatoire des prises de paroles entre hommes et femmes, pas plus de 2 minutes (chronométrées) par allocution (sauf pour les restitutions des premières commissions en cours de création dont les rapporteurs.ses ont droit à 5 minutes), et enfin interdiction de tenir tout propos raciste, sexiste ou homophobe.

Journaliste aujourd'hui au chômage, après avoir longtemps travaillé dans le quotidien départemental Centre Presse Aveyron, où il était délégué syndical, Didier Labertrandie est membre du comité national de ce syndicat et ancien membre du bureau national et secrétaire de la section régionale Midi-Pyrénées.

Gilet jaune



[D. Labertrandie]

Toulouse, le 9 mars

LOIN D'UN ENTRE-SOI MILITANT

Les votes se font par déplacement des corps sur l'asphalte : les pour à droite de l'estrade et les contre à gauche. Comme un mouvement en mouvement, physiquement, même en AG ! Je reconnais ici et là quelques militants aguerris, fréquentés en d'autres circonstances (Solidaires, CGT, Attac, Act up, FI, AL...) mais loin de ces habituels et étouffants entre-soi militants. D'ailleurs, l'immense majorité des visages m'est encore inconnue et un affichage politique ou syndical par trop ostensible semble proscrit, sans même que cela n'ait besoin d'être dit.

L'assemblée avance cahin-caha, comme un objet vivant non identifié, cherchant ses marques à tâtons, mais habitée d'une puissante envie d'aller de l'avant. Une feuille A4 circule, dans laquelle on peut lire une longue liste de revendications proposées à la

consultation. On coche les cases A, B, C ou D disposées en colonnes, en fonction de son degré d'acceptation ou de rejet, avant de glisser la feuille dans un carton qui sert d'urne. Y figurent les propositions dites constitutionnelles : démission immédiate de Macron, dissolution de l'Assemblée nationale, instauration d'une VI^e République par une Assemblée constituante, RIC, destruction des monopoles de presse, abrogation du traité de Maastricht, renationalisation des réseaux, états généraux pour la transition écologique... Et des propositions législatives, telles qu'augmentation du SMIC, revalorisation des salaires et minima sociaux, rétablissement de l'ISF, diminution du prix du carburant, fin du CICE, suppression de la TVA, taxe sur les transactions boursières, retrait immédiat du glyphosate, chasse accrue à la fraude fiscale, augmentation des budgets et modernisation des services publics, gratuité des transports en commun, égalité femme/homme salariale et parentale... Tiens donc, mon crayon ne dévie pas de la colonne des A...

LA QUESTION DES MÉDIAS

Pourtant, je ne me sens pas encore vraiment le bienvenu. Il faut dire que je cumule, a priori, deux handicaps majeurs puisque je suis à la fois syndicaliste et journaliste. Or, en décembre, le rapprochement avec Solidaires ou la CGT n'a pas encore eu lieu, du moins visiblement, même si déjà, en coulisse, des militants et militantes se sont investies dans l'action, sur les ronds-points comme dans les manifs du samedi. Et les relations avec la presse sont on ne peut plus compliquées, à la suite d'une longue série d'agressions verbales, voire physiques, sur des journalistes de terrain ; en particulier quand ils couvrent les manifestations. Je ressens l'impérieuse nécessité d'en parler, moins pour crever un abcès que pour clarifier quelques points qui me semblent essentiels. Ce que je décide de faire, dans les deux minutes qui me sont imparties, lors de la troisième AG, le 30 décembre.



Quand je me présente, en tant que journaliste et syndicaliste, je reçois un accueil poli mais plutôt glacial. Je m'élance, en disant qu'il ne faut se tromper ni d'ennemi ni de colère. Que ce ne sont pas les journalistes de terrain qui dirigent les médias, mais qu'ils et elles subissent, au contraire, la bride que tiennent d'une main brutale la plupart de leurs directions. Que ce soit dans le secteur privé, avec cette dizaine de milliardaires qui tirent les ficelles, ou que ce soit dans le secteur public, quand les directions des chaînes sont nommées par un CSA dont les membres sont désignés par le pouvoir politique... Et j'insiste sur le fait que mon syndicat, le SNJ, se bat en faveur d'un statut juridique de toutes les équipes rédactionnelles, à même de leur donner enfin une plus grande indépendance éditoriale. Tout comme le SNJ revendique l'ajout de notre charte déontologique à notre convention collective, afin de rendre ce texte fondateur enfin opposable, ce que nos patrons ont toujours refusé catégoriquement. Je termine en lisant la première phrase du préambule de cette fameuse

charte : « Le droit du public à une information de qualité, complète, libre, indépendante et pluraliste, rappelé dans la Déclaration des droits de l'Homme et la Constitution française, guide le journaliste dans l'exercice de sa mission. Cette responsabilité vis-à-vis du citoyen prime sur toute autre. » Je rends le micro sous les applaudissements. Je me sens Gilet jaune.

LES CAPITALISTES NOUS COÛTENT CHER.

PAROLES DE GILETS JAUNES

Ce qui suit n'est pas une résolution de congrès Solidaires. C'est le texte de conclusion d'une réunion publique à l'initiative des Gilets jaunes du rond-point d'Auterive (31), le 15 février 2019.

« Sur la politique du gouvernement, il faut aussi avoir présentes à l'esprit, les réformes passées ou en cours : loi Travail El Khomri-Macron, retraites, assurance chômage, enseignement, enseignement professionnel et apprentissage, généralisation de la contractualisation dans la Fonction publique, et ailleurs comme ce fut le cas avec la SNCF. Toutes ces « réformes » concourent, d'une manière ou d'une autre, à une précarisation de l'emploi et de ses conditions. Fermeture d'écoles, d'hôpitaux, de services publics en général par la suppression de 120 000 emplois dans la Fonction publique, conduisant à la désertification programmée des communes.

Quel commerçant ou quelle famille voudra s'installer dans une commune sans service public ? Le gouvernement se satisfait des chiffres du chômage du dernier trimestre 2018, mais il oublie de dire que, cette année, les créations d'emplois (106 000) ont été trois fois moins nombreuses qu'en 2017 (328 000). Il oublie aussi de dire qu'en 10 ans, selon Pôle Emploi, le nombre de chômeurs et chômeuses est passé de 3,7 millions à 6,2 millions, sans parler des emplois précaires, intérimaires ou autres. Quelques exemples : General Electric prévoit 500 suppressions d'emplois en France. Fermeture de l'usine Ford à Blanquefort : 800 emplois sur la sellette. Peugeot PSA : après Aulnay-sous-Bois (3 000 salarié.es) et La Garenne (2 000), fermeture de l'usine de Saint-Ouen (350 personnes) et de l'usine d'Hérimoncourt (200). Usine d'Arjo-wiggins : 200 emplois menacés (ils et elles produisent le papier sécurisé pour les cartes grises, les chèques, les passeports...). Sucreries Saint-Louis à Cagny : fermeture de l'usine (80 salariées). Dernièrement, Airbus et l'A380 : 3 000 à 3 500 emplois menacés et combien chez les sous-traitants ? La liste est longue et se traduit par des milliers d'emplois sacrifiés au nom du profit ; des familles entières sont jetées, directement ou indirectement, dans la précarité avec son lot de détresse sociale et morale. Elle est de quel côté la violence ?

Parallèlement à tout cela, les profits des grandes entreprises et les dividendes versés à leurs actionnaires ont battus des records : 57 milliards d'euros en un an. On s'enfoncé dans la crise et

Gilets jaunes
au rond-point d'Auterive



[DR]

la récession se profile. Tout ce que les prétendus investisseurs savent faire, c'est empocher les profits, bénéficier des aides publiques, amasser des montagnes de capitaux ; tant et si bien, que 26 personnes possèdent désormais autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité, soit 3,8 milliards d'êtres humains. Quand bien même ces grands groupes investissent très peu et ne créent pas d'emplois, les gouvernements n'ont pas d'autres politiques que celle de les servir. On entend dire que les GJ ce n'est pas l'ensemble de la population, qu'une minorité ne peut pas imposer sa loi. Mais qu'en est-il de cette minorité que représentent les membres des Conseils d'administration des entreprises du CAC 40 et de leur pouvoir d'influence sur la vie de dizaines de milliers de salarié.es ? Quelles que soient leurs étiquettes, toutes les politiques et tous les politiciens défendent cet ordre social ou une minorité concentre dans ses mains une masse de capitaux et détient plus de pouvoir qu'ils n'en ont, eux, à la tête de l'État. Gouverner dans le cadre de la domination de ce

grand capital, c'est faire la politique qui lui convient et se soumettre à sa loi, la loi du profit. S'il y a des comptes à demander, ce n'est pas aux plus pauvres, aux chômeurs et chômeuses, qui ne sont responsables de rien ; c'est aux capitalistes, qui ont le pouvoir et qui décident, ou non, d'investir et de produire. Non seulement leur fortune est basée sur l'exploitation des travailleurs et travailleuses, mais ils dirigent l'économie de façon irresponsable parce qu'ils sont aveuglés par leurs profits et se moquent des besoins de la collectivité. Des problèmes aussi élémentaires que loger la population, la soigner ou s'occuper des personnes handicapées ou dépendantes, paraîtront insolubles tant que les travailleurs et travailleuses ne mettront pas leur nez dans les affaires des grands groupes capitalistes. Pour que la société reparte de l'avant, il faut contester le droit du grand capital de faire ce qu'il veut des profits que toutes les travailleuses et tous les travailleurs contribuent, d'une façon ou d'une autre, à produire. Il faut l'exproprier et prendre collectivement le contrôle de





[E. Piquard]

Lamnezan, le 17 novembre

l'économie. Oui, exproprier, exproprier les Vinci et les autres ; pour l'intérêt général, comme on vous exproprie aujourd'hui quand il s'agit de construire une autoroute ! Ce n'est pas la charité qui est réclamée, il faut imposer la hausse des salaires, des retraites, des minima sociaux indexés sur la hausse réelle des prix : en prenant sur les profits, les CICE et autres cadeaux faits au patronat.

Pour imposer cela, il faudra se battre, mener un combat d'une toute autre nature. Cela ne peut se faire que si les salarié.es du public comme du privé, au cœur de l'outil de production, se mobilisent, s'organisent collectivement, avec ou sans les syndicats, afin de mener le combat au sein même des entreprises pour défendre leurs intérêts. Cela ne peut se faire que si les travailleurs et travailleuses, pour peser sur l'économie, se lancent dans le combat avec l'arme de la grève. Cela ne se décrète pas et n'est pas chose facile. Mais pour notre avenir, et au-delà celui de la société, des générations futures, du climat, nous ne ferons pas l'économie d'un tel combat. Alors,

continuons la mobilisation, maintenons la pression malgré les pièges tendus que sont « le grand débat » et la promesse d'un référendum. Que le gouvernement et le patronat soient cependant convaincus d'une chose : à travers le mouvement des Gilets Jaunes, les classes populaires et laborieuses, les sans-dents, les illettré.es, les Gaulois réfractaires, celles et ceux qui n'ont pas le sens de l'effort, celles et ceux qui ne veulent pas traverser la rue, qui roulent au diesel et fument des clopes... Ces gens-là, avancent les yeux ouverts sur le monde, et malgré les lacrymos, ils et elles voient de plus en plus clair.»

■ Didier Labertrandie

AU CŒUR DES GILETS JAUNES DU MANTOIS (78) par une Gilet jaune

Sur un côté de la toile de bâche de la cabane des GJ de Buchelay (Yvelines), on lit : « On lâchera quand les poules auront des dents ! Résistance ! » Clin d'œil aux trois poules un temps sur le camp. C'est vrai qu'ils et elles en veulent, les Gilets jaunes du Mantois ! C'est le groupe le plus nombreux et actif du 78 et ayant encore, en avril, un quartier-général à ciel ouvert qui tient bon. Je les ai rejoints début décembre après les opérations de péage gratuit à Buchelay, depuis mi-novembre, qui sont devenues difficiles avec les nombreuses expulsions par la police, et la courte semaine au rond-point du port autonome de Limay, évacué suite à un incident.

Fabienne Lauret, membre de Solidaires Yvelines et d'ATTAC 78 nord ; elle est l'auteure de *L'Envers de Flins : une féministe révolutionnaire* à l'atelier, Syllepse, 2018*.

* Voir aussi « Ouvrière établie à Flins », Les utopiques n°7, printemps 2018.

[F. Laurent]



Depuis la réinstallation du camp à l'entrée de la zone industrielle (ZI) d'Épône, le 6 janvier, puis son déménagement sur un terrain agricole en bord de route à Buchelay mi-février, mon cœur est de plus en plus jaune ! Comment ne pas être impressionnée par cette organisation au quotidien, cette inventivité dans l'aménagement du camp – les fameuses cabanes en palettes – cette dynamique de partage et de convivialité, de combativité depuis des mois, et ce malgré les baisses de forme, les anicroches inévitables (comme dans une famille !) et la répression pour certain-es ! Ça repart toujours avec ce groupe d'une soixantaine de personnes actives, plutôt jeunes (30 à 45 ans), représentatives de la population mélangée du Val-de-Seine, salarié-es du privé ou du public, intérimaires, chômeur-euses, petits entrepreneurs (auto ou pas) ou artisans, avec aussi quelques retraité-es comme moi. À la question « Gilet jaune, quel est votre métier ? », ils et elles répondent « Aouh ! Aouh, Aouh ! », en référence à la révolte des esclaves de Sparte.

Il y a toujours de nouveaux GJ qui arrivent. Non, le mouvement ne s'épuise pas : il s'enracine, il s'étend et surtout mûrit et s'organise ! Les femmes, nombreuses, sont très impliquées et animatrices malgré leurs charges familiales, leur boulot souvent précaire et lointain, les fins de mois difficiles. Certaines sont allées aux marches de femmes GJ à Paris. La plupart ne se disent pas (encore...) fémi-

[F. Lauret]



Les Gilets jaunes du Mantois, réunis au local syndical des cheminots et cheminotes, soutiennent Eric Bezou, militant SUD-Rail, menacé de licenciement pour avoir dénoncé la violence patronale.

[F. Lauret]



Aperçu de l'évolution des travaux sur l'installation : balançoire, tobogan... terrasse

nistes, mais tiennent farouchement à l'égalité; il ne faut pas leur marcher sur les pieds! Toutes et tous ont à y gagner, dans ce formidable mouvement social. Et tout ce riche vécu est déjà une victoire, une revanche sur nous-mêmes, nos anciens renoncements, nos précédents découragements, balayés par ces cinq mois de mobilisation non stop! Ils et elles sont de presque toutes les manifs du samedi à Paris, Rouen, Evreux ou Caen: déjà 22 actes! Avec la présence intrusive de la police sur les actions, le camp, la forte répression en manif ou l'espionnage sur les groupes internet, les GJ se sont vite aperçus.es que la police n'était pas de leur côté. Les actions locales, en semaine ou le dimanche, s'organisent de mieux en mieux: manifs dans les grandes surfaces comme Carrefour, telle celle de Mantes-la-Jolie à 500, le 16 février; participation à la manifestation contre Monsanto, le 18 mai; action de convergence prévue en juin; opérations péages sur l'autoroute A13 ou parkings gratuits dans les hôpitaux du département. Sur un côté de la toile de bâche de la cabane des GJ de Buchelay: actions visant des multinationales fraudeuses fiscales comme début avril au McDo de Saint-Germain-en-Laye et Starbuck où les flyers d'Attac ont été appréciés et diffusés, coordination entre groupes des départements limitrophes (78, 95, 27), rencontre avec des cheminot.es de Paris-Saint-Lazare et Mantes, réunions pour se former et débats publics pour informer, échanger; sans oublier la fabrication de banderoles et de tracts.

La structuration et la communication se veulent souples, ouvertes, démocratiques et sans chefs, même si ce n'est pas toujours si facile: AG hebdomadaires, autour des braseros ou dans la magnifique agora construite en palettes, goûter ouvert certains dimanches, groupes de travail – internet ou pas – par thèmes (RIC, démocratie et constituante), par petites villes du secteur (Meulan, Aubergenville, Rosny), ordres du jour, comptes-rendus, animation et rotation des rôles pour les AG, gestion de la page Facebook comptant 4 300 membres, rapports

avec les médias, projets d'actions de désobéissance pacifique et de communication (un journal local) préparés sur des groupes Facebook privés ou cryptés... Et bien sûr le film *J'veux du soleil* est et sera projeté avec débats dans le 78, car il est un miroir du mouvement à un moment donné, montrant sa vraie réalité, sa spécificité et sa richesse humaine, bien loin de ce que restituent les médias dominants.

C'est l'imagination qui prend le pouvoir sur fond d'auto-éducation populaire! La conscience de la nécessaire coordination locale, départementale (12 groupes GJ dans 78), régionale (en allant parfois aux AG Ile-de-France) et nationale (l'appel de Commercy et l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire interpellent) fait son chemin petit à petit. Il en est de même pour la convergence autre que symbolique avec les salarié.es et syndicats des entreprises locales (Renault-Flins, Brico-dépôt, hôpitaux, SNCF, raffineries...) et d'autres mouvements locaux dont celui pour le climat ou la défense des écoles (contre la loi Blanquer). Ainsi, la réflexion sur le système politique et économique, la politisation dans le sens noble du terme, avancent de façon incroyable pour la grande majorité très méfiante au début vis-à-vis de «la politique», ressentie comme forcément politicienne; même chose vis-à-vis des syndicats et autres organisations pour ceux et celles n'ayant probablement jamais fait ni grève ni manif, ni réunions, mais découvrant l'ampleur et la force potentielle de leur mouvement social. Du jamais vu ni vécu depuis cinquante ans (1968), ébranlant en quelques semaines et pendant plusieurs mois, un pouvoir des plus durs qu'il soit! Quelle qu'en soit l'issue, les graines jaunes sont semées. Et pour la plupart des GJ, plus rien ne sera jamais comme avant! Pour moi non plus! Le soleil jaune se lève et se couche aussi en rouge...

D'UNE FIÈVRE JAUNE À

« Ce qui doit tomber, il ne faut pas le retenir. Il faut encore le pousser. »

Frédéric Nietzsche

Quel observateur aurait pu prédire l'éclatement d'une révolte populaire, d'une ampleur inégalée depuis Mai 68, à l'approche des fêtes de fin d'année 2018, là où rien ne semblait arrêter le bulldozer Macron ? Et, plus encore, sous la forme d'un étendard banal (le gilet de secours que chaque conducteur se doit de posséder) et d'une couleur honnie par le mouvement ouvrier ? Pourtant, la « toute-puissance » de Jupiter, qui reposait surtout sur l'inconséquence de son opposition, syndicale comme politique, n'effaçait pas les circonstances tronquées de son élection en 2017, ainsi que sa base sociale réduite. Sa chute était aussi largement amorcée, d'abord par la clairvoyance accrue de l'opinion vis-à-vis de sa politique puis par l'affaire Benalla, qu'il traîne comme un boulet.

Laurent Degoussée est codélégué de la Fédération SUD Commerces et Services – Solidaires.

UNE COLÈRE ROUGE

Paris, 15 décembre 2018



[DR]

UNE COLÈRE QUI VIENT DE LOIN ET QUI S'ÉTEND

Cette rupture, elle travaille déjà différents secteurs de la société depuis la mobilisation contre la première loi travail de 2016 :

- dans la jeunesse, ou plutôt les jeunesses, que ce soit celle de Nuit Debout ou lycéenne ;
- dans les quartiers populaires, avec les émeutes de 2017 suite à l'affaire Théo et le fait qu'ils ont pris symboliquement la tête de la manifestation parisienne « Marée populaire » du 26 mai 2018 ;
- dans le monde du travail, au travers de la constitution, dès 2017, du Front social, et de la longue grève SNCF de 2018 ;



[DR]

Manifestant.es SUD
Commerces et Services –
Solidaires, Paris, le 19 janvier

→ chez les retraité.es, dont un grand nombre sont Gilets jaunes, avec des manifestations fournies à la suite de l'augmentation de la CSG ;

→ chez les femmes, avec le relatif succès de la grève des femmes le 8 mars et l'explosion planétaire du mouvement #MeToo ;

→ dans les ZAD, avec Notre-Dame-des-Landes, première preuve que la détermination peut mettre en échec le gouvernement, et à Bure en dépit d'une répression policière délirante.

Ces mobilisations présentent également des traits similaires : une libération inédite de la parole, une critique acerbe des médias, une utilisation experte des réseaux sociaux dont les pétitions en ligne, le refus marqué de la verticalité, une appétence pour les méthodes issues de la lutte des classes.

UN RAPPORT ASSUMÉ À LA VIOLENCE

La mobilisation des Gilets jaunes se caractérise, outre son aspect auto-organisé, par :

→ l'occupation permanente ou régulière d'axes routiers, ainsi que de zones industrielles et commerciales, parfois en lien avec les salarié.es des entreprises concernées

(toutes choses que le mouvement syndical a faites en 2010 et en 2016, la grève en plus),

→ l'organisation de manifestations non autorisées, dans des lieux inhabituels (on est bien loin des rituels défilés syndicaux, et plus encore de la manifestation en rond du 24 mai 2016 à Bastille).

Ces actions ont occasionné des pertes économiques importantes (il est question de 2 milliards pour le seul secteur du commerce) qui ont contribué au rapport de forces à l'encontre du pouvoir. Mais aussi, des affrontements de grande ampleur avec les forces de l'ordre, en dépit d'un déploiement et d'un niveau de répression inouïs ; le sacage de symboles du capitalisme, dont les banques et les multinationales qui se soustraient à l'impôt.

Sur ces deux derniers points, on retrouve la dynamique du cortège de tête, née en 2016 et dans laquelle des militant.es syndicaux se reconnaissent également. Ce qui est remarquable, c'est que c'est le plus sou-

vent « Monsieur et Madame Tout-le-Monde » qui sont à la manœuvre le profil des interpellé.es à la suite des manifestations parisiennes est à cet égard instructif ce qui explique que le mouvement demeure majoritairement populaire en dépit de ses excès. On peut en conclure que la conflictualité s'exerçant plus difficilement dans les entreprises, bien qu'on observe un regain¹ en leur sein, elle se déplace dans la rue pour devenir une grève sociale, où tous ceux et toutes celles qui sont privé.es de l'exercice de ce droit, tel.les les salarié.es des TPE et des PME ou encore les retraité.es, peuvent exprimer leur révolte. Et, plus que le nombre de participant.es, c'est aussi le degré d'engagement qui fait la différence (souvenons-nous des millions de manifestant.es de 2010 et de 2016, qui n'ont pas fait fléchir les dirigeants politiques de l'époque).

LA FLÈCHE EST LANCÉE

Macron n'a lâché sur la taxe carbone, puis sur quelques mesures sociales accompagnées d'un acte de contrition et de la promesse de changer de pratique politique, que dans le cadre d'un repli tactique, comme le montre la teneur des vœux présidentiels. Sa dynamique a bel et bien été brisée, ce qui rend épineuse la poursuite des contre-réformes, met à mal son autorité au sein de son camp et au service des classes dirigeantes qui se sont senties menacées, y compris physiquement.

Le mouvement syndical est, lui, non seulement resté en marge de cette agitation, qui perdure et cherche à se structurer, mais ses principaux dirigeants sont même venus au secours du pouvoir qui vacillait². Sous peine de se discréditer davantage, il doit :

À court terme, impulser des grèves, en particulier sur la question des salaires, pour que l'esprit des Gilets jaunes rentre dans les entreprises et les services : la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat et des augmentations de salaire pour tous et toutes, idem pour tous les fonctionnaires... et pas seulement les policiers !

À moyen terme, appuyer la constitution d'assemblées populaires locales (un appel des Gilets jaunes de Commercy³ a été lancé en ce sens, suivi d'une réunion sur place en janvier 2019 de dizaines de collectifs et a connu un élargissement encore plus conséquent en avril dernier à Saint-Nazaire). Ce n'est pas par la voie du Grand Débat national, avec ceux et celles qui sont à l'origine des problèmes, ni d'un retour aux urnes, ni même du Référendum d'initiative citoyenne (RIC) que les revendications d'un meilleur partage des richesses seront satisfaites. Au contraire, le gouvernement est prêt à en reprendre à son compte pour se relégitimer (pour ou contre un régime unique de retraite par exemple), tout en incitant à la constitution d'une liste Gilets jaunes aux élections européennes.

À long terme, organiser le monde du travail tel qu'il est : la composition sociologique des Gilets jaunes, confirmée par diverses études, met cruellement en lumière le fait que le syndicalisme n'organise plus que le personnel à statut (transports, industrie, fonctionnaires ou encadrement), quitte à virer au corporatisme, et, depuis quelques années, les plus précaires, en particulier par le volontarisme de la CGT, de la CNT et de Solidaires (travailleurs/euses sans-papiers, nettoyage, restauration rapide etc.). Comme syndicalistes, nous n'avons pas à être prudes quand les cabanes sur les ronds-points deviennent des lieux de sociabilité tout comme nos Bourses du travail devraient l'être, face à l'action directe des travailleurs/euses, à une parole ouvrière ou à la place donnée aux femmes dans la conduite du mouvement. Mieux, en tant que force organisée, nous avons aussi à

¹ <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-greves-en-2016>

² Voir la déclaration CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC, UNSA, FSU du 6 décembre.

³ Repris dans *Les utopiques* n° 10, printemps 2019.

apporter notre expérience de lutte contre la répression. Il nous faut s'adresser au cœur du salariat, éloigné des grands centres urbains, qui se situe désormais dans les plus petites entreprises, chez les intérimaires, le personnel médico-social ou la petite Fonction publique, mais aussi la montée en puissance des auto-entrepreneurs/euses, ce qui passe par un renforcement de la présence syndicale sur le plan local et le redéploiement des moyens humains et financiers sur le terrain.

Après quelques hésitations, l'Union syndicale Solidaires, par son positionnement original de soutien à ce conflit⁴ et la participation de plusieurs de ses structures aux mobilisations, peut devenir le fer de lance d'une telle politique. Quand le mouvement des Gilets jaunes, qui part des tripes, rencontrera la « tête », soit le mouvement ouvrier, seul à même de généraliser les grèves pour bloquer la production et pas seulement les flux, au travers des cadres de discussions démocratiques et d'un respect mutuel éprouvé dans la chaleur de la lutte, tout sera alors possible.

PARMI LES GILETS JAUNES :

UNE INTERVENTION SYNDICALE

Le syndicat SUD Commerce a fait le choix de participer à toutes les manifestations parisiennes des Gilets jaunes, depuis l'acte II du 24 novembre 2018 sur l'avenue des Champs Élysées, jusqu'à aujourd'hui ; y compris en appelant à la grève à plusieurs reprises, pour couvrir ses adhérent.es et les salarié.es de ses professions qui souhaitaient les rejoindre. Dès le début, nous avons pris le parti de venir en chasuble syndicale, d'abord celle violette de l'Union syndicale Solidaires, puis avec nos propres gilets vert et rouge qui reprennent les couleurs de notre drapeau. Nous avons eu vite droit à beaucoup de remarques peu amènes sur les syndicats, mais toujours en faisant la différence entre leurs dirigeants, accusés d'inaction voir de compromission avec le pouvoir, et la base ; mais aussi des remer-

ciements d'être venu.es et des demandes d'éclaircissements telles que « Sud-Solidaires ou un syndicat, c'est quoi ? » ou bien « Vous aussi, vous êtes contre Macron ? » Nous avons ressenti une grande détermination parmi les manifestant.es, souvent venu.es de loin, avec « Macron, démission ! » pour leitmotiv. La présence marquée de l'extrême-droite dans les premières manifestations, voire sa tentative de mainmise sur le mouvement dépeint comme conservateur, a été un frein à son élargissement. Alors que les préjugés à l'égard de l'immigration sont anecdotiques parmi les préoccupations exprimées par les Gilets jaunes, une certaine confusion existe pourtant en leur sein : pour notre part, nous avons eu droit, hormis une provocation isolée d'un suprématiste, à quelques quenelles ainsi qu'à des manifestant.es qui portaient le gilet commercialisé par Dieudonné reprenant ce geste. Mais les seuls faits d'entonner *la Marseillaise*⁵ ou d'arborer un drapeau français signifient-ils qu'on fait partie de cette famille politique ou bien ne faut-il pas les apprécier dans leurs sens originels, qui renvoient à l'imagerie des sans-culottes et des émeutes parisiennes du XIX^e siècle en faveur de la République sociale ?

4 Par exemple : <https://solidaires.org/Manifester-en-masse-pour-faire-ceder-le-gouvernement>

5 « La Marseillaise est le chant qui fait bouillir le sang dans les veines, qu'on chante avec des pleurs et du feu dans les yeux, avec un cœur bravant la mort. » (Thomas Carlyle).



[S. D'ignazio]

« La répression, dont nombre d'entre eux et elles font pour la première fois l'expérience... »

Les 8 et 15 décembre 2018, nous avons participé, avec plusieurs milliers d'autres personnes, à l'appel, entre autres, du collectif Intergares, des postiers en grève du 92, du comité Vérité pour Adama, du Nouveau Parti Anticapitaliste et de Solidaires, à un cortège anticapitaliste depuis la gare Saint-Lazare, entravé à chaque fois par la police pour éviter la jonction avec les Gilets jaunes (la CGT organisait en parallèle son propre départ depuis l'Hôtel de ville). L'agression du cortège du NPA par des nervis d'extrême-droite lors de l'acte XI, le 26 janvier 2019, aura eu pour seule vertu de hâter la constitution d'un pôle « lutte des classes » dès les manifestations suivantes : composé, outre de camarades de cette organisation, de celles et ceux d'Alternative Libertaire, du Front social et de Solidaires, avec leur service d'ordre respectif pour faire échec à toute nouvelle attaque fasciste, puis rejoint par l'Union départementale parisienne de la CGT et des élu.es de la France insoumise, il a regroupé jusqu'à plusieurs centaines de militant.es, assurant ainsi une coloration

de classe au cortège, que ce soit au travers des slogans repris en chœur, ou des inscriptions sur les gilets et les pancartes. Nous tirons de notre participation à ces manifestations la certitude que nous ne sommes qu'au prologue d'une explosion sociale majeure et que crier depuis des lustres « ça va péter ! » dans nos manifestations et ne pas être là le jour où ça arrive, c'est non seulement paradoxal mais critiquable : en effet, si les Gilets jaunes plient sous le poids de la répression, dont nombre d'entre eux et elles font pour la première fois l'expérience au même titre que celles de la mobilisation et de la solidarité, nous pourrions avoir droit à notre tour à notre moment Orban ou Bolsonaro...

■ Laurent Degoussée

À la CGT

Dès novembre, des collectifs militants de la CGT s'interrogeaient aussi sur ce que ce mouvement des Gilets jaunes signifiait pour le syndicalisme. Ainsi, l'Union locale de Guingamp rappelait quelques principes et engagements fondamentaux, pour un syndicalisme de classe, ancré dans la réalité. Des rappels, fondés aussi sur l'expérience des Bonnets rouges...

Ce texte était une contribution de l'UL CGT Guingamp, dans le cadre de l'assemblée générale de l'Union départementale CGT des Côtes-d'Armor, tenue du 22 au 26 novembre 2018. Thierry Perennes est secrétaire à la vie syndicale, Philippe Viton est secrétaire général adjoint de l'Union locale CGT Guingamp.

GUINGAMP



[DR]

Manifestation du 5 février
2019 à Guingamp

Je m'adresse solennellement à toutes et à tous dans cette AG, secoué que je suis, en même pas cinq ans, par le second conflit d'importance en Bretagne¹ dans lequel le syndicalisme est totalement inexistant et quasiment montré du doigt comme un rouage de l'appareil d'État. Et ça, moi et bien d'autres, nous ne le supportons plus, car cela nous renvoie à nos errances des dernières décennies, à l'accumulation des défaites sans bilan, aux certitudes fondées, non sur l'idéologie positive du marxisme, mais sur un syndicalisme mythique.

Les syndicats de classe ne sont pas « des corps intermédiaires ». Les autres, peut-être. Historiquement, nous sommes des organisations ouvrières, des organisations que le mouvement ouvrier s'est donné pour organiser la défense de ses intérêts face au patronat et à l'État. Ce sont les politiciens et les intellectuels bourgeois qui ont défini – de l'extérieur – les organisations syndicales comme des « corps intermédiaires ». Sous leur influence, malheureusement, nombre de syndiqué.es et de syndicalistes ont fini par s'en convaincre. Non, le rôle des syndicats et des confédérations syndicales n'est pas le « dialogue social », mais la conquête d'améliorations sociales et, in fine, la transformation de la société, par la

¹ Allusion au mouvement des Bonnets rouges, en 2013.

préparation de l'expropriation capitaliste, comme le définit la charte d'Amiens. Négocier à l'issue d'un rapport de forces pour arracher des conquêtes, les généraliser, c'est une étape de la lutte, mais pas une fin en soi.

Non, le problème actuel n'est pas le « mépris des corps intermédiaires », mais la faiblesse du mouvement syndical, et donc du rapport de forces de classe. Ceci est lié à :

→ la prédominance du syndicalisme d'entreprise, de statut, sur le syndicalisme d'industrie/de branche, qui laisse des pans entiers du prolétariat sans outil organisationnel ;

→ la désertion militante des organisations de solidarité interprofessionnelles que sont les unions locales (ou leur inexistance dans certaines organisations syndicales) qui laissent chacune et chacun dans sa lutte et dans son coin.

Prédominance et désertion dont la continuité est assurée, y compris par plein de militant.es « gazeux » à discours très citoyen, mais qui, en réalité, se gardent bien de s'attaquer à la racine du problème en posant la question de l'organisation, parce qu'ils et elles pensent que le parti/l'organisation politique (ou dans la version informelle Facebook ou le collectif bidule) est le lieu pour construire cette solidarité, en lieu et place de l'outil syndical pourtant évident. Cette pratique laisse, dans les faits, la place libre à la bureaucratie qui nous sclérose, nous abreuve de discours sur le dialogue social territorial, nourrit l'antisindicalisme, et entérine de nouveaux reculs sociaux. D'un autre côté, il y a les incantations de celles et ceux qui ne se donnent pas la peine de traduire sur le terrain organisationnel des objectifs stratégiques et qui ne veulent pas faire bouger les lignes organisationnelles au sein des organisations syndicales, en créant ou relançant les outils qui fonctionnent. Pour sortir de cette faiblesse, il faut :

→ revenir aux fondamentaux du syndicalisme : syndicalisme d'industrie, renforce-

ment des unions locales, interprofessionnel, ancrage de classe, solidarité de classe, construction durable d'un rapport de forces ;
→ poser la question de l'unification du syndicalisme de classe, au lieu de se goberger de syndicalisme rassemblé : « nous avons essayé, nous avons échoué, prenons nos responsabilités » ;

→ avec des organisations en ordre de bataille, construire l'affrontement de classe, avec pour objectif le développement de collectifs syndicaux partout sur des bases d'industrie, et d'UL, seules à même de faire de



la généralisation de la grève un objectif stratégique réalisable et non une incantation mythique ;

→ sortir de nos routines et vaincre nos craintes ; affirmer avec force notre conviction que seule l'appropriation collective des moyens de production et d'échange permettra de sortir du capitalisme, système qui mène notre planète et ses populations dans l'abîme environnemental et la destruction totale.

Oui, je veux bien rentrer dans la construction d'une mobilisation pour le 1^{er} décem-

bre, mais à condition qu'elle ne soit pas le remake de la manif du 2 novembre 2013 de Carhaix pendant le conflit des Bonnets rouges : occuper les militant.es, pour éviter qu'ils et elles ne réfléchissent, protéger le PS et ses affilié.es de l'époque ; une initiative qui m'a laissé un goût de cendre... Sortons de la facilité, de l'idéalisme, de la routine, de la certitude absolue d'avoir toujours raison, mettons les mains dans le cambouis !

■ Thierry Pérennes et Pascal Viton



Dialogue social avec les corps
intermédiaires...
comme ils disent.
Manifestation du 1^{er} mai

[S. D'ignazio]

Toulouse

L'OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIÈRES

À la suite de différentes manifestations à Toulouse (notamment contre la « loi travail »), la Ligue des droits de l'Homme de Toulouse, la Fondation Copernic et le Syndicat des avocats de France constatent la mise en place de dispositifs de maintien de l'ordre souvent disproportionnés. Dans l'idée de garantir la liberté d'expression pour tous et toutes, ces organisations constituent alors, à Toulouse, avec l'aide de chercheurs et chercheuses du CNRS, un Observatoire des pratiques policières (OPP). Celui-ci a deux objectifs principaux : étudier l'organisation des pratiques et dispositifs policiers mis en place lors des manifestations de rue, avec une méthodologie rigoureuse ; analyser les rapports de la police avec les citoyennes et les citoyens, lors de ces mêmes manifestations. Des entretiens (anonymisés ou non) avec des fonctionnaires de police ont également été prévus, et ce dès le départ. Le rapport complet est disponible sur le site de ces trois organisations*.

* www.ldh-midi-pyrenees.org -
www.fondation-copernic.org -
www.lesaf.org

[DR]



Janvier 2019, les chars
dans les rues de Toulouse

LES CHIFFRES DE L'OBSERVATOIRE; DE MAI 2017 AU 13 AVRIL 2019

Des observateurs et observatrices, lié.es de près ou de loin à la LDH, et Copernic, rejoint.es en décembre 2018 par des avocat.es du SAF, ont observé 50 manifestations, dont 19 avant la séquence Gilets jaunes sur 22 mois et 31 depuis le début de cette dernière, sur 5 mois. 24 observateurs et observatrices, 7 femmes et 17 hommes, ont participé au suivi des manifestations, en étant réparti.es selon les périodes en 1, 2 ou 3 groupes. Les observateurs et observatrices ont pris plus de 4 600 photos et en ont traitées environ 750, enregistré plus de 50 heures de vidéos (429,25 Go de données) et en ont exploité une dizaine. Ils et elles ont été 10 fois pris.es, en tant que tel.les, pour cible ou atteint.es, par les forces de l'ordre : 1 fois avec blessure conséquente - 1 fois par gazeuse à main - 5 fois par jets ciblés de grenades lacrymogènes - 3 fois par des coups de matraque sur les appareils photographiques. Plus de nombreuses bousculades avec identification bien visible au dos de leurs chasubles jaunes et bleues. Les blessures et soins en situation des observateurs et observatrices : un blessé sérieux (tir de

Les voltigeurs,
Paris, le 23 mars 2019

[S. D'ignazio]



grenade ou de LBD¹ sur la tête - hospitalisation aux urgences - 10 points de suture sur le front - Traumatisme crânien - 3 jours d'ITT²); 5 blessures légères: hématomes dus aux palets de lacrymogènes, aux plots de GMD³ et aux coups de matraque; une trentaine de soins en situation auprès des street medics pour intoxication aux gaz lacrymogènes. Matériel détruit: un stabilisateur de caméra, à la suite de l'arrosage par un engin lanceur d'eau.

LA MÉTHODE D'OBSERVATION

Nous avons choisi une posture acceptable par les militant.es et par la police, s'appuyant sur une méthode scientifique. À l'issue de chaque manifestation, les observateurs et observatrices ont rassemblé leurs notes, photos et vidéos, pour en constituer le compte-rendu. Ce sont des extraits de ces notes que nous mentionnons dans le rapport. Nous nous sommes muni.es de gilets identifiables, bleu et jaune avec le sigle de nos trois organisations. Nous avons aussi informé la préfecture de notre présence aux manifestations. L'accueil de l'Observatoire par la police a été tout d'abord « sympathique » et s'est progressivement dégradé, notamment avec les policiers de la brigade anti criminalité et les CSI. Aujourd'hui, pas

une seule manifestation sans insultes, jets de grenades ou coups de boucliers à l'encontre des observateur.es !

UN BILAN EN TROIS PHASES

Nos observations et analyses peuvent être regroupées en trois phases chronologiques: **Du 1^{er} mai 2017 à fin octobre 2018:** nous avons observé des manifestations déclarées, souvent liées aux mouvements sociaux « traditionnels » (syndicats, associations et partis politiques).

De la fin novembre 2018 à la fin décembre 2018: ce sont les premières manifestations des Gilets jaunes. Les manifestations, à peine commencées, ont été gazées de manière massive par des forces de police, en général les BAC et les CSI⁴, produisant alors des manifestations « en rhizome », les affrontements police/manifitant.es éclatant alors simultanément en divers points du centre-ville de Toulouse.

De janvier 2019 à la fin des observations présentées dans le rapport (à la mi-mars 2019): la préfecture a laissé les manifestations se dérouler calmement jusqu'à 16h30, puis a dispersé ceux et celles qui restaient, en les qualifiant de « casseurs » et en les traitant comme tels. À noter cependant que la manifestation du 23 mars 2019 a été « cas-

sée» dès 14h50 par une charge de CSI et de BAC destinée à confisquer une banderole, sans aucune situation de tension préalable. Une comparaison avec d'autres observatoires (Montpellier, Nantes, Bordeaux) montre que cette politique est nationale.

DES DISPOSITIFS DISPROPORTIONNÉS;

UNE ESCALADE DANS LES ARMEMENTS

→ Arrivée des flashball, lanceurs de balles de défense (LBD 40), le 1^{er} décembre 2018.

→ Utilisation offensive des grenades explosives GLI-F4 et des grenades manuelles de désencerclement.

→ Les blindés légers de la Gendarmerie mobile ont fait leur apparition, dès le mois de décembre. Lors de la manifestation du 9 mars, les observateurs et observatrices ont constaté l'utilisation de ceux-ci pour lancer des gaz lacrymogènes.

→ La moto comme arme, les « voltigeurs » : des motos de forte puissance avec deux policiers (dont le passager est la plupart du temps armé d'un LBD) ont sillonné les rues de Toulouse, souvent au milieu des manifestant.es.

→ Les canons à eau, déjà présents lors de manifestations précédant la séquence Gilets jaunes : ils sont intensément utilisés depuis le mois de décembre. Depuis la fin du mois de février, ils sont, avec les PGL65 (lanceurs multi-coups), une pièce maîtresse du dispositif de quadrillage militaire des espaces publics par les CRS.

→ L'utilisation massive et continue (jusqu'à 10 tirs successifs en quelques minutes) depuis janvier des PGL65 pour générer d'importants et compacts nuages de lacrymogènes. La Gendarmerie mobile n'a pas été

en reste, avec l'utilisation simultanée de plusieurs lanceurs Cougar pour le même résultat ; ce qui a provoqué de nombreux malaises chez les manifestant.es.

Nombreux matraquages de manifestant.es sans raison.

ARMES DES MANIFESTANT.ES

Nous avons pu observer des œufs, des poches de peinture, des bouts de bois, des coups de pied, des fusées, pétards et feux d'artifice, des cailloux, des pavés et, très rarement, des cocktails Molotov lancés et/ou projetés sur les forces de l'ordre. Il existe une asymétrie importante entre les moyens mis en œuvre par la police et la nature des actions menées par certains des manifestant.es.

LES « CASSEURS »

Ce terme, flou et globalisant, largement utilisé dans les communications institutionnelles et médiatiques, nous a semblé devoir être mieux caractérisé. Nous nous y sommes attelé.es dans le rapport [...] Le comptage de la préfecture laisse supposer que toute personne qui ne fuit pas devant un gazage généralisé est un casseur ou un « profil violent ». On peut alors mieux interpréter les gazages massifs des actes 1 à 7 qui divisaient les manifestations en deux parties assez similaires en termes de nombre de manifestant.es. Les violences, qui ne manquaient jamais alors de commencer, devenaient, non des erreurs conceptuelles et stratégiques, mais un moyen de mettre en exergue « les casseurs ». Les communiqués de la préfecture, suite à ce désastre pour le droit de manifester, sont alors venus légitimer une gestion déplorable de l'ordre public, puisqu'au lieu de calmer la situation, ces pratiques de gazages rapides ont largement contribué à radicaliser les gens en colère contre la violence de l'État. Or, un comportement qui nous a étonnés est justement que les Gilets jaunes, à la différence des urbains et des manifestant.es observé.es lors de la première phase de l'OPP, ont

1 Lanceurs de balle de défense.

2 Incapacité temporaire de travail.

3 Grenades à main de désencerclement.

4 Brigades anti-criminalité et Compagnies de sécurisation et d'intervention.



[DR]

Mantes-la-Jolie,
le 6 décembre 2018

une forte tendance à ne pas vouloir reculer ou fuir face aux gaz lacrymogènes. Ils et elles ont juste adapté leur « habitus » de manifestant.es et se sont équipé.es de masques et/ou lunettes de protection.

LES VIOLENCES POLICIÈRES

« La force déployée doit être proportionnée au trouble à faire cesser et son emploi doit prendre fin lorsque celui-ci a cessé » (R211-13 Code de sécurité intérieure). Outre le bâton de défense (tonfa), la matraque télescopique⁵, utilisés systématiquement dans les dispersions tout au long des premières manifestations (en particulier entre décembre 2018 et mars 2019), les observateurs et observatrices ont constaté :

→ L'usage immodéré des lanceurs de balles de défense - LBD 40. Cette observation est corroborée par les contacts de terrain avec les groupes de secouristes volontaires qui ont traité, en décembre, plusieurs blessé.es, dont au moins 3 au niveau de la tête. Depuis la mi-mars (un effet des campagnes de presse ?), moindre utilisation, mais utilisation quand même, des LBD.

→ Un large usage des grenades explosives, en particulier des GMD (grenades manuelles de désencerclement).

→ Nous avons aussi récupéré plusieurs « têtes » de GLIF4 (grenades lacrymogènes

instantanées, contenant comme les GMD, une dose de TNT).

→ Une utilisation massive, sans précédent à Toulouse, des gaz lacrymogènes qui provoquent de nombreux troubles importants : « Quand les policiers tirent au Penn Arms (6 grenades pouvant être tirées en moins de 2 secondes), l'air est immédiatement saturé de gaz lacrymogène, de façon qu'il devienne totalement impossible de respirer. Ce n'est pas seulement le système respiratoire qui est affecté, mais également le système digestif, qui réagit alors comme pour une intoxication alimentaire : crampes d'estomac, nausées, vomissements, etc. » [site « Désarmons-les ! »]

Ce sont souvent les équipages BAC + CSI qui lancent les gaz et utilisent les LBD rapidement. Est-ce à dire que les CRS et Gendarmes mobiles sont plus tolérants aux poches de peinture, insultes et autres gestes d'hostilité ? En tout cas, nous avons souvent vu ces professionnel.les du maintien de l'ordre simplement ajuster leurs boucliers suite aux jets divers de projectiles.

⁵ BTP : Bâton télescopique de protection.



[S. D'ignazio]

Paris, le 20 avril 2019

Quoi qu'il en soit, l'hypothèse que nous faisons est que la police, selon sa réactivité aux petits incidents, décide le lieu et l'heure où vont avoir lieu les affrontements.

Nous avons aussi largement constaté :

→ Des contrôles préventifs et des saisies de matériel, avec refus de délivrer des PV de saisine,

→ Des tirs tendus de grenades lacrymogènes ou des grenades de désencerclement lancées de façon non réglementaire et dangereuse (en cloche et non roulées au sol), Des arrestations violentes, indignes, brutales et attentatoires aux droits,

→ Une hyperviolence injustifiée et parfois à la limite de la bavure.

Nous avons aussi vu les BAC prendre des distances avec les codes et les lois, et le montrer avec :

→ Des provocations visuelles, des attitudes arrogantes, le non-port de brassards « police »,

→ L'utilisation de lampes stroboscopiques pour empêcher la prise de photos ou vidéos.

→ La présence de certains types d'écussons portés par des policiers (y compris celui de suprématises blancs, pro-armes...) nous a beaucoup surpris. Nous pouvons aussi

signaler que la presse et les street medics ont été aussi largement visé.es et blessé.es.

La brutalité de la police. Depuis la « loi travail » de 2016, la police a franchi un seuil dans la violence. Les policiers ne sont pas seulement violents, ils sont brutaux : ils gazent à bout portant, ils visent la tête, ils frappent des manifestant.es par derrière, souvent aux articulations, ils frappent à terre, ils frappent des personnes menottées, ils empêchent très souvent les street medics de porter secours. C'est la brutalité de ceux et celles qui veulent revenir sur le droit de manifester.

Les blessé.es. De nombreux et nombreuses blessé.es marquent le mouvement des Gilets jaunes (phases 2 et 3 de nos observations) et dans une proportion qui ne cesse d'interroger. Les chiffres de deux groupes de secouristes volontaires permettent de recenser, avec certitude, 151 personnes blessées physiquement lors de 5 manifestations ayant eu lieu à Toulouse entre les actes XII et XVI des Gilets jaunes (moins du quart des manifestations observées). C'est largement deux fois plus que les chiffres diffusés par la Préfecture pour l'ensemble des manifestations de GJ (60 blessés au 6 avril). Mais si les chiffres officiels sont très en-deçà de la réalité, ils confirment pourtant que le nombre des blessé.es est sans commune mesure

La police montée
(Paris, le 15 décembre 2018)

[S. D'ignazio]



avec celui des précédents mouvements sociaux. Les données des secouristes, les signalements du journaliste indépendant David Dufresne ainsi que les témoignages directement recueillis par l'OPP renseignent par ailleurs sur la nature des blessures : éborgnements, plaies, fractures et hématomes à la tête (comme pour l'un des observateurs, sérieusement blessé au front le 2 février 2019 et hospitalisé) ou bien aux membres supérieurs et inférieurs ; ceci sans compter les intoxications aux gaz lacrymogènes. Les causes de ces blessures sont l'utilisation du LBD40, des grenades GMD et GLIF4, des grenades lacrymogènes ainsi que

des matraquages. Le nombre de cas documentés, observés ou appuyés par des témoignages attestent d'un usage disproportionné de la force ou d'un usage non réglementaire des armes : coups et tirs à la tête, tirs tendus ou trop rapprochés, usages offensifs d'armes destinées à la défense, réponses disproportionnées.

La judiciarisation (nous attendons les chiffres officiels). Les chiffres en notre possession parlent d'eux-mêmes. Le collectif Camé (Collectif auto média étudiant), recensait au 7 avril 2019 « 592 interpellations, 365 gardes à vue, 122 déferrements, une trentaine de personnes en prison, 243 mois de prison avec sur-

sis et 191 mois de prison ferme (incluant les peines aménagées), 22 500 € de dommages et intérêts, 6 050 € de frais de justice, 74 ans d'interdictions de séjour ou manifestation à Toulouse (au 17 février 2019). » Et le collectif Camé ajoute : « Pour comparaison, en 2016 contre la Loi Travail à Toulouse : plus de 120 heures d'interdictions de séjour pendant les manifestations, 745 heures de travaux d'intérêts généraux, 30 mois de prison dont 6 mois fermes, 9 600 € de dommages et intérêts » [sources : comptes rendus de procès sur iaata.info, préfecture de la Haute-Garonne, la *Dépêche du Midi* et Camé]. Nous sommes étonné.es de l'ampleur de cette judiciarisation qui participe, de plein droit, à la « stratégie de la peur » mise en place par les autorités.

CONCLUSIONS

Les observations que nous avons pu réaliser pendant deux ans maintenant confirment clairement une évolution significative de la doctrine des autorités en matière de pratiques policières à l'occasion des manifestations sur la voie publique. Il ne s'agit plus, désormais, de limiter au maximum toutes les formes d'incidents violents pour permettre un déroulement dans le calme des manifestations mais de dissuader purement et simplement les manifestant.es d'occuper l'espace public et de mettre fin à la protestation sociale par un usage immodéré et disproportionné de la force publique. Le fait que les manifestations des Gilets jaunes ne soient pas déclarées (ce qui ne signifie pas qu'elles sont interdites) ne saurait en aucun cas légitimer une telle évolution. Car il s'agit d'une « stratégie de la peur » largement alimentée par une présentation fallacieuse de la réalité de ces manifestations, tant dans le nombre de « casseurs » que dans l'ampleur des violences commises. Les forces de l'ordre génèrent de la peur en prenant l'ensemble des manifestant.es pour cible, en les soumettant à des gazages massifs, à des lancers immodérés de grenades, parfois en tirs tendus, à des tirs de LBD sans raison défensive et à bien d'autres formes

de violence ; ceci jusqu'à susciter des mouvements d'incompréhension et de colère très vifs. On comprend mieux alors les discours gouvernementaux et préfectoraux dramatisant de manière indistincte la « violence des manifestant.es » dans l'objectif de mettre un terme définitif à la contestation. En somme, la force publique est désormais clairement utilisée comme substitut du dialogue social et de la gestion politique de la contestation. Les diverses mesures prises par le gouvernement, comme la loi « anticasseurs », portant directement atteinte au droit de manifester, parachèvent cette stratégie délétère et profondément attentatoire aux libertés publiques. Les organisations membres de l'OPP s'inquiètent profondément de cette dérive et appellent les citoyen.nes à continuer de défendre avec la plus grande vigueur le respect des libertés publiques.

Nous demandons :

- L'interdiction définitive, dans la dotation des policiers destinés à assurer le maintien de l'ordre, des grenades GMD et GLI-F4 ainsi que des LBD simples ou multi-coups ; nous refusons que ses armes de « défense » deviennent, en fait, des armes offensives ;
- Le retrait de la police pénale, en particulier des Brigades anti-criminalité, des dispositifs destinés à encadrer les manifestations ;
- La mise en œuvre d'un audit indépendant sur la formation et le déploiement des Compagnies de sécurisation / Compagnies départementales d'intervention ;
- Une remise à plat profonde de la doctrine du maintien de l'ordre en France, respectueuse des droits de manifester, doit être très rapidement initiée afin de favoriser, comme dans la plupart des pays européens, la « désescalade ».

Les quartiers populaires

Les quartiers populaires ne sont pas absents du mouvement des Gilets jaunes. Certes, comme expliqué par ailleurs, ils n'en sont pas le terreau. Mais dans plusieurs villes, cette dimension est apparue, même si elle demeure minoritaire.

En Ile-de-France, le Comité Adama notamment a pris plusieurs initiatives ; deux exemples ici, avec les appels à des réunions publiques, le 17 février à la Bourse du travail de Saint-Denis (93) et le 11 mai à la Bourse du travail de Paris.



[JC. Saget]

Paris, le 2 février 2019

GILETS JAUNES DE RUNGIS ET COMITÉ ADAMA

Les quartiers populaires reviennent constamment dans le débat autour des Gilets jaunes. Les articles se succèdent dans différents journaux et autres sites pour insister sur l'absence des quartiers populaires. Il y a comme une volonté d'occulter la présence pourtant bien réelle d'habitants des quartiers concentrés dans les grands centres urbains. L'image médiatique du mouvement des Gilets jaunes est celle d'une France rurale, périphérique, qui aurait surgi sur tout le territoire. Cette affirmation, en partie vraie, ne prend pas en compte la mobilisation importante dans les grandes villes de France comme Toulouse, Bordeaux ou Rouen. Il y a une sorte de soulagement de la part d'une élite qui utilise tous les moyens médiatiques pour ne pas voir une implication massive des quartiers dans les Gilets jaunes. Comment imaginer qu'un tel mouvement puisse se faire sans les habitants des quartiers ? Nous sommes investis depuis plusieurs semaines dans le mouvement des Gilets jaunes, nous habitons les quartiers d'Ile-de-France.

Les Gilets jaunes de Rungis et le Comité Adama manifestent chaque samedi ensemble. Nous avons jugé qu'il était important de se réapproprier la parole sur nos vies et sur les luttes que nous menons. D'exprimer, dans le cadre d'un meeting, notre engagement et nos motivations dans le mouvement des Gilets jaunes. Nous souhaitons réfléchir à la façon dont nous pouvons amplifier l'implication des habitants des quartiers populaires, qui vivent l'enclavement, la précarité, le mal-logement, les violences policières et le racisme au quotidien. Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous !¹

RIPOSTONS À L'AUTORITARISME !

À l'initiative de : La vérité pour Adama, Justice Vérité Pour Wissam, Tous Migrants, Front de Mères, Union Syndicale Solidaires, Attac France (Officiel), Maison du Peuple de Saint-Nazaire et alentours, Désarmons-les, Assemblée des blessés, Confédération paysanne, Réseau Sortir du nucléaire, des participant.es à la lutte de Bure, et d'autres... [...]

Nous, organisations nationales, collectifs, habitants de quartiers populaires, de territoires en luttes, Gilets jaunes, personnes impliquées dans des luttes migratoires, sociales, écologistes, paysannes, anti-nucléaires, n'avons plus peur des mots : la répression féroce contre le mouvement des gilets jaunes n'est pas une bavure, elle incarne un système. 279 blessés graves, 22 éborgnés, 5 mains arrachées, 1 personne décédée. 8 700 gardes à vue, 2 000 procès, 1 500 comparutions immédiates, 40 % de peines de prison ferme. Cette répression brutale était autrefois réservée aux quartiers populaires. Maintenant, nous entrons dans un autoritarisme qui se généralise à toute la société.

Nos libertés publiques sont en danger, sous le coup d'un arsenal de lois toujours plus liberticides. La nouvelle loi « anticasseurs » remet totalement en cause le droit de manifester. La séparation des pouvoirs vacille : l'autorité législative est dominée par une

Paris, le 1^{er} décembre 2018



majorité parlementaire aux ordres. L'institution judiciaire est de plus en plus assignée à des fins de maintien de l'ordre. Le gouvernement cherche à asphyxier la contestation politique : quand la matraque ne suffit pas à disperser les foules, le marteau du juge prend le relais. La longueur des enquêtes et des procès gèle autant les luttes que le canon à eau.

À Bure, les opposants au mégaprojet d'enfouissement des déchets nucléaires ont essuyé en un an 60 procès, 28 interdictions de territoire et au moins 5 peines de prison ferme. 7 personnes sont mises en examen pour « association de malfaiteurs », placées sous contrôles judiciaires et interdites de rentrer en contact. À Briançon, parmi les 13 personnes poursuivies pour, notamment, « l'aide à l'entrée d'étrangers en situation irrégulière », 9 sont condamnées à des peines de prison dont 2 à 4 mois fermes. À Beaumont-sur-Oise, la famille d'Adama Traoré attend toujours que la cause réelle du décès de ce dernier soit reconnue. Pendant ce temps, ses quatre frères sont emprisonnés et plusieurs personnes sont ciblées par des contrôles judiciaires. À Clermont-Ferrand, un rassemblement de soutien à Wissam el-Yamni, tué par la police en 2012, est annulé par la préfecture après une mobilisation des syndicats policiers.

La liste peut continuer longtemps. Des gilets jaunes écopent de 6 mois de prison ferme pour avoir diffusé des appels à bloquer des raffineries sur Facebook, des élèves du lycée Arago sont fichés S, *Médiapart* a failli être perquisitionné, des paysans opposés à la ferme des Millevaches sont condamnés à payer 120 000 euros de dommages et intérêt, des syndiqués sont licenciés ou mis en examen pour leurs activités, les militants

de Greenpeace prennent de la prison ferme pour la première fois depuis la création de l'association en France, les adhérents d'ANV COP21 enchaînent les gardes à vue et les perquisitions, de jeunes grévistes lycéens pour le climat sont placés en garde-à-voir parce qu'ils détiennent 3 kg de farine bio. Aucun foyer de contestation n'est épargné. Ces éléments s'additionnent et font système, nous donnent à voir ces « matins bruns » qui pointent à l'horizon.

Face à l'autoritarisme, nous appelons à faire corps et renforcer nos solidarités. Nous refusons de jouer le jeu de la division entretenu par un climat de guerre intérieure où des « intellectuels » vont jusqu'à appeler les policiers à se servir de leurs armes. Nous ne voulons plus laisser personne derrière, isolée face à la répression policière et judiciaire.

Il existe aujourd'hui en France des centaines de prisonniers politiques, de condamnés, de « délinquants » dont le seul crime est de lutter pour le droit à vivre dans la dignité, parce qu'ils ne s'en sortent plus, parce qu'ils veulent défendre des territoires. Condamnés, parce qu'ils luttent contre un système inégalitaire qui détruit les existences et ravage le vivant au nom du profit et du pouvoir. Condamnés, parce qu'ils ne sont pas nés avec la bonne couleur de peau ou le bon patronyme. Nous en exigeons l'amnistie, tout comme l'abandon du LBD40 et des grenades offensives !

Pour faire barrage à ce régime liberticide, nous appelons à la constitution d'un large front commun contre l'autoritarisme et la criminalisation de la contestation, une alliance inédite de luttes de base et d'organisations plus larges. Ceci pour :

- Mettre en lumière les cas de violences judiciaires, qui se vivent à huis clos
- Fédérer les organisations, collectifs, personnes ciblées par la criminalisation, mieux nous connaître pour renforcer nos solidarités.
- Affirmer notre résistance commune².

¹ Suivait l'appel à la réunion du 17 février 2019.

² L'appel se termine par l'invitation à la rencontre du 11 mai 2019.

L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES de Saint-Nazaire

Dans le précédent numéro, nous avons publié plusieurs documents provenant de Commercy. Du 5 au 7 avril, s'est tenue la deuxième rencontre nationale, à Saint-Nazaire. Deux choses sont à garder à l'esprit : d'une part, toutes et tous les Gilets jaunes ne se sentent pas concerné.es par cette dynamique d'assemblées des assemblées ; d'autre part, on y trouve une proportion de militantes et militants politiques plus importante que dans la masse des collectifs de Gilets jaunes présents sur tout le territoire. Il n'en reste pas moins que l'immense majorité des participant.es est bien l'émanation de groupes de Gilets jaunes actifs depuis novembre. Voici les appels adoptés à l'issue de ces trois jours.



[DR]

Saint-Nazaire, le 6 avril 2019

« **N**ous, Gilets jaunes, constitués en assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire, les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble. À la suite de la première assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leur combat contre l'extrémisme libéral, pour la liberté, l'égalité et la fraternité. Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron. Pour seule réponse au mouvement incarné par les Gilets jaunes et autres mouvements de lutte, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire. Depuis cinq mois partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations et au sein de nos assemblées, nous continuons à débattre et à nous battre, contre toutes les formes d'inégalités et d'injustices et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux, ainsi que des services publics pour tous et toutes. Nos solidarités en lutte vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons, fin du monde, fin du mois, même logique, même combat.



[S. D'ignazio]



[S. D'ignazio]

Face à la mascarade des grands débats, face à un gouvernement non représentatif au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe. Concrètement, nous reconnaissons que l'assemblée des assemblées peut recevoir des propositions

des assemblées locales, et émettre des orientations comme l'a fait la première assemblée des assemblées de Commercys. Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux. L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance vis-à-vis des partis poli-

tiques, des organisations syndicales et ne reconnaît aucun leader autoproclamé. Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons tous débattu et élaboré des propositions pour nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination. Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin. Afin de renforcer le rapport de forces, de mettre les citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées citoyennes souveraines et de nouvelles. Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions des travaux de notre assemblée. Les résultats des travaux réalisés en plénière vont alimenter les actions et les réflexions des assemblées. Nous lançons plusieurs appels, sur les Européennes, les assemblées citoyennes populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement. Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore. Nous appelons à une semaine jaune d'action à partir du 1^{er} mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires, un nouveau mouvement social, écologique, populaire. La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action. Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques. Conscients que nous avons à combattre un

système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme. Ainsi nous construirons collectivement le fameux «toutes et tous ensemble» que nous scandons et qui rend tout possible. Nous construisons toutes et tous ensemble à tous les niveaux du territoire. Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple. Ne nous regardez pas, rejoignez-nous.»

POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

«L'Assemblée des Assemblées des Gilets Jaunes prend acte de l'urgence environnementale, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre. La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et du contrôle de la production. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et le péril nucléaire sont autant de menaces qui pèsent sur notre avenir. Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises. La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées. Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du Vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires, un nouveau mouvement social écologique populaire.

L'indignation ne suffit plus, passons à l'action.»

NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIERS ET CONDAMNÉS DU MOUVEMENT !

«Depuis cinq mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est gigantesque. Nous comptons des milliers de blessés, 22 personnes éborgnées, 5 mains arrachées et une personne tuée.



Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un acte d'intimidation politique, elles cherchent à nous terroriser pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. Pour justifier ce crime, le gouvernement, avec l'appui de certains médias, criminalise toutes celles et tous ceux qui contestent sa politique. La répression judiciaire prend la suite des violences policières pour étouffer le mouvement : 8 700 gardes à vues, 2 000 procès dont 1 500 comparutions immédiates, près de 40 % de peines de prison fermes, plus de 400 mandats de dépôt.

Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société. Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme acte national samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'acte 27.

Nous exigeons :

→ l'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement

des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées ;

→ l'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées ;

→ la défense des libertés publiques et des droits fondamentaux ;

→ la reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires, et de toutes les luttes défendant le bien commun, écologiques et revendiquant une démocratie directe, comme des prisonniers politiques.

Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme ! Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique. Nous appelons à la constitution d'une plate-forme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés et les prisonniers. Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire. L'Assemblée des Assemblées appelle à mani-

Paris, le 8 décembre 2018

[DR]



fester le 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs » à l'appel de plus de 50 organisations dont la Ligue des Droits de l'Homme. Samedi 18 mai, retrouvons-nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons ! Cet appel sera partagé et transmis dans les groupes, ronds-points et AG locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent ! »

APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

« Nous, Gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi ! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne !

À l'inverse du modèle actuel, les Gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique ou primeront enfin nos conditions de vie, de travail, nos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement. Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des Gilets jaunes ! Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons :

- d'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale ;
- de tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la créativité des groupes locaux, par exemple : carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote, le 26 mai, etc.

Nous proposons aux Gilets jaunes de Belgique de coorganiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat du vote, il faudra compter sur nous ! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples. Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs. ■



Gaillac

UNE EXPÉRIENCE DE VIE COLLECTIVE ET DE DÉMOCRATIE DIRECTE

Samedi 20 avril, Gaillac. Nous réoccupons le Rond-Point une troisième fois après avoir subi deux destructions. Cette fois, ce sera surtout de l'occupation de l'espace, pas question de rebâtir notre cabane qui aura vécu cinq mois, jour pour jour, rasée le 17 avril au petit matin. La guerre d'usure a commencé mais la dernière assemblée générale, forte de soixante-dix présent.es, a été unanime : pas question de céder du terrain pour le moment.

Esquisse d'une expérience collective par des Zèbres de Gaillac, syndiqué.es ou ex-syndiqué.es à SUD. Les prénoms ont été changés.



[DR]

Rond-Point des Zèbres,
à Gaillac

VISIBILITÉ

À Gaillac, depuis le 17 novembre, il y a au moins trois points d'occupation : un sur terrain privé et deux sur des espaces publics dont le Rond-Point central en bordure de la zone commerciale. Au début, pour se repérer, c'était de « Rond-Point Leclerc », nom de l'enseigne principale à proximité, dont on parlait. C'est le cas de beaucoup de Ronds-Points en France : « Rond-Point Intermarché », « Rond-Point Mac Do », etc., traduisant la civilisation de consommation adossée à celle de l'automobile. C'est dans ce décor morbide et commun à toutes les zones périurbaines, qu'a surgi la vie. En Gilets jaunes pour souligner l'Urgence, des personnes qui ne se connaissaient pas hier, se mettent à construire ensemble un abri, sur quelques mètres carrés, visible par tous, ouvert à tous. Impossible de le rater. Cette présence sur le RP s'est imposée : les choses ne devaient désormais plus tourner rond. Depuis, nous l'avons rebaptisé le RP des Zèbres (à cause des Zèbres que la mairie avait installés à proximité pour le festival des Lanternes de Gaillac). Depuis cinq mois, sur ce minuscule espace, un feu est allumé tous les matins, pour dire bonjour à celles et ceux qui se lèvent tôt

Gaillacois en manif,
à Toulouse



[DR]

pour partir travailler ; c'est presque toujours Maurice qui est à la manœuvre. Maurice est retraité d'EDF et a été longtemps syndiqué à la CGT où il avait des responsabilités. Le soir, c'est souvent Joseph qui éteint le feu vers 18 heures ou 20 heures, suivant la météo ; la nuit tombe tôt en hiver. Quand Maurice a pris quelques jours de repos cet hiver, Rodolphe, un jeune de la CGT, l'avait remplacé. Entre le lever et le coucher du soleil, il y a toujours des passages de GJ ; l'hiver on se serre autour du feu ; depuis les beaux jours, il a fallu installer un parasol. La pluie et le froid n'ont pas eu raison de l'occupation, grâce à l'énorme soutien exprimé par la population. Outre les klaxons qui résonnaient sans discontinuer, il y avait trop à manger dans la cabane, même si nous partagions les repas du midi, voire du soir, avec ceux et celles qui étaient de passage. En décembre, les retraités du RP se postaient alors

aux passages cloutés pour distribuer des goûters aux collégiens et collégiennes. Au bout de quelques mois, la fatigue est là. La question de rester sur le RP est revenue dans plusieurs AG ; à chaque fois, les partisans de « tenir le Rond-Point » ont été les plus nombreux et nombreuses : il faut que nous restions visibles en dehors des temps forts du samedi. C'est de cette façon déterminée que l'on montre la profondeur de ce mouvement, ancré désormais dans le quotidien des Gaillacois.es. Comme le souligne Ruffin dans son film, c'est un mouvement de personnes qui sont habituées à une certaine rudesse de la vie : même nos assemblées générales se tiennent dehors, sur la place publique, qu'il pleuve ou qu'il vente, elles restent ouvertes à tous. Ce qui peut apparaître comme une stratégie de la visibilité, ne découle d'aucun mot d'ordre, et est bien le fruit d'une intelligence collective intergénérationnelle.

GÉNÉRATIONS

Sur notre RP, qui brasse un noyau d'une centaine de personnes actives (sans compter le soutien important de la population locale), dont la plupart sont présentes depuis le début, il y a autant de femmes que d'hommes. Certain.es viennent en couple. Les plus pauvres ne sont pas les plus représenté.es. La plupart peuvent être considéré.es comme faisant partie de la classe moyenne. Les jeunes côtoient les plus âgé.es, les plus nombreux et nombreuses. Ceux et celles qui ont plus de 70 ans sont les piliers du RP, disposant de temps mais aussi d'expérience : ils et elles sont né.es juste après la guerre, et avaient 20 ans en 1968. Cette génération qui vu naître les acquis du CNR, a vécu les 30 glorieuses, a aussi assisté à la montée des inégalités, à la fracture territoriale, au recul des services publics. Elle a été au premier rang des concerné.es par les mesures de 2003 concernant la retraite. En nombre sur le RP, ceux et celles qui s'étaient engagé.es dans cette lutte. En revanche, la « génération Devaquet » y est moins présente, de même que la « génération CPE ». Très nombreux et nombreuses également, voire majoritaires, des personnes qui n'ont jamais lutté de leur vie.

D'une certaine manière, les RP sont un lieu de relais des mémoires et de l'expérience ; il y a comme urgence à transmettre des valeurs telles que le partage et la fraternité, que le capitalisme s'est efforcé d'effacer depuis quarante ans pour ériger l'individualisme comme modèle. Et ça fonctionne : le RP est devenu la place du village. Tous les soirs, on s'y retrouve entre personnes qui ne se seraient jamais rencontrées en restant derrière leur écran de télévision ou coincées dans leur voiture pour se rendre dans les « drive » : il y a des retraité.es de la Fonction publique, du monde associatif, des artisan.es, des employé.es de divers commerces, de la maison des retraites, des privé.es d'emploi, des secrétaires, des enseignant.es, des commerçant.es, des routiers...

La plupart n'ont jamais milité et personne n'avait milité de cette façon : sur le RP, on y lutte mais on y vit d'abord. L'essentiel, c'est la nourriture quotidiennement partagée ensemble : on est égaux face à la saucisse grillée. On vérifie que l'on a bien des choses à partager : les soirées où l'on chante, où l'on danse. Chacun, chacune fait un pas vers l'autre : la « danse des canards » succède à la « butte rouge ». On fait de la cuisine sur le RP, de la soupe bien chaude est servie à la fin des assemblées générales, on partage des recettes et savoir-faire, hommes et femmes. Lors des deux réveillons, on a aussi vu le RP éclairé par la joie : « le meilleur réveillon que j'ai partagé », selon l'avis des noceurs et noceuses. C'est ce partage qui permet de partager ensuite les valeurs que l'on revendique.

DÉMOCRATIE

Les syndicalistes ne manœuvrent pas mais sont à l'œuvre, à n'en pas douter, ne serait-ce que par leur présence indéfectible. Ils et elles sont moteurs également dans l'organisation des débats (sur la santé, l'éducation, le numérique...); c'est que les Zèbres marchent sur deux jambes : action et réflexion. Au départ, les actions étaient d'abord le ralentissement de la circulation sur le Rond-Point, tous les samedis alors que nous étions en nombre pour le faire. Les syndicalistes de la CGT ont pesé pour qu'il n'y ait jamais de blocage total sur Gaillac : on veut la population avec nous et non contre nous. Chacune et chacun, ensuite, s'est investi.e selon ses convictions : rester sur le RP, aller faire nombre aux manifestations hebdomadaires à Toulouse, participer à des actions de blocage organisées en région... Chacun et chacune savait ce qu'il ou elle avait à faire, aucun mot d'ordre ne s'imposait ; c'est cette dimension de géométrie variable permettant à tous de s'impliquer en fonction de ses motivations et de ses contraintes qui explique le succès du mouvement, là où les organisations syndicales avaient échoué.

De la CGT (du public et du privé) ou de SUD, à la retraite ou en exercice, les syndicalistes du RP ne sont pas tous identifié.es. Certain.es sont aussi des militant.es politiques, pas tous. Ce n'est pas avec sa carte que l'on se présente au RP. On s'appelle par nos prénoms, parfois des « noms de guerre », ce n'est en général qu'au bout de quelques semaines que l'on finit par savoir ce que fait l'autre. Ce n'est pas grave, ce qui est important ici, c'est ce que l'on fait ; et souvent une simple présence suffit. Les premiers temps ont été marqués par une prudence, parce que l'on ne se connaît pas, parce que certain.es ont « fait » Sivens, et sont regardé.es comme « zadistes » par les autres. L'acte fondateur du pacte des GJ de ce RP a été la publication d'un texte adopté en AG par plus de deux cents personnes. La lutte des classes y est bien affirmée, avec la revendication de la justice sociale et la dénonciation des bénéfices captés par le Capital au détriment du Travail. La question de l'écologie a aussi été présente, dès ce premier texte. C'est certainement ce qui a distingué ce RP des autres qui se sont cantonnés à répercuter deux mots d'ordre : contre les taxes et pour le RIC. La force du RP des Zèbres a été d'élaborer à la base et avec tous les présent.es une plateforme revendicative. Les syndicalistes n'y sont pas pour rien ; ils et elles n'ont pas agi en tant qu'affilié.es à une structure mais en tant que GJ. Ils et elles déplorent par ailleurs l'absence de réactions de leurs syndicats et de leurs adhérent.es. « *Pourquoi les syndicats n'appellent-ils pas à rejoindre les GJ et les Ronds-Points alors que nous luttons pour l'amélioration des conditions de vie des exploité.es ?* », c'est la question qui nous taraudait en décembre. Cet isolement n'est pas que le fait de syndicalistes, c'est propre à tous les milieux représentés sur le RP : chacun et chacune se pose la question : « *pourquoi mes collègues ne sont pas là ?* », « *pourquoi mes camarades manquent à l'appel ?* » Celles et ceux que l'on attendait là, n'y sont pas. D'autres, contre toute attente, sont là. Pourquoi ?

À partir de janvier, le temps n'était plus aux questions, les GJ devaient construire, seul.es. Sur le RP des Zèbres, nous ne sommes jamais posé.es la question de savoir s'il fallait que l'on fasse de la « politique » ou pas. Mais les actes politiques étaient posés tous les jours. Comme lors de l'épisode où nous avons fait savoir que le militant de « Debout la France », venant faire la propagande de son parti en GJ, était indésirable sur le RP. L'épisode a été violent : son exclusion a été votée à mains levées, comme du temps de la Cité d'Athènes où les « *ennemis de la démocratie* » étaient bannis par le vote des citoyens. Le RP des Zèbres reflète les rapports de forces d'un mouvement plus général, qui voit la défaite de l'extrême-droite dans sa tentative d'exploiter la misère, et ce grâce aux militantes et militants qui ont choisi de s'y investir. Même peu nombreux et nombreuses, leur présence a été décisive. Ils et elles ont constitué ainsi un premier barrage sur le terrain ; mais la digue peut céder et le renversement de situation reste probable, notamment sur le terrain électoral, si ce mouvement ne débouche sur rien de concret sur le plan social. La démocratie sur le RP a rapidement pris l'allure de la démocratie directe. Pas de représentant.es, une assemblée générale hebdomadaire valide les décisions d'orientation, d'action. Un compte-rendu est rédigé et porté à la connaissance de tous et toutes. Des liens se sont tissés avec d'autres groupes, nous avons été acteurs et actrices des coordinations départementales, nous avons envoyé une déléguée à la rencontre de Saint-Nazaire. Sabrina est aussi une ancienne syndicaliste.

OÙ SONT LES SYNDICATS ?

Parmi les actions, il a été décidé d'intervenir pour dénoncer la fermeture du Centre des impôts de Gaillac. Les GJ souhaitent agir de concert avec l'intersyndicale des Finances, qui se mobilisait au même moment contre les attaques subies par les

[DR]



16 mai 2019 : on est toujours là. Comité d'accueil des Zèbres pour le meeting de De Rugy à Gaillac

fonctionnaires des Finances. Trois militants (Solidaires et CFDT) sont venus s'exprimer à une de nos AG. Nous étions confiants dans la possibilité d'unir nos forces. C'était en janvier. Malgré les efforts d'Aurélien, militant de Solidaires investi dans l'intersyndicale, nous n'obtiendrons jamais une suite positive à notre demande d'action commune. Le 17 avril, les GJ de Gaillac et de Rabastens appellent au rassemblement/action devant le Centre des impôts, sans les syndicats. De même dans le secteur de l'Éducation nationale, pourtant fortement mobilisé en novembre-décembre contre les mesures Blanquer. Alors que le lycée de Gaillac était fortement mobilisé, jamais les enseignant.es de ce lycée, y compris syndicalistes, n'ont fait la démarche pour tisser des liens. Au contraire, ils et elles veillaient à une stricte distance. Au niveau de SUD Éducation, une poignée de militant.es, a rejoint les Ronds-Points. Toujours en décembre, ce fut la colère sur les Ronds-Points, quand on apprit que la CGT et FO transports annulaient leur préavis de grève illimitée et de blocage, du fait d'un accord de branche sécurisé sur les heures supplémentaires, garanti par la ministre du Travail.

Une brèche semble s'être ouverte en mars avec des appels à converger, entre des structures syndicales locales, les mouvements agissant pour le climat et les Gilets Jaunes. Le mouvement des GJ entrait dans une phase d'affaiblissement qui permettait alors aux syndicats de ne pas être totalement en

position de faiblesse, comme cela aurait été le cas en décembre. Mais la brèche fut vite refermée avec la stratégie d'isolement opérée par le gouvernement, avec la surenchère répressive sur fond de « Grand débat » visant à enfermer le mouvement des GJ dans la « violence ». À l'évidence, il n'en fallait pas plus pour effrayer les syndicats, s'en retournant à leur rôle de gestion tranquille de la contestation. L'appel intersyndical pour la manifestation du 1^{er} mai à Albi, incluant la FSU et Solidaires, ne fait aucune référence aux Gilets Jaunes. La vie peut reprendre son cours.

C'est la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, qu'une lutte sociale d'ampleur se déroule en l'absence des syndicats ; qu'on soit syndiqué.e ou non, qu'on l'ait été ou pas, le constat sera irrémédiable. Le vase a été renversé. Un proverbe vietnamien dit que le vase renversé, remis droit, ne sera jamais plein. Ne disons pas, pour conclure, que le mouvement des Gilets jaunes dans le Tarn, comme ailleurs, laissera des traces car il n'est pas terminé. Le mercredi 17 avril, le jour anniversaire du cinquième mois du mouvement, au lendemain de l'incendie de Notre-Dame, alors que l'instrumentalisation de l'émotion permet de ressusciter la rengaine de l'union nationale (ou union sacrée), la cabane du RP des Zèbres a été rasée au petit matin. Le jour même, elle est remise sur pied avec un mât de quinze mètres : nous prenons de la hauteur. Le lendemain, tout est à nouveau cassé. Le surlendemain, nous occupons non plus un seul RP mais deux. Les installations ont été à nouveau détruites. À l'heure où nous terminons ces lignes, le RP est à nouveau occupé, avec une installation mobile.

VILLENEUVE-SUR-LOT

Les Gilets jaunes du rond-point du Campanile

**Le 28 mars 2019, les Gilets jaunes
du rond-point du Campanile,
à Villeneuve-sur-Lot, ont publié
ce « communiqué de victoire »...**

[DR]



Le rond-point du Campanile
à Villeneuve-sur-Lot

Victoire : la colère que chacun pensait ressentir solitairement a rencontré celle du plus grand nombre !

Victoire : les Gilets jaunes ont brisé dans la population le sentiment d'accablement et de fatalité qui donnait aux puissants la certitude d'avoir définitivement gagné !

Victoire : les ronds-points, zones sans vies et très coûteuses pour les communes, sont devenus des lieux humains de rencontres et de partages !

Victoire : ce qui était destiné à gérer la circulation pour en accélérer encore la fluidité-productivité s'est transformé en espaces où le temps se dépense sans compter à bavarder directement sur la vie et le monde !

Victoire : le terrorisme d'État mené à coups de mutilations, de LBD40, de menaces militaires et pratiquant une brutalité sans pareil n'a pas réussi à stopper la poursuite, semaines après semaines, des manifestations et rassemblements !

Victoire : malgré l'hiver, le froid et la pluie, les Gilets jaunes ont continué à tenir partout les ronds-points !

Villeneuve-sur-Lot :
pas besoin d'aller à Paris...



[DR]

Victoire : l'État doit sortir les blindés et mettre à bas le masque des mensonges sur la démocratie !

Victoire : les services de police et de surveillance sont pris à contre-pied et se trouvent confrontés en permanence à des situations dont la logique leur échappe !

Victoire : le mouvement des Gilets jaunes a permis de mettre fin au faux consensus dans la société, et de voir, enfin, qui sont ceux qui souhaitent un mieux-être commun et qui sont ceux qui ne pensent qu'à leurs seuls intérêts !

Victoire : malgré tous les coups, mensonges, calomnies, insultes, mépris, que n'ont eu de cesse de déverser médias et politiques, les Gilets jaunes ne se sont pas mêlés de polémiques et de faux débats !

Victoire : partis d'une opposition aux taxes, les Gilets jaunes sont entrés sur le terrain d'une remise en cause radicale de la société !

Victoire : les étiquettes, automatismes et fétiches politiques ont été mis au rancart au profit de pratiques concrètes !

Victoire : après quatre mois d'existence le mouvement n'a pas l'intention de se trou-

ver un leader, au grand dam des autorités qui n'ont personne à se mettre spectaculairement sous la dent !

Victoire : face à la terreur d'État, les capacités créatives et collectives des Gilets jaunes inventent sans cesse de nouvelles stratégies !

Victoire : les partis politiques sont, parmi les Gilets jaunes, regardés avec hostilité !

Victoire : après des décennies d'humiliation, d'isolement et d'écrasement, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes relèvent la tête !

Victoire : le mouvement des Gilets jaunes inspire des millions de personnes sur toute la planète !

Victoire : au soir du 1^{er} décembre, le Medef a demandé à ses adhérents de « lâcher du lest vis-à-vis des salariés » « au risque de tout perdre »... !

Victoire : confronté à la quantité et à la qualité des discussions, recherches, inventions et échanges, le « Grand Débat national » est apparu pour ce qu'il est : une grotesque comédie dont les seuls bénéficiaires sont destinés aux dirigeants !

Victoire : il est de plus en plus fréquent d'entendre des Gilets jaunes refuser de se plier à cette fausse division entre casseurs et pacifistes (!) !

Victoire : les Gilets jaunes sont et restent le cauchemar des décideurs, des autorités et des prédateurs en tous genres !

Victoire : le mouvement se construit lui-même et au fur et à mesure, dans une grande confiance à l'égard de sa popularité et la plus grande défiance vis-à-vis des méthodes obsolètes d'organisation !

Victoire : les Gilets jaunes remettent au centre des discussions et réflexions la question de la société dans son ensemble et pas seulement des préoccupations liées au travail ou à des secteurs particuliers !

Victoire : la plupart des politiciens polémiquent ridiculement entre eux pour savoir qui est « le plus Gilet Jaune » ou qui « [les] avait annoncés avant tout le monde », pendant que les Gilets jaunes les regardent avec indifférence, mépris ou moquerie, selon les jours !

Victoire : le gouvernement a été ridiculisé par l'ONU qui l'accuse d'« usage abusif de la force et de restriction grave aux droits de manifester » !

Victoire : les réseaux sociaux apparaissent finalement inadéquats à cette soif de rencontres, d'échanges et de coordinations directs entre les gens !

Victoire : l'égalité, la bienveillance et la tolérance sont les principes intangibles auxquels, dans les faits, se tiennent les Gilets jaunes !

Et c'est loin d'être fini !

■ Les Gilets jaunes du rond-point du Campanile, dit le rond-point d'Olivier en hommage à notre ami, tué le 20 décembre 2018

Syndicalistes Solidaires et Gilets jaunes

C'est sans nous concerter, que nous, militant.es Solidaires, chacun.e de notre côté, avons décidé de rejoindre l'immense manifestation des Gilets jaunes, partie de l'aéroport de Trémuson en direction de Saint-Brieuc et qui paralysera une grande partie de l'agglomération jusqu'à tard dans la nuit du samedi 17 novembre 2018. Ce n'est que le soir, vers 22 heures, que nous nous appellerons sur nos portables pour nous retrouver, nous regrouper. Quelque chose d'énorme était en train de se passer et nous pensions qu'il fallait absolument réussir à faire comprendre aux manifestant.es Gilets jaunes que notre présence, celle de syndicalistes, était tout à fait légitime, mais aussi utile au mouvement naissant !

Retraité de la Poste, Serge Le Quéau est membre de Sud PTT et un des animateurs de Solidaires Côtes-d'Armor. Floriane Hédé est également membre de Sud PTT et Solidaires Côtes-d'Armor.



[DR]

ARRÊTS SUR IMAGES À SAINT-BRIEUC

Saint-Brieuc,
le 12 janvier 2019

Des âmes bien pensantes nous disaient depuis plusieurs jours que ce mouvement était orchestré par des groupes d'extrême-droite et que, donc, il ne fallait pas y aller. Et si le seul but de ces discours était justement de nous en tenir éloigné.es ? Tous ces citoyen.nes qu'on a croisé.es exprimaient une colère légitime, sans les codes habituels, mais avec tellement de force et de sincérité ! Ils sont bien là, les Gilets jaunes, des milliers qui bloquent toute la zone commerciale de Langueux et la RN 12, qui relie Brest à Rennes. Un premier pas est franchi !

Saint-Brieuc,
le 20 novembre 2018



[DR]

Entre nous, nous sommes d'accord : il est impensable de regarder le train passer, de ne pas y aller et laisser carte blanche aux « fachos » qui avancent masqués pour propager leurs idées nauséabondes. Alors, sans hésiter, on y va ! Il faut faire vite, pas trop le temps de réfléchir. La première idée qui nous vient, c'est de créer des affiches et des flyers, de tagger les murs de slogans. Sur un parking de la zone commerciale, Serge a vu, accrochée à un fourgon, une grande bande-rolle faite avec un drap blanc sur laquelle était écrit à la peinture noire : « illettrés et sans dents peut être, mais courageux et nombreux certainement ». Tout était dit ! Dès le dimanche soir, nous tirons en catastrophe, dans les locaux de Solidaires, quelques

modèles de flyers, sans étiquette syndicale. On a bien compris qu'il nous faudrait du temps pour, peut-être, se faire accepter par les Gilets jaunes, alors on se concentre sur l'urgence : dénoncer Macron et son gouvernement !

À Saint-Brieuc, toutes les informations seront, dans un premier temps, diffusées sur une page Facebook très active (plus de 20 000 personnes abonné.es). Dès le 17 novembre et pendant 3 semaines successives, les actions et blocages se succèdent. Difficile de savoir où ? Quand ? On réussit, dès le 20 novembre, à rejoindre un groupe devant la préfecture : trop tard ! Les autres sont en route pour les impôts, on a le temps d'échanger quelques mots avec

[DR]



Saint-Brieuc,

le 25 novembre 2018

leurs porte-parole locaux, Tristan Lozach, Benoît Julou et la Morbihannaise très médiatisée Jacline Mouraud, celle qui au début du mouvement avait lancé un appel sur *Youtube*, visionné par plus de cinq millions de personnes. Serge leur déclare que s'ils et elles pensaient pouvoir destituer le gouvernement, comme annoncé à la presse (dans *Ouest France* lors d'une interview), seul.es avec le mouvement des Gilets jaunes, ils et elles mesuraient très mal le rapport des forces en présence et se faisaient beaucoup d'illusions. Car ils et elles ne devaient pas oublier que l'oligarchie et Macron, pour défendre leurs intérêts, n'hésiteraient pas à utiliser la police, voire l'armée s'il le fallait. Il faudra donc, pour renverser le gouvernement, que des millions de gens descendent dans la rue ; pas seulement quelques milliers, mais toutes les forces sociales, syndicales, politiques opposées aux politiques qui détruisent notre modèle social issu du Conseil national de la Résistance. C'est pourquoi il fallait organiser une convergence des luttes sociales avec le mouvement des

Gilets jaunes. Ensuite, nous sommes partis rejoindre le groupe qui est déjà devant le centre des impôts. Un message sera tagué à la peinture noire sur le trottoir, sous les applaudissements des Gilets jaunes et filmé en direct sur BFM : « Justice fiscale ou enfer social ». Des affiches seront collées sur les murs. On ne réfléchit même pas... On pense bien faire, pourtant, ce jour-là, des fonctionnaires des Finances enfermés dans leurs locaux, seront choqués que des syndicalistes agissent de la sorte et se mélangent avec des Gilets jaunes. On s'aperçoit que le mouvement, avec toutes les questions qu'il soulève, fait peur, qu'il n'est pas compris. Alors, nous pensons qu'il y a urgence à nous retrouver entre militant.es au local de Solidaires, pour en discuter.

Le lendemain, nous sommes allés sur le blocage de la RN12, près de Langueux, et avons distribué des centaines de flyers

Saint-Brieuc,
le 15 décembre 2018

[DR]



imprimés dans les locaux de Solidaires. L'accueil a été très chaleureux et de nombreux Gilets jaunes ont participé avec nous à la distribution sur la quatre voies. Finalement, le 22 novembre, nous tenons une assemblée générale de Solidaires, en y invitant des Gilets jaunes. L'un d'eux, Marcel, militant Solidaires dans l'agroalimentaire, voudrait que les syndicats s'effacent et se fondent dans le mouvement des Gilets jaunes : il n'en démord pas. Sa présence ne facilitera d'ailleurs pas le dialogue, il ne veut rien entendre... C'était trop tôt. Mais pour la grande majorité des militantes et militants présents, il est évident que l'Union départementale Solidaires des Côtes d'Armor doit s'engager dans le mou-

vement et appeler publiquement à la convergence des luttes.

Difficile à gérer, tout ça, pour les équipes militantes ; surtout que nous étions, à l'époque, en pleine période d'élections professionnelles dans la Fonction publique et d'élections pour le renouvellement des membres des Chambres d'agriculture. Le samedi 1^{er} décembre, journée de lutte nationale contre la précarité et le chômage, un rassemblement est prévu par l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires des Côtes d'Armor. Nous sommes plusieurs de Solidaires à vouloir que la convergence se fasse ce jour-là, entre le mouvement syndical et les Gilets jaunes. Pour cela, nous décidons de faire fabriquer une banderole :

[DR]



Saint-Brieuc, le 5 février 2019

« Si nous voulons gagner, c'est tous ensemble qu'il faut lutter !!! »

Les vacances de Noël sont arrivées, les Gilets jaunes étaient toujours là, nous étions aussi toujours là. Déterminé.es, malgré le froid, la fatigue, les violences policières de plus en plus importantes. Ensemble, grosses frayeurs face à des flics surexcités, qui nous pourchassaient, nous balançaient des grenades lacrymogènes et nous tiraient dessus avec leurs LBD. Avec le temps, des amitiés se sont créées, sur les ronds-points, dans les assemblées. Après l'annonce de l'attribution d'une prime de 300 € pour chaque postier.e, obtenue grâce au mouvement des Gilets jaunes, le bureau départemental du syndicat Sud PTT, notre syndicat, décida qu'il serait bien de pouvoir les remercier. Un Noël solidaire des Gilets jaunes devait être organisé; nous avons décidé d'acheter des livres pour les offrir aux enfants des Gilets jaunes en guise de remerciement.

Depuis le premier jour, nous avons participé à un maximum d'actions sur la région de Saint-Brieuc, les samedis mais aussi les autres jours; nous avons participé aux assemblées générales quasiment toutes les semaines, dans des locaux prêtés par les mairies de Plérin et Trégueux. Lors des appels de l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires à la grève et à la manifestation, des 14 décembre, 5 février et 19 mars, un groupe de Gilets jaunes a accepté de nous rejoindre, mandaté par leur assemblée générale. Chose complètement impensable au mois de novembre...

Quand on est née en 1982, juste après le tournant néolibéral qui nous a imposé tant de régressions sociales, il n'était pas concevable pour une militante de Sud Ptt depuis 2007 comme Floriane, de rester en dehors d'un tel mouvement de révolte qu'elle attendait depuis longtemps.

■ Floriane Hédet et Serge Le Quéau

NOUS SOMMES TOUS DES GILETS JAUNES

Le texte qui suit a été rédigé en mars 2019. Rédigé par un militant FSU, il interroge sur l'inertie de la majeure partie des organisations syndicales vis-à-vis du mouvement des Gilets jaunes.

Yves Baunay est membre du chantier « Travail » de l'Institut de recherche de la FSU. Il participe aussi au collectif Travail et Démocratie, où se croisent des syndicalistes et chercheurs.



[DR]

Gilets jaunes à Saint-Gaudens
(31)

Voilà plus de deux mois que le mouvement des Gilets jaunes occupe la scène politique sur tout le territoire français. L'acte XII du mouvement a eu lieu le 2 février. L'acte I a eu lieu le 17 novembre. À la mi-mars, le mouvement se poursuit. L'exaspération du pouvoir est toujours manifeste. Une tentative de jonction entre le mouvement syndical et le mouvement des Gilets jaunes a eu lieu le 5 février avec un appel à la grève. Une tentative plutôt ratée et sans prolongement. Pendant ces trois mois, l'Institut de recherche de la FSU et le mouvement syndical dans son ensemble ont observé de l'extérieur cet événement qui marque pourtant une accélération extraordinaire de l'histoire de notre société et de sa transformation en profondeur, dans des directions qui ne sont pas anticipables et qui résulteront en dernière analyse de ce que feront les citoyens et les travailleurs. Mais pendant ces deux mois, il s'est passé quelque chose dans le champ politique qui reste énigmatique, hors norme et donc déstabilisant. En tant que membre du chantier travail et comme militant, je me sens impliqué depuis le premier jour dans cet événement, à ma façon, sans participer ni aux rassemblements des ronds-points, ni aux manifestations. J'ai tenté de mener l'enquête, à ma façon.

Le 17 novembre, le hasard de mon agenda familial m'a conduit dans ma petite maison de campagne, située dans le bourg rural de La Lande Charles dans le Maine et Loire. J'ai parlé avec mes voisins, mes neveux... des paysans, des ouvriers, artisans, employés, retraités... J'ai croisé des Gilets jaunes sur un rond-point à Longué (chef-lieu de canton), à l'entrée d'un centre commercial fermé à Beaufort-en-Vallée, un autre chef-lieu de canton. J'ai surtout parlé avec des gens qui les soutenaient dans ce mouvement. J'ai compris alors qu'il se passait quelque chose d'important sur le plan politique. Des secteurs et des éléments des couches qui se vivent parmi les plus périphériques de la société, se mettaient en mouvement, à la surprise générale. Une sorte de soulèvement collectif perceptible dans les profondeurs de notre société, comme une tectonique des plaques sociale. Le plus important semblait résulter de la

manière de développer un mouvement sans précédent dans sa forme, son organisation, les énergies qu'il mobilise, les empreintes qu'il imprime, dans notre société et au-delà. Le contenu du message ou plutôt des messages délivrés par les Gilets jaunes ne se laisse pas facilement appréhender : il n'y a pas de plateforme clairement affichée, pas de porte-parole institué. Ceux et celles qui tentent de s'autoproclamer représentant ou porte-parole se trouvent très vite marginalisés, contestés. On assiste à une façon inédite de bousculer les normes établies des mobilisations. Ce mouvement hors normes constitue pour moi une énigme que j'essaie d'élucider. Difficilement. Tenter de mettre des mots sur ce mouvement c'est déjà se positionner en désadhérence avec le réel des actions individuelles et collectives qui lui ont donné forme et contenu. Je commence alors à me constituer un dossier de presse à partir des quotidiens : *Le Monde*



essentiellement auquel je suis abonné, *l'Humanité*, *La Croix*... et aussi des textes d'analyse qui circulent sur les réseaux sociaux, à gauche notamment. Mais surtout beaucoup d'échanges improvisés avec les gens, au hasard des rencontres.

Mon organisation syndicale, le SNES et la FSU m'ont semblé embarrassés, interloqués face à un mouvement effectivement surprenant qui a tenu dès le début à rester en dehors de tout syndicat et de tout parti politique. Même si des militant.es syndiqué.es y ont pris une part active, notamment des retraité.es. Syndicats et partis politiques sont effectivement restés à distance, tout en se considérant interrogés par ce mouvement inédit. C'est d'ailleurs tout le mouvement syndical, tous les cercles militants que je côtoie en région parisienne qui sont apparus comme frappés de stupeur. Comme si chacun de nous, militants syndicaux, politiques, associatifs... spécialistes des analyses des situations sociales et des mobilisations en tout genre, nous nous retrouvions hors-jeu sur la scène politique. Celle-ci est restée occupée principalement, durablement, par les Gilets jaunes, leurs actions et les réactions que celles-ci produisaient dans le mouvement syndical et politique institué, à tous les niveaux jusqu'à la présidence de la République. Début février, c'est le pouvoir politique en place, le président de la République et sa majorité parlementaire qui sont en train de reprendre l'initiative avec l'appui d'une grande partie des médias. Ceux-ci, après avoir navigué à vue pour rendre compte de ce qui se passait réellement, ont vite repris leurs habitudes et leurs postures habituelles respectives. Mais rien n'est réglé. Toutes les questions qui ont émergé sur la scène politique restent posées et prêtes à ressurgir à la moindre occasion.

Il a fallu attendre des mois pour que des débats, des échanges collectifs commencent à s'organiser notamment au sein du mouvement associatif, du côté de ceux qui centrent leur réflexion sur les probléma-

tiques liées au travail... À *Travail et Politique*, nous avons commencé début janvier à essayer de comprendre collectivement ce qui se passait. Mais sans en faire un sujet central d'échanges. D'ailleurs on se demandait si la question du travail comme activité était vraiment posée. Tout semblait plutôt indiquer le contraire à priori. Et nous n'avons pas cherché à en faire un sujet de débats entre nous ou avec le public. Au chantier travail de l'Institut de recherche de la FSU, nous avons commencé à échanger lors de notre réunion du 7 janvier. Nous sentions toutes et tous qu'il se passait quelque chose d'important. C'est surtout à *Travail et Démocratie*, le 14 janvier, lors du lancement des ateliers « Travail et Démocratie » que nous avons consacré plus d'une heure d'échanges à ce mouvement et à ce qu'il nous disait. Des chercheur.es, des syndicalistes, des militant.es de diverses organisations ont commencé à dire ce qu'ils ressentaient, leur empathie et leurs interrogations face à une situation sociale et politique inédite.

D'autres débats ont suivi. Le 19 janvier aux Grands-Voisins : « Les Gilets jaunes : ouverture des possibles » à l'initiative d'historien.nes. Le 23 janvier, au Maltais rouge, à l'initiative de la fondation Gabriel Péri... Ce qui était frappant dans tous ces débats résultait d'une contradiction pathétique, dramatique : d'un côté, le mouvement des Gilets jaunes bousculait les normes les mieux établies de l'action politique passée et présente ; d'un autre côté, les organisations syndicales et politiques instituées s'arc-boutaient sur leurs pratiques et leurs façons de faire. Comme s'il suffisait de laisser passer l'orage. Le mouvement finirait bien par s'essouffler ou à évoluer vers une forme plus classique qui permettrait d'en saisir le sens caché.

Et très rapidement, le pouvoir politique qui était apparu très déstabilisé, très désarmé, a tenté de reprendre la main. En maniant la répression la plus brutale et les invitations à débattre dans un cadre qu'il

pouvait maîtriser, il a repris l'initiative. Les médias, tout aussi désarmés, lui ont très vite emboîté le pas en détournant l'attention, d'abord sur les violences policières, attribuées très vite aux Gilets jaunes. Et « le grand débat » a occupé une large place dans l'actualité politique. À partir de mes propres interrogations, de mes propres observations, lectures et échanges, dans mes propres cercles de réflexion collective, j'ai commencé à écrire. À chaud, il était très compliqué de comprendre ce qui se passait.

TROIS TEXTES PORTENT LA TRACE DE CES RÉFLEXIONS

Premier texte : « Quel usage de l'ergologie dans l'activité militante ? » Un texte que j'ai commencé à élaborer avant le déclenchement du mouvement des Gilets jaunes. En prenant appui sur mes expériences d'Étonnants Travailleurs, de Travail et Politique, de Travail et Démocratie, du chantier travail de l'Institut de recherche de la FSU... J'essayais de comprendre les articulations entre Travail et Démocratie. À partir de décembre, à la demande de Lais Di Bella, ergologue brésilienne, j'ai finalisé le texte pour une publication éventuelle dans la revue *Ergologia*, en portugais. J'ai alors intégré ma vision du mouvement des Gilets jaunes. L'action politique réelle et durable des Gilets jaunes, ce qui ressortait de leurs activités réelles et visibles, me semblait illustrer et confirmer ce que j'étais en train de conceptualiser sur ce thème des imbrications entre le travail comme activité et l'activité politique des citoyens-travailleurs mobilisés dans cette action¹.

En tout cas, ce mouvement inanticipé et inanticipable dans son déclenchement, son développement, ses transformations... comme les réactions des pouvoirs institués, des partis et des syndicats... constituait une matière extraordinaire à travailler dans une problématique politique de construction d'une démocratie à venir.

Deuxième texte : « Un travail politique et syndical à inventer » Un texte préparé à partir de nos débats au chantier travail et pour la réunion de lancement des chantiers « Travail et Démocratie ». Il a été mis sur le site du chantier travail². Il n'a pas trouvé d'écho. Car dans aucune réunion syndicale que j'ai fréquentée comme syndiqué de base, il n'a été question de nous interroger sur nos propres pratiques syndicales.

Un troisième texte : « Initiative février 2019 » Il a été rédigé dans le cadre du groupe Travail et Politique pour préciser mes attentes lors des débats organisés par cette association³. Dans ces trois textes, je m'interroge sur le travail politique en lien avec l'activité productive et citoyenne des citoyen.nes-travailleurs/euses, des citoyen.nes-retraité.es, des citoyen.nes-chômeurs... Comment dans les processus mêmes de l'activité à la fois individuelle et collective des êtres humains se manifeste l'objectif de transformation sociale en lien avec l'élaboration d'alternatives productives, sociales et politiques ? Je me focalise sur les questions de démocratie, de représentation au sein des institutions politiques, des organisations syndicales. Qui représentent qui et quoi au sein de la société et des institutions ? Et comment se construisent ces processus de représentation dans l'élaboration des décisions et orientations politiques ? Je m'appuie beaucoup sur la « posture ergologique » développée dans de nombreuses recherches-actions inspirées des travaux d'Yves Schwartz, fondateur de l'ergologie.

Le mouvement des Gilets jaunes s'est déployé et organisé résolument hors des lieux de production (entreprises et services), services publics... Il était explicitement

1 Ce texte sera sans doute publié dans la revue *Ergologia* en portugais. Pierre Assante l'a publié sur son blog fin janvier 2019 : www.pierre.assante.over-blog.com

2 <http://institut.fsu.fr/Lancement-des-ateliers-travail-et-democratie-une-analyse-d-Yves-Baunay.html>

3 Ce texte reste à usage interne pour les échanges au sein de l'association Travail et Politique.

4 Voir le texte « Les Gilets jaunes à La Lande Chasles (49150) ».



[P. Tutoy]

tourné à la fois vers les automobilistes pour les rallier au mouvement et obtenir leur solidarité, et leur participation active au mouvement. Mais il s'adressait surtout au pouvoir politique institué à tous les niveaux jusqu'au président de la République qui constituait la cible principale, comme représentant des élites politiques et économiques qui gouvernent la vie des autres. De quel droit et à quelles conditions les uns et les autres détiennent le pouvoir d'intervenir dans la vie et les affaires des autres ?

Dès le 17 novembre 2018, à La Lande Chasles, un citoyen-travailleur-entrepreneur-éleveur de canards à foie gras m'a fait la remarque suivante sur le mouvement des Gilets jaunes qui commençait tout juste : « Il aurait fallu appeler tout le monde à marcher sur l'Élysée. » Cette proposition dont je n'avais encore jamais entendu parler, était manifestement dans l'air et discutée. Un geste politique qui avait un sens, une portée à la fois réelle et symbolique. Une des

questions que j'essaie d'élucider, c'est la place prise réellement par le travail, sa condition et sa reconnaissance, comme activité humaine, centrale dans la vie des gens et des sociétés. Quelle place tient-il dans les ressorts de la mobilisation comme dans le soutien que lui a accordé durablement une large partie de la population ? Quel rôle joue aussi le déni du travail réel, de la vie réelle des citoyen.nes-travailleurs/euses, dont les tenants du pouvoir politique ont fait preuve dans leur prise de décision et leur travail politique ? Pour essayer de répondre à ces interrogations, j'ai mené une enquête dans une zone rurale de l'Anjou (ma région natale)⁴.

Toutes ces questions interrogent le mouvement syndical et politique et méritent d'être plus largement débattues en leur sein.

■ Yves Baunay

Besançon

RETRAITÉ.ES

SYNDIQUÉ.ES

ET GILETS JAUNES

Dans notre précédent numéro*, deux camarades de l'Union départementale interprofessionnelle des retraité.es Solidaires du Doubs avaient témoigné de leur engagement, dès novembre, dans le mouvement des Gilets jaunes. Une d'entre elles nous conte ici les mois suivants.

Cheminote retraitée, Brigitte Sourrouille est militante de SUD-Rail et de l'Union nationale interprofessionnelle des retraité.es Solidaires (UNIRS) où elle représente sa structure départementale au conseil d'administration.

* Dans l'article « Gilets jaunes, un mouvement social », Théo Roumier et Christian Mahieux, Les utopiques n° 10, printemps 2019.

Raymonde, 85 ans, vit avec la pension de réversion de son mari décédé (cheminot, résistant à 17 ans dans les maquis du Haut-Doubs); ici, lors d'une manif à Besançon



[DR]

Nous nous sommes retrouvés sur les ronds-points, ensemble, dès décembre, car on avait plus de temps à y consacrer que les actifs et actives. Les retraités ont souvent un plus petit revenu, sans espoir d'amélioration et l'angoisse d'une détérioration, donc des raisons de se révolter; les retraités commencent aussi, pour certains, à être atteints de handicaps; les raisons de la colère sont multiples. Syndiqués, anciens syndiqués, jamais syn-

Jenner Jeanne d'Arc

20 AVRIL 2019

NOTRE RÉSEAU BUS ÉVOLUE !
NOUVEAUX ITINÉRAIRES, NOUVEAUX ARRÊTS,
PLUS DE BUS EN CIRCULATION,
DES QUARTIERS MIEUX DESSERVIS.

TOUTES LES INFOS SUR :
nouveauxreseaubusparisien.fr



PARIS

57

Arcueil
Laplace



67

Stade Charléty
P^{er} de Gentilly



67

Stade Charléty
P^{er} de Gentilly



67

Stade Charléty
P^{er} de Gentilly



67

Stade Charléty
P^{er} de Gentilly



67

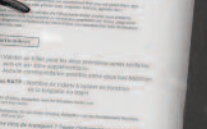
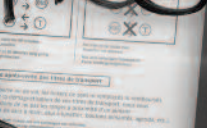
Stade Charléty
P^{er} de Gentilly



MINISTRE

DE LA

JUSTICE



diqué.es, cela n'a jamais été un problème, car le but est de mettre le plus de gens dans la rue et chacun.e peut amener son savoir, sa part de mobilisation.

Les ancien.nes sont plus pragmatiques, plus diplomates ; faire des choses ensemble n'a pas été difficile. Ici, à Besançon, en octobre 2018, l'intersyndicale des retraité.es avait mis en place une liste mail des non-syndiqué.es qui venaient à nos manifs ; comme c'est moi qui gérais la liste, je l'ai élargi aux GJ retraité.es à partir du 18 décembre, à l'occasion de notre manif de retraité.es où on avait déjà convié les GJ à venir. Mais la majorité des noms de cette liste a été récupérée pendant les actes des GJ. Pour la manif du 31 janvier, l'invitation à notre manif a été faite « officiellement », lors d'une AG des GJ ; et le 31, la couleur jaune était bien représentée. En février, Solidaires, FSU, CGT et GJ, nous avons organisé un grand débat spécial retraité.es ; à la suite de celui-ci, un cahier revendicatif fut élaboré. Ce cahier, nos tracts qui appellent à nos manifs, sont confiés à un plus jeune pour qu'il le poste sur la page Facebook des GJ, toujours sans problème.

En mars, j'ai recueilli l'adhésion à Solidaires de deux GJ qui sont venus à une de nos réunions après une manif. Je pense qu'on pourrait faire mieux si on le proposait à d'autres retraité.es ; on verra plus tard suivant ce que devient le mouvement. Pour la manif du 11 avril, nous avons invité deux GJ à l'intersyndicale de préparation et notre tract unitaire arborait le logo des Gilets jaunes. Se voir tous les samedis et le mercredi soir tous les quinze jours, tisse des liens aussi importants, et même plus, que ceux qu'on peut avoir avec des camarades syndiqué.es : depuis cinq mois, on vit ensemble l'espoir

de changer cette société qui n'est pas la nôtre, on subit l'État policier, on ne veut pas céder.

Tant que ma « mamie fétiche », Raymonde (85 ans), sera là, on ne lâchera rien ; elle a fait presque toutes les manifs, elle ne rentre chez elle que lorsque les premiers gaz lacrymos sont lancés et ce n'est pas facile car le préfet supprime tous les bus en centre-ville. Nous avons plusieurs ancien.nes de plus de 80 ans qui passent dans nos manifs ; ils et elles n'ont pas peur, ils et elles peuvent être même très joyeux et joyeuses. Charles Piaget (91 ans) est venu trois fois en décembre ; mais après, avec l'hiver et la fatigue, il a dû arrêter. J'ai sondé quelques ancien.nes, qui sont là depuis le début et n'ont pas l'intention d'abandonner, pour savoir ce qui les a mis dans la rue : la baisse ou stagnation des pensions ; les charges incompressibles du logement qui grimpent tous les ans et l'APL qui diminue ; la retraite minuscule (760 €) d'une femme d'artisan qui a travaillé 43 ans mais pas cotisé (quel avenir si son mari décède avant elle ?) ; l'angoisse pour l'avenir de leurs enfants, avec des emplois intermittents ; le mépris de Macron pour les petites gens et les retraité.es ; l'angoisse d'avoir à quitter une maison où elle a élevé 6 enfants quand son mari décèdera... La liste est longue. Trop longtemps sans rien dire ou sans être écouté.es, cette société non démocratique, ça ne pouvait plus durer ! Ils et elles pensent voir, un jour, un monde différent, où tous et toutes auront de quoi vivre décemment et libres, dans la fraternité déjà retrouvée dans le mouvement des Gilets jaunes. Le 1^{er} mai s'annonce très solidaire...

■ Brigitte Sourrouille

Le syndicalisme de Solidaires

À LA LUMIÈRE DU MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Le mouvement des GJ doit nous interroger sur notre syndicalisme. La création des syndicats Sud dans la dernière décennie du XX^e siècle portait la question d'une alternative radicale au syndicalisme pyramidal incarné par la CGT et au pôle d'accompagnement social du libéralisme incarné par la CFTD. Le mouvement des Gilets Jaunes percute notre syndicalisme et doit nous amener à réorienter notre projet syndical.

François Marchive, postier, est militant de SUD PTT et de Solidaires Isère.

[S. D'ignazio]



LES SUD ET SOLIDAIRES CRÉÉS COMME UNE FRACTION D'UNE RECOMPOSITION SYNDICALE PLUS LARGE

Des ruptures importantes dans le mouvement ouvrier. Au début du XXI^e siècle, notre mouvement syndical ne se pensait pas comme une « autre confédération » car les années 1990 et 2000 avaient vu des ruptures importantes dans l'ensemble du mouvement ouvrier – sous l'effet conjugué de la restructuration du capitalisme français, de la gestion du libéralisme par la gauche de gouvernement et de la chute de l'URSS. Après la destruction des grandes concentrations ouvrières (sidérurgie, mines, industrie automobile), la combativité sociale s'est exprimée dans les services publics ; alors que jusqu'au début des années 80, mineurs, sidérurgistes et métallos incarnaient l'avant-garde du prolétariat français.

Vu à Paris, novembre 2018,
acte II

[www.pleinleds.org]



©Patrice Gravoin

Émergence de l'altermondialisme. Les années 90, c'est aussi la massification d'un mouvement puissant contre la mondialisation libérale. Son acte de naissance symbolique se passe au Mexique. Le 1^{er} janvier 1994, date de mise en application de l'accord du libre échange ALENA, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) attaquait San Cristóbal, troisième ville du Chiapas et une dizaine d'autres localités. Sur le continent européen, l'apogée de ce mouvement sera l'encerclement du sommet du G8 à Gênes en 2001, pendant trois jours, avec des manifestations rassemblant plus de 500 000 personnes venues de toute l'Europe (mais avec aussi la mort d'un altermondialiste italien).

1995 et ses suites. Un acte important de la révolte contre la mondialisation libérale s'est passé en France, en 1995, avec le mouvement pour la défense de la Sécurité sociale. Le champ politique et syndical s'est clairement restructuré, comme c'est le cas

quand un mouvement de masse surgit. D'un côté, celles et ceux qui accompagnaient les politiques libérales (syndicats, partis, associations, intellectuel.les), de l'autre, celles et ceux qui s'y opposaient. Dès ce moment, dans la gauche syndicale et politique française, il y a eu la recherche de passer d'une logique d'alliance à la construction d'organisations qui structurent ce camp. Mais le changement d'orientation de la direction de la CGT, dans la période qui suivra 1995, va fortement entraver cette espérance de recomposition : une des analyses que feront les dirigeants de cette confédération est que sa posture combative aura largement profité au renforcement des SUD. En effet, en 1995, toute une série des syndicats oppositionnels de la CFDT, mais aussi des militants et militantes de la CGT, basculeront vers les SUD. De plus, le manque de fiabilité de FO ne pourrait permettre à la confédération de sortir de son isolement ; pour finir, le besoin de rompre



[Coll. CMJ]

avec le PCF, pour ne pas le suivre dans sa chute, appelait une autre orientation.

Le rapprochement CGT, CFDT. Après 1995, s'inaugurera un rapprochement entre la CFDT et la CGT. Le premier acte marquant sera l'intégration de la CGT à la CES (Confédération européenne des syndicats) en 1999, comme le remarquait le journal patronal *Les Échos* : « Cette entrée est d'abord la victoire de Louis Viannet, qui a scellé la réconciliation avec la CFDT début 1998, emportant son soutien à une adhésion de sa centrale à la CES. » Puis en 2008, viendra la position commune CGT, CFDT, Medef, CGPME. Elle avait pour but de recomposer les champs syndicaux au profit de la CFDT, qui aurait incarné le pôle « réformiste », et pour la CGT, un pôle « combatif ». Les mobilisations interprofessionnelles qui suivront 1995 vont être marquées par une CGT qui traînera une CFDT rétive à construire une grève générale

Décembre 1995, cortège
du syndicat CFDT cheminots
de Paris Sud-Est

comme en 1995. Cette évolution explique, seulement en partie (nous y reviendrons plus loin), l'échec des mouvements de 2003 et 2010. La rupture entre la CFDT et la CGT sera consommée avec la signature de l'Accord national interprofessionnel, en 2013, sous le gouvernement Hollande.

Le mouvement des GJ est un symptôme de l'épuisement du modèle de la grève interprofessionnelle portée par des secteurs du service public. La nouvelle période que nous vivons depuis le mouvement contre la loi travail ouvre-t-elle une nouvelle phase de recomposition du mouvement syndical autour de deux pôles, un régressif, un radical ? Seul un mouvement social puissant pourrait débloquer la situation. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons construire

16 janvier 2019. S'organiser pour tenir. Coûte que coûte... Sandrina (ancienne responsable marketing aujourd'hui au RSA) et Régis (chauffeur livreur) déchargent des palettes récupérées à son travail. Alors qu'une vague de froid est prévue pour la fin de la semaine, elles alimenteront le brasero du camp de Chevières (Oise) : une nécessité pour maintenir ouvert ce lieu d'accueil, de réunions et d'informations

Solidaires simplement comme une structure de plus : quand nous militons sur le terrain, nous savons combien l'émiettement syndical est un frein à l'action des travailleurs et travailleuses.

LES RECONFIGURATIONS PROFONDES

DU MONDE DU TRAVAIL EN FRANCE

ET DANS LE MONDE

Pour comprendre la situation, retour à Marx. On ne peut pas comprendre l'évolution de la lutte des classes en France, si nous ne saisissons pas les transformations profondes qu'ont subi les travailleurs et travailleuses dans ce pays. En effet, ce ne sont pas les idées qui conditionnent la conscience des êtres humains, mais les rapports sociaux ; c'est pourquoi les orientations de telle ou telle organisation syndicale ou politique ne déterminent pas, en dernière instance, la combativité des travailleurs et travailleuses. Citons Karl Marx (préface de *Introduction à l'économie politique*) : « L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. » Le changement profond de la condition d'exploitation et d'aliénation que subit le prolétariat en France

produit, de fait, des changements de sa conscience de classe.

Après 1968, des changements profonds dans le monde du travail français. Après 1968, nous assistons à un double mouvement : l'essoufflement du modèle keynésien¹, basé sur l'industrie, la production de masse, la consommation de masse et des organisations de travail de types tayloriennes² ; mais aussi, la prise de conscience, par le patronat, que ce modèle ne réussit pas à empêcher la combativité ouvrière. C'est depuis cette période que le modèle productif français et occidental se reconfigure complètement : destruction de l'industrie, qui va être délocalisée ; les concentrations ouvrières sont déconstruites par la fermeture des usines, l'automatisation et la sous-traitance. C'est aussi le développement d'un nouveau mode d'organisation du travail, qui se déploie dans l'industrie sous le vocable de *Lean Manufacturing*, pour se diffuser ensuite dans l'ensemble des entreprises sous le terme de *Lean Management*, et aujourd'hui dans la Fonction publique, sous le terme de *New public management*.

Le Lean, nouvelle organisation du travail pour discipliner les travailleurs et travailleuses. Le Lean est en fait un ajout à l'organisation du travail de type taylorisé, mais il augmente l'aliénation du travailleur ou de la travailleuse. Dans le modèle taylorien, La subjectivité de ces dernier.es était niée. Taylor disait : « Je vous emploie pour votre force et vos capacités physiques. On ne vous demande pas de penser ; il y a des gens payés pour cela. »



[B. Le Gall]

Cette subjectivité des travailleurs et travailleuses était alors laissée au bon soin, soit de l'église, soit des organisations ouvrières. Le Lean, lui, s'emploie à capter cette subjectivité dans une sorte de « contrat narcissique », c'est-à-dire une promesse de développement personnel au travers de son travail, que l'on soit facteur, factrice ou cadre dirigeant à l'AP-HP. Il permet une intensification du travail, et quand le Lean est mis en place dans une entreprise ou une administration, nous assistons à une baisse de la combativité des travailleurs et travailleuses.

L'organisation du travail, outil patronal de lutte contre la résistance des travailleurs et travailleuses. Pour le patronat, l'organisation du travail n'est pas avant tout une manière d'optimiser sa production et par là son profit : c'est une méthode pour imposer un ordre politique, une domination. Le taylorisme s'est développé pour casser la résistance des travailleuses et travailleurs qui maîtrisaient de nombreux éléments du processus de production. En parcellisant le travail, les capitalistes espéraient qu'en détruisant ce savoir, ils détruiraient la résistance du collectif ouvrier. Le Lean, en s'attaquant, lui aussi, à la professionnalité des travailleurs et travailleuses, détruit les métiers, affaiblit les groupes ouvriers qui se structurent autour de la valorisation de leur savoir-faire. De plus, le Lean, c'est aussi le changement permanent : réorganisations, introduction de nouvelles méthodes, de nouveaux outils... Le coût psychique pour s'adapter est très élevé pour les travailleurs

1 John Maynard Keynes (1883-1946).

2 Frederick Winslow Taylor (1856-1915).



[B. Le Gall]

et travailleuses ; ces « révolutions permanentes » déstabilisent les collectifs de travail. La « précarité subjective » (Linhart) que cela produit, permet d'amoindrir les résistances collectives. Cet effet est voulu, recherché pour imposer l'obéissance du corps ouvrier. D'ailleurs la bourgeoisie sait très bien que le Lean dégrade la qualité des biens et services produit ; de là son attrait pour la production de type artisanal. Par exemple, Ferrari est un des derniers constructeurs automobiles à ne pas avoir industrialisé ses méthodes de construction automobile pour ses voitures de luxe.

Il faut en finir avec le XX^e siècle ! À cela, il faut bien sûr ajouter le chômage de masse, l'utilisation des évolutions numériques par le patronat pour aliéner encore plus les salarié.es, et la fin de l'idée partagée à une échelle de masse que l'on peut en finir avec le capitalisme. Mais aussi, il y a l'état psychique du mouvement ouvrier, c'est-à-dire ses représentations. En effet, ce mouvement syndical français « lutte de classes », quelle que soit son orientation, n'a pas bougé ; sa structure et son imaginaire restent marqués par la deuxième partie du XX^e siècle. C'est en partie pour cela qu'il passe à côté du mouvement des GJ, mais aussi que le syndicalisme de la CFDT progresse. En effet, l'individualisation que ressentent les salarié.es, l'explosion de la précarité (intérim,

CDD, etc.) déconstruisent les groupes au travail. Dans un cadre de recul des luttes collectives au sein de l'entreprise, la stratégie régressive des syndicats « réformistes » a du sens pour des travailleurs et travailleuses démoralisé.es, qui se croient dépossédé.es de leurs ressources collectives. Nos collègues croient qu'ils et elles perdent moins avec eux. De plus, ces « syndicats » s'adressent en particulier aux cadres, ingénieur.es et technicien.nes, qui, aujourd'hui, constituent dans les grandes entreprises historiques (Orange, par exemple) la majorité des travailleurs et travailleuses. Pour les précaires, qui constituent une part de plus en plus grande du personnel d'exécution, les équipes syndicales, quelles qu'elles soient, s'adressent peu à elles et eux ; elles ont peu de matériel adapté. Il n'est alors pas étonnant qu'une partie ait rejoint le rond-point pour faire entendre ses revendications. D'autant que, dans une partie de plus en plus importante des entreprises, il n'y a tout bonnement pas de contact avec des militant.es ouvrier.es combatifs et combatives.

LE MOUVEMENT DES GJ NOUS DÉMONTRE

L'URGENCE DE RECONFIGURER

PROFONDÉMENT NOTRE ACTIVITÉ SYNDICALE

La bonne nouvelle du surgissement des masses. La bonne nouvelle, c'est que malgré tout, notre classe entre en mouvement, sans avoir besoin d'organisations ou d'états-majors des luttes. Cette irruption des masses, le 17 novembre, permet de garder intact l'espoir d'un changement révolutionnaire de la société. En effet, comme nous pouvons le voir actuellement en Algérie, les classes populaires peuvent se mobiliser malgré le fort recul des organisations du mouvement ouvrier. Les mobilisations populaires se structurent, le plus souvent, autour de deux types de revendication : d'ordre social et démocratique. Là aussi, le mouvement des GJ en France et le début de processus révolutionnaire en Algérie présentent des similitudes.

Cinq mois à construire des camps, à les faire vivre, à accueillir et à découvrir de nouvelles personnes. Cinq mois aussi à s'épauler, à venir en aide aux gens en difficultés, à recréer des formes de solidarités dans des endroits où elles avaient en partie disparu. Cinq mois enfin à se former et à s'organiser chaque semaine, pour construire le rapport de force capable de réorienter radicalement la politique du gouvernement.

[B. Le Gall]



Les GJ, une irruption qui doit interroger notre syndicalisme. Nous devons tirer des enseignements dans le surgissement du 17 novembre. Tout d'abord, il nous faut nous interroger sur les blocages de Solidaires en début de mouvement, la rupture que nous avons et que nous avons toujours avec les protagonistes de celui-ci; pourquoi un mouvement profond de la classe, que nous espérons organiser, nous a si largement échappé? Pourquoi notre première réaction a-t-elle été la méfiance face un peuple qui se mobilisait sur des questions vitales? Nous devons déjà passer par cette phase de questionnement. Au mois de décembre, une enquête sociologique a été menée par un collectif de chercheurs et chercheuses, «quantité Critique³», coordonné par Yann Le Lann. Dans un entretien paru dans *Le Monde*, il dit: «Ce qui ressort de nos questionnaires recoupe les informations déjà publiées sur ce mouvement; ce sont les classes populaires, employés et ouvriers, qui sont présentes sur les barrages.» Et plus loin: «Mais la question centrale demeure celle du travail. Comme, pour eux, le canal classique de la revendication

collective, organisée sur les lieux de travail, est bouché, ça a débordé ailleurs: ils ont en quelque sorte contourné cette impossibilité, en s'organisant en dehors des heures de travail, sur des barrages et des places, en occupant l'espace public. Du coup, ce n'est pas le patron qui est interpellé mais l'État.» Ce qu'a relevé ce groupe de chercheurs et chercheuses doit nous faire réagir.

La question de la centralité de la classe. Nous pouvons déjà tirer quelques enseignements qui peuvent nous servir de ligne de conduite. Tout d'abord, il convient de ne pas perdre le fil à plomb que constitue l'analyse de la société en termes de classe. Comme le montre la plupart des enquêtes, ce mouvement est un mouvement des classes populaires, avec une forte composante prolétarienne, mais pas de la classe ouvrière du XX^e siècle avec ses grandes concentrations industrielles. Il faut se faire une raison: le mouvement ouvrier n'organise plus de larges masses du prolétariat grâce à ses structures syndicales, politiques ou associatives. Le monde du travail est atomisé, individualisé, désorganisé. Les statuts sont multiples; il y a des salarié.es en CDI et des fonctionnaires; l'aile marchante sur les ronds-points est composée de travailleurs et travailleuses précaires (CDD, intérimaire, auto-entrepreneurs, retraité.es, petits arti-

3 www.europe-solidaire.org/spip.php?article47301

sans) et de salarié.es des TPE. Nous avons devant nous, l'effet concret de la reconfiguration de la domination capitaliste depuis cinquante ans. Pourtant, la conflictualité n'a pas disparu : elle s'exprime à l'extérieur du mouvement ouvrier « traditionnel » et de l'entreprise. La dynamique du mouvement des GJ, la confrontation avec l'appareil d'État ont clarifié les orientations du mouvement. Ses revendications sociales et démocratiques l'ancrent clairement du côté de la défense d'intérêts de classe. Nous revenons de plus en plus à un prolétariat éclaté, comme au XIX^e siècle et au début de XX^e (les canuts étaient plus proches du statut d'auto-entrepreneur que de celui de salarié en CDI...). Ces travailleurs et travailleuses, le mouvement syndical les a pourtant organisé.es. Ce sont eux qui ont créé la CGT en 1885, dans des conditions de vie et de répression incroyablement plus dures. Il nous faut renouer avec l'histoire du mouvement ouvrier d'avant la deuxième partie du XX^e siècle, c'est urgent.

Et si le syndicalisme du XXI^e siècle était plus proche de celui du début du XX^e siècle ? Dans le cadre de la formation interprofessionnelle de Solidaires Isère, dans la première phase, les stagiaires doivent expliquer ce qui les a amené.es à devenir militant.es à Solidaires. À part quelques très rares exceptions qui ont pris leur carte pour des raisons idéologiques, l'immense majorité des stagiaires fonde son engagement sur une rencontre avec un ou des militant.es qui l'ont écouté, considéré, aidé. Je pense que peu de GJ ont rencontré des syndicalistes qui ont démontré l'utilité de l'outil syndical quand ils et elles étaient au travail, ou au chômage. Ce ne sont pas de grandes postures idéologiques ou de beaux tracts avec les bonnes revendications qui vont permettre de régénérer notre action syndicale, mais notre proximité et notre utilité réelle sur les problèmes concrets de notre classe. Toutes les questions – écologie, féminisme, lutte contre les discriminations, etc. – doivent être articulées dans l'or-

ganisation, sous le double prisme de la question de classe et d'une action qui se doit d'être utile concrètement. Notre action syndicale doit se situer clairement dans un cadre interprofessionnel, car c'est le cadre le plus adéquat pour répondre à l'éclatement actuel du prolétariat et c'est l'ensemble du monde du travail qu'il nous faut organiser, pas seulement les salarié.es en CDI et les fonctionnaires.

CONCLUSION PROVISOIRE

Le syndicat SUD PTT Isère-Savoie ont voté une motion qu'il défendra à son prochain comité fédéral. Cette motion demande que 1 % du temps de détachement soit mutualisé au niveau national et redistribué aux militantes et militants de SUD PTT qui sont en responsabilité dans les Solidaires locaux. Peut-être que tout syndicat qui a du temps collectif devrait faire la même chose ? En effet, dans le privé, il y a peu de temps syndical ; et il n'y en a pas du tout dans les entreprises de moins de 11 salarié.es. Le mouvement des Bourses du travail au XIX^e siècle a permis l'émergence d'un syndicalisme de masse et de classe : nous sommes petit.es, mais nous pouvons montrer la voie d'un syndicalisme de lutte au XXI^e siècle, radical et pragmatique. Ce mouvement des GJ doit nous faire rapidement réagir. Si nous restons enfermés dans nos entreprises, dans nos services publics, en ne nous occupant que de nos collègues à statut, nous allons nous rabougrir. L'avenir de notre action est dans l'organisation de notre classe sur une base interprofessionnelle et géographique mais pour cela il faut des moyens, il faut que des militants et militantes d'expérience s'impliquent dans l'activité des Solidaires locaux.

■ François Marchive

La vague jaune. L'utopie d'un rond-point. La chronique d'un rond-point tenu par les Gilets jaunes depuis le 17 novembre



REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

→ *Contribution à la critique de l'économie politique ; introduction à la critique de l'économie politique*, Karl Marx, Éditions sociales 2014 (première édition : 1857).

→ *La comédie humaine du travail : De la dés-humanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, Danièle Linhart, Éditions Eres, 2015

→ *Trop jeunes pour mourir : Ouvriers et révolutionnaires face à la guerre (1909-1914)*, Guillaume Davranche, Éditions Libertalia et L'insomniaque, 2014

→ *La Société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Vincent de Gaulejac, Le Seuil, 2014

Sociologue, Bernard Floris travaille avec Solidaires Isère depuis une dizaine d'années, sur les organisations de travail. Nous reprenons ici une présentation et un court extrait d'un livre qu'il vient d'écrire, avec Luc Gwiazdzinski : la chronique d'un rond-point tenu par les Gilets jaunes depuis le 17 novembre¹.

En novembre 2018, dans toute la France, des hommes et des femmes se sont mobilisé.es pour dire non à l'augmentation des taxes et enclencher un mouvement unique dans l'Histoire du pays : celui des « gilets jaunes » avec leurs blocages, leurs manifestations et leurs actions. Au fil des semaines, ils et elles se sont approprié les ronds-points des zones périurbaines pour en faire les lieux de vie, les places publiques, les médias, les

¹ *La vague jaune ; l'utopie d'un rond-point*, Bernard Floris, Luc Gwiazdzinski, Editions Elya, 2019.

ateliers et les totems d'une autre France. Ensemble, elles et ils ont participé à la fabrique d'une utopie concrète, où il est souvent question de fraternité et de fierté retrouvée. Avec d'autres, ils et elles ont étoffé leurs revendications et expérimenté la démocratie directe, s'engageant en politique tout en se défendant d'en faire.

C'est la vie de l'un de ces ronds-points, le parcours des femmes et des hommes qui l'occupent, l'habitent, leurs histoires, leurs productions, leurs rapports avec les autres, leurs espoirs et leurs doutes qui sont racontés ici. De novembre 2018 à avril 2019, cinq mois de la vie d'un groupe en résonance avec d'autres ailleurs en France et dans le monde, défilent. Des témoignages et des réflexions pour rendre compte de l'énergie d'un groupe et des aspirations de celles et ceux qui un jour ont décidé de dire non. Ensemble ils ont réussi le tour de force de rendre visible le combat d'une partie de la population que l'on disait « invisible », imposant certains sujets sur l'agenda politique, aménageant et habitant des lieux aussi inhospitaliers que les ronds-points, développant un art populaire et contribuant à un nouveau « design démocratique ».

EXTRAITS DE LA PRÉFACE D'ANGELO TURCO

« Oui je sais. Cette minuscule histoire d'une rencontre est une histoire personnelle. Mais voilà, d'entrée de jeu, il faut signaler que chez les "Gilets jaunes", tout se passe sur le plan personnel. J'arrive donc à Grenoble. Le gris de ce jour d'hiver n'encourage pas l'esprit de l'Italien du Sud. Tôt dans l'après-midi, le froid est déjà là en maître de cérémonies. Le rendez-vous est à 17 heures, au rond-point de Crolles, à une vingtaine de kilomètres de la grande ville. Je sais que j'ai été catapulté ici par l'enthousiasme de Luc.

Par cette extraordinaire capacité qu'il a de convaincre les gens d' "essayer". Ne pas se fier à nos convictions. Questionner systématiquement les partis pris. Défaire ce qui paraît évident.

Oui d'accord. Je suis à Grenoble, direction Crolles, et alors ? Mes idées reçues sont là, mes présupposés aussi. Gilets jaunes ? Pas clair du tout. Pas d'organisation, pas de programme, pas de leaders. Tout (ou presque) est contre eux : le pouvoir avec ses dispositifs musclés et sa propagande ; les médias ; les arrondissements parisiens huppés. Mais aussi l'argumentaire « raisonné » de la théorie politique et les exemples de la praxis tels qu'ils se sont incrustés dans l'expérience européenne depuis au moins deux siècles. Dans ce contexte, les Gilets jaunes auraient déjà dû disparaître, pulvérisés par l'engrenage politico-médiatique qui, par ailleurs, se nourrit d'histoires de faillites plutôt que de succès. » ■

Gilets jaunes DE TOUS LES PAYS...

Le mouvement des Gilets jaunes a un retentissement international. Certes, son simple décalque dans plusieurs pays n'a pas été au-delà de quelques manifestations sans lendemain ; il en est toujours ainsi, lorsqu'on ne tient pas compte des conditions objectives, de la réalité locale, des contradictions présentes, des forces en mouvement, etc. L'incantation ne suffit jamais. Mais, à travers les continents, nombre de collectifs militants ont cherché à comprendre, sans cacher les interrogations, voire les incompréhensions et appréhensions ; ils ont voulu échanger sur les expériences, nous avons contribué à le faire en participant à plusieurs réunions.



[DR]

Le 1^{er} mai 2019 à Bamako

LES CHEMINOTS MALIENS

Parce qu'ils n'étaient plus payés depuis des mois, les cheminots maliens ont entamé une grève de la faim début décembre 2018. Il y a eu plusieurs morts : des grévistes de la faim, des membres de leurs familles non soigné.es faute d'argent... Juste pour réclamer les salaires dus depuis des mois ! Avec SUD-Rail et Solidaires, ou la CGT-Cheminots, les Gilets jaunes ont soutenu notre mouvement. C'est une reconnaissance et aussi un appui médiatique. Symboliquement, nous avons reçu un Gilet jaune à Bamako, au camp des grévistes. De Diboli (frontière avec le Sénégal) en passant par Kayes la cité des rails, Toukito Kita, Bamako et l'ensemble des cheminots du Dakar-Bamako-Ferroviaire nous leur disons merci et vous soutient et également. Courage pour votre lutte qui est noble. La victoire est prochaine !

■ Mahamane Thienta, secrétaire général du syndicat SYTRAIL/CDTM, membre du Réseau Rail sans frontière et du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

BRÉSIL: UN BESOIN D'INFORMATION**SUR CES LUTTES QUI SONT****UN APPRENTISSAGE POLITIQUE**

Au Brésil, les grands médias ne parlent des Gilets jaunes qu'à travers les manifestations du samedi ; et ils polarisent toute l'attention sur les confrontations entre manifestant.es et policier.es, réduisant les GJ à des des Black block. Malheureusement, la gauche et les mouvements sociaux brésiliens ne relaient pas le combat des Gilets jaunes comme ils devraient le faire. Dans « notre camp », il y a une certaine confusion sur le caractère des mobilisations ; certains et certaines n'y voient que l'action de l'extrême-droite. Bref, il y a un déficit d'information ; avec celles que nous avons, nous essayons d'amener les mouvements sociaux à le comprendre et l'appuyer. La tournée syndicale effectuée en France en janvier¹ m'a permis de mieux comprendre, grâce aux échanges avec des Gilets jaunes, et de transmettre aux camarades de CSP Conlutas.

Voir les gens massivement dans les rues, dans toute la France, luttant pour leurs droits et de meilleures conditions de vie, est particulièrement inspirant pour tous et toutes les militant.es d'organisations poli-

tiques et syndicales qui pensent que les vrais et profonds changements ne peuvent venir que des luttes des travailleurs et travailleuses. Ces luttes sont des apprentissages politiques, c'est important pour l'auto-organisation des travailleurs, travailleuses, étudiants et étudiantes. Un changement de société passe par là.

■ Herbert Claros est secrétaire aux relations internationales de la Central sindical e popular Conlutas. CSP Conlutas, avec la CGT de l'État espagnol et l'Union syndicale Solidaires, coordonne l'activité du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

VU DE SUISSE: UNE CLASSE QUI RAPPELLE**QU'ELLE EXISTE...**

Dès le début du mouvement, en fin d'année dernière, il était évident qu'il était totalement légitime. Macron et tout son mépris sont la marque d'une lutte des classes « par le haut », qui suscite et qui crée le terreau d'une réponse « par le bas ». La révolte n'est pas uniquement économique mais aussi sociale. Augmenter le prix de l'essence ou baisser le montant des aides sociales n'a sans doute que peu d'influence sur les catégories urbaines et aisées, mais cela change les fins de mois pour beaucoup de personnes, et ça semble avoir été oublié ! La « gauche » dite moderniste a sa part de responsabilité : elle a voulu gommer l'existence



Une des réunions publiques d'Herbert Claros en Europe : Brest, le 22 janvier 2019



Une conférence de Willi Hajek (TIE) sur le mouvement des Gilets jaunes : Hambourg, le 6 février 2019

[Schattenblick]

des inégalités sociales et de la souffrance qui en découle pour les plus défavorisé.es. En Suisse, la conflictualité sociale est moins visible qu'en France ; mais elle existe, bien sûr ! La souffrance collective exprimée par les Gilets jaunes sur les ronds-points est peut-être la meilleure psychothérapie de groupe contre la dépression qu'on voit dans nos pays, comme en Suisse.

C'est vrai qu'on ne voit pas tous les jours des barricades sur les Champs-Élysées, mais parler d'un retour de la lutte des classes serait une erreur : elle n'a jamais cessé. Pas plus en France, qu'en Suisse ou ailleurs. Il est temps que la peur change de camp. C'est bien que des personnes comme Macron commencent à avoir peur, car beaucoup de salarié.es connaissent cette peur quotidiennement.

■ Sociologue, Alessandro Pelizzari est secrétaire régional du syndicat UNIA à Genève

ALLEMAGNE: DANS LES SYNDICATS, CE SUJET EST TRÈS PEU DISCUTÉ...

Au début du mouvement des Gilets jaunes le gouvernement allemand était assez désorienté. La presse écrivait que les discussions sur l'augmentation des impôts ici (pas exclusivement pour l'amélioration du climat) étaient retardées à cause de la peur que ce mouvement contamine la situation politique en Allemagne. Le gouvernement allemand semble s'être rassuré sur ce point à partir de la mi-janvier. Annegret Kamp-Karrenbauer (CDU) a expliqué qu'un tel mouvement ne pouvait voir lieu chez nous, car les populistes de droite comme de gauche n'avaient pas réussi à l'organiser. Selon elle, tant la situation économique que la culture politique différentes en sont les raisons. À droite, il y a eu des tentatives d'utiliser les Gilets jaunes pour susciter un mouvement ici ; elles ont échoué. À gauche, il y a deux appréciations différentes du mouvement : une partie est très fortement critique, mettant en avant les propos et actes antisémites, racistes, qui ont été très relayés par la presse allemande ; d'autre part, la tentative de Sahra Wagenknecht, du parti Die Linke, d'utiliser le symbole des Gilets jaunes pour son mouvement *Aufstehen*². La perception des Gilets jaunes comme part d'un mouvement de classe est très limitée dans la gauche radi-

1 À l'invitation de l'Union syndicale Solidaires, Herbert Claros est venu en Europe en janvier 2019, pour participer à une série de réunions publiques consacrées à la situation au Brésil, dans le cadre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes (www.labour-solidarity.org). Ce fut aussi l'occasion de plusieurs rencontres avec des Gilets jaunes, sur des ronds-points, dans des maisons du peuple, lors de manifestations...

2 « Debout » ; il s'agit d'une tentative de mixer les programmes d'Oskar Lafontaine, qui est son mari, et de Jean-Luc Mélenchon ; Sahra Wagenknecht s'est finalement retirée du projet, pour raisons de santé.

cale allemande. La majorité de la population voit les Gilets jaunes avec intérêt, mais avec une forte critique de la violence qui en émane (ce point étant très « valorisé » par les médias).

Dans les syndicats, ce sujet est très peu discuté. Ici ou là, quelques animateurs et animatrices de structures syndicales ont tenté de susciter ces débats, sans trop de succès. Pourtant, la créativité populaire qui a permis qu'en France se constitue un mouvement capable de partiellement compenser les faiblesses syndicales mérite notre respect; mais en Allemagne, ni la gauche ni les syndicats ne sont capables d'en profiter pour étendre une telle expérience. Pourtant, celle-ci met au centre de l'action collective, les exclu.es, les chômeurs et chômeuses, les précaires: un enjeu essentiel pour notre classe sociale! Il faut faire fructifier cette inventivité, lui donner un caractère de masse encore plus important.

■ Lothar Degen, Lars Stubbe, Reinhard Koch, membres de Ortsverein Hamburg des Fachbereichs Medien, Kunst, Industrie Hamburg/Nord, Gewerkschaft Ver.di³

DES GILETS JAUNES AUX BERGERS SARDES...

Bien sûr, les quelques lignes qui suivent ne prétendent pas retranscrire ce qui serait la réaction générale de la population italienne vis-à-vis des Gilets jaunes; plutôt ce qui se dit parmi les travailleurs et travailleuses, du moins celles et ceux organisé.es dans le syndicalisme de base. Au sein de la CUB, nous avons eu des discussions animées et nous avons organisé des initiatives publiques, pour comprendre et discuter la nature de ce mouvement. Au début, on a eu deux types de réaction, très opposées: un peu d'enthousiasme naïf, reposant sur les clichés largement diffusés en Italie autour de la vivacité particulière des mouvements sociaux en France; symétriquement, un rejet, appuyé sur le rôle de l'extrême-droite parmi les Gilets jaunes. Cette dernière attitude a été favorisée par la sympathie envers ce mouvement, affichée par des organisations de la droite italienne, notamment le

MSS, qui le présente comme apolitique, a-syndical, neutre... Par ailleurs, les Gilets jaunes ont été fortement attaqué.es par la gauche institutionnelle et libérale qui les a caractérisés comme « populistes »; de même, pour des secteurs écologistes qui leur ont reproché une soi-disant insensibilité aux questions environnementales.

Quelles sont les caractéristiques de ce mouvement, selon ce que nous avons pu appréhender? Il est le fait de secteurs de la classe ouvrière; son auto-organisation est importante; il exprime une forme nouvelle d'opposition sociale aux restructurations et attaques contre le peuple; les appels de l'assemblée des assemblées nous paraissent particulièrement intéressants.

Dans la même période, en Italie, nous avons connu des mouvements en partie similaires, mais bien plus petits: par exemple, la lutte des bergers sardes contre la pression exercée par le grand capital sur le prix du lait de brebis, ou encore celle des oléiculteurs mis en danger par la politique agricole du gouvernement des Pouilles. Le mouvement des Gilets jaunes montre l'alliance possible entre salarié.es et « auto-entrepreneurs » (qui, au-delà de la spécificité juridique de leur statut, subissent souvent une exploitation similaire). Cela nous ramène à une autre lutte menée en Italie, celle des livreurs à vélo de Milan, Turin, Bologne, etc. Tout cela montre à quel point il devient nécessaire d'avoir une lecture de la réalité, et des actions, rompant avec une orthodoxie sans intérêt.

Pour ce qui est de la CUB, outre la collecte d'informations réalisée par de nombreux camarades, via la presse et via des relations personnelles, nous avons souhaité avoir des témoignages directs de militant.es de Solidaires impliqué.es dans le mouvement.

³ Il s'agit de l'organisation locale du secteur professionnel des médias, membre de Ver.di, une des fédérations syndicales du DGB.

Deux réunions publiques, très intéressantes, ont été organisées à Turin et Milan. En conclusion très provisoire, on peut dire que ce mouvement a frappé par son caractère de masse; il est intéressant de noter qu'il a lieu au cœur du continent, dans un grand pays industrialisé, à bien des égards semblable à l'Italie. Il s'avère capable de s'opposer efficacement à la politique économique du gouvernement, mais aussi de bouleverser les schémas habituels sur bien des plans, ainsi que de proposer des formes d'actions différentes de celles plus traditionnelles (mais qui demeurent essentielles) comme la grève. Évidemment, une étude approfondie de ce mouvement devra être menée, à partir de celles et ceux qui le font vivre; la CUB est disponible pour y contribuer.

■ Confederazione unitaria di base. La CUB est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

Affiches des réunions
de Turin et Milan



GILETS JAUNES
MOVIMENTO REAZIONARIO O AUTORGANIZZAZIONE OPERAIA TRAMITE LA RIVOLTA?

PRENDENDO DI SORPRESA UN GOVERNO CHE RITENEVA DI POTER IMPORRE SENZA ALCUNA OPPOSIZIONE UN RADICALE PEGGIORAMENTO DELLE CONDIZIONI DI VITA E DI LAVORO DELLE CLASSI POPOLARI MA ANCHE PARTITI DI OPPOSIZIONE SINDACATI ISTITUZIONALI LA FRANGIA HA VISTO LA MASSICIA MOBILITAZIONE DEI GILETS JAUNES.

UNA MOBILITAZIONE CHE HA VISTO SCENDERE IN CAMPO CENTINAIA DI MIGLIAIA DI PERSONE E CHE:

- HA COSTRETTO IL GOVERNO A FARE UN PASSO INDIETRO CHE, CON TUTTI I SUOI LIMITI, È UN'ASSOLUTA NOVITÀ.
- RIGUARDA UNA GRANDE DEMOCRAZIA INDUSTRIALE ED È UN SEGNALE PER L'INTERO CONTINENTE E NON SOLO.

COS'È E COME SI È SVILUPPATO IL MOVIMENTO DEI GILETS JAUNES?
COSA SIGNIFICA LA MOBILITAZIONE COMUNE DI LAVORATORI SALARIATI E LAVORATORI AUTONOMI SU DI UNA PIATTAFORMA CHE VA AL DI LÀ DELLE SINGOLE CATEGORIE?

IN CHE RAPPORTO È, NEI FATTI E POTENZIALMENTE, CON L'ASSEMBLEA DEL MOVIMENTO DI CLASSE?

OGGI 22 DICEMBRE LA FRANGIA HA VISTO UNO SCIOPERO INTERCATEGORIALE SU UNA PIATTAFORMA RADICALE INNETTO DA SOLIDAIRES E DALLA CUB E CON IL TEMA ADESSO A LIVELLO LOCAL E CATEGORIALE.

IN PARTICOLARE, IL SINDACATO DI BASE SOLIDAIRES HA PROPOSTO LA COSTITUZIONE DI UN COMITATO E DI AZIONI COMUNI CON I GILETS JAUNES CREANDO CHE SU QUESTE QUESTIONI SIA NECESSARIA INFORMAZIONE DIRETTA DA PARTE DEI PROTAGONISTI DELLE LOTTE E UN COMITATO SENZA PREJUDIZI.

VENERDÌ 18 GENNAIO 2019 H 20.30
VIA LOMBRIO 16, 10125 TO

CON NADA CLADERA, DEL SINDACATO DI BASE FRANCESE SOLIDAIRES

MAROC: UNE PETITE OPINION SUR UN GRAND MOUVEMENT

C'est avec un grand intérêt que j'ai suivi le mouvement des Gilets jaunes. Ce mouvement social et civique a montré une vraie lutte des classes, dans un pays dit moderne et qui se présente comme l'une des grandes puissances mondiales. Il faut saluer la ténacité et la persévérance des Gilets jaunes, qui, par leur forte mobilisation, ont montré leurs grandes envie et volonté de gagner. Mais ces événements furent aussi l'occasion de quelques réflexions. Ce mouvement nous rappelle que :

→ les capitalistes se servent des lois en vigueur tant qu'elles sont en leur faveur, mais ils sont prêts à les bafouer si leurs intérêts sont menacés. Pour preuves, la brutalité des « forces de l'ordre » contre les manifestants et manifestantes, les mises en détention, etc.

→ Le gouvernement français, par ses actes de répression violents, a amené à remettre en question son caractère démocratique.



MOVIMENTO REAZIONARIO O AUTORGANIZZAZIONE OPERAIA TRAMITE LA RIVOLTA?

Ne parliamo con:
NARA CLADERA
RAPPRESENTANTE DEL SINDACATO FRANCESE UNION SYNDICALE SOLIDAIRES, ORGANIZZAZIONE CHE HA CHIAMATO ALLO SCIOPERO GENERALE IN SOSTEGNO DELLE PROTESTE.

SABATO 19 GENNAIO ORE 10
CIRCOLO DI UNITA' PROLETARIA
VIALE MONZA 140 MILANO

Confederazione Unitaria di Base
Milano - Via Lombard, 20 - e-mail: info@cub.it www.cub.it

→ L'impact des « réseaux sociaux » se fait de plus en plus ressentir sur les mouvements sociaux, ce qui pose une vraie question sur l'organisation des masses. Sommes-nous en train de délaisser les réunions au sein des organisations politiques, syndicales ou associatives, les échanges directs entre militant.es, pour une plateforme rapide mais très vulnérable. Cette vulnérabilité peut mettre en péril les objectifs des mouvements sociaux et facilite ce qu'on pourrait appeler « leur contrôle à distance », en réalité leur manipulation.

→ Le nuisible pouvoir de ceux et celles qui détiennent les richesses a de fortes répercussions sur les peuples, même ceux des « pays développés ».

→ Il est temps de se poser une question de fond sur la vraie capacité de « la démocratie » telle qu'on la définit dans le cadre du système actuel, en tant que régime politique et sous toutes ses formes, à subvenir aux revendications et au bien-être des masses populaires. Le président français actuel et, de fait, son gouvernement n'ont-ils pas été élus démocratiquement ? Et pourtant...

■ Saïd Nafi est secrétaire général de l'Organisation démocratique du rail (ODR). L'ODR est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes et du Réseau Rail sans frontière

ÉTAT ESPAGNOL : CELLES ET CEUX D'EN BAS...

Dans une première déclaration, faite au moment des fortes mobilisations initiales, la CGT a dit son espoir vis-à-vis de ce mouvement, certes interclassiste, mais dont les revendications couvraient toute la vie : un salaire minimum décent ; d'autres politiques fiscales pour mettre fin aux privilèges accordés aux riches et au patronat ; le refus des « réformes » des retraites des gouvernements de Sarkozy, Hollande et Macron ; la défense des services publics (santé, éducation, transports, notamment les chemins de fer) ; l'aide aux personnes, en particulier dans les zones rurales et les petites villes, laissées à elles-mêmes, car elles ne sont pas compétitives sur ce marché féroce et sans limites dont a besoin le capitalisme

globalisé et financiarisé. Nous avons considéré, et continuons de considérer, que « la révolte sociale de celles et ceux d'en bas » (les Gilets jaunes) a un caractère interclassiste et contradictoire. À bien des égards, cela rappelle ce qui s'est passé dans l'État espagnol avec le mouvement 15M : « celles et ceux d'en bas », notamment la partie qui se considérait comme « la classe moyenne », ont compris que le rêve d'un capitalisme social disparaissait ; ils et elles se sentent trompé.es, arnaqué.es et en souffrent. La notion de « citoyenneté », en particulier dans les petites et moyennes villes rurales et urbaines, a été gravement endommagée par ce capitalisme qui détruit les territoires, supprime les services essentiels à la vie (mobilité, soins, santé), enferme la population dans des cités situées à la périphérie des grandes villes. Toutes ces personnes sont précaires, appauvries, affaiblies en termes de protection sociale ; cela pèse fortement sur leur vie, sans même parler de « la qualité » de celle-ci.

Pour la CGT, l'auto-organisation de ceux et celles d'en bas condense les pratiques sociales les plus libertaires, telles que l'entraide et la solidarité. Elle se caractérise aussi par le recours à la lutte directe et collective, dans la rue et sans délégation de pouvoir, comme moyen de renverser le système actuel qui confisque les droits fondamentaux. Après 25 semaines de mobilisations ininterrompues⁴, on constate que Macron, au-delà de la consultation censée intégrer l'ensemble de la population, les institutions, etc., pour laquelle il a dû se mettre en avant, a fait quelques concessions, par exemple sur certains revenus, certaines taxes. Le gouvernement libéral de Macron n'établit nullement les bases d'un capitalisme de « bien-être social » : c'est irréalisable, car contradictoire avec la recherche permanente d'un accroissement du taux de profit des capitalistes ; c'est tout aussi irréalisable du point de vue écologique : il leur faut toujours plus de marchés, plus de « croissance » fondée sur l'exploitation des



[DR]

ressources naturelles, plus de consommation. La réalité, c'est l'effondrement des conditions de vie du salariat, de celles et ceux d'en bas.

Malgré sa composition interclassiste, malgré les tentatives d'instrumentalisation par l'extrême-droite, malgré les essais de récupération, par exemple de Mélenchon, nous retenons un « principe d'espoir ». Si le mouvement tient bon, résiste aux chants des sirènes du système et de ses politiciens, s'il continue à choisir la rue plutôt que les institutions, alors il pourrait contribuer à instaurer un autre modèle de société, de vie, de relations, de consommation... Des mouvements tels que le 15M⁵ dans l'État espagnol, les printemps arabes, Occupy Wall Street, ont mis en lumière ce même espoir :

se battre pour un autre système de production (en posant aussi la question de comment produire), ne produire que ce qui est socialement utile, répartir la richesse entre celles et ceux qui la produisent, ne plus détruire l'environnement,... mettre fin au capitalisme. La réalité actuelle des mouvements cités plus haut ne pousse guère à l'optimisme : une partie s'est totalement institutionnalisée, a choisi de mener une politique sociale-démocrate ; l'autre a sombré dans la répression, y compris militaire. Tous ont choisi de s'intégrer au « marché » ; ce n'est pas là que nous trouverons la solution à nos problèmes. Au contraire, là est la source des situations catastrophiques que nous connaissons, tant pour les personnes que pour la planète.

■ Dediderio Matin Corral est le directeur du centre de formation « Eladio Villanueva⁶ » de la Confederación General del Trabajo de l'État espagnol. La CGT est membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes

4 Nous n'oublions pas que les mouvements syndicaux unitaires contre la « réforme » des retraites des gouvernements Sarkozy, Hollande et Macron ont, finalement, mobilisé beaucoup plus de personnes (entre 3 et 5 millions), pendant encore plus longtemps et suscité les mêmes sympathies parmi la population que celle rencontrée par les Gilets jaunes aujourd'hui.

5 Le mouvement des indignés est né le 15 mai 2011 (15M) à la Puerta del sol à Madrid ; il a ensuite rassemblé des centaines de milliers de personnes dans l'État espagnol. Le parti politique Podemos s'est construit dessus.

6 Secrétaire de la Fédération locale CNT de Barcelone à 20 ans, secrétaire général du secteur ferroviaire de la CGT à partir de 1991, puis de la Confédération de 2001 à 2008, Eladio Villanueva est décédé en 2009, à 49 ans.

Du portail À PROPOS DE L'ANTISIONISME

27 février 2019 : un homme de 65 ans a été arrêté ce mercredi matin, vers 6 h 20, par les agents de la sûreté ferroviaire SNCF dans la gare de Versailles Rive Gauche : il commettait des tags antisémites, croix gammées, croix celtiques, inscriptions *Juden Raus*. L'individu, employé comme conseiller financier au conseil départemental des Yvelines, a reconnu les faits mais ne les explique pas...*

Bernard Dréano est membre du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM) et de l'Assemblée européenne des citoyens (*Helsinki Citizens' Assembly France*), associations membre du Réseau initiatives pour un autre monde (IPAM).

* La version intégrale du présent texte (32 pages) est disponible sur le site www.lesutopiques.org

de Strasbourg

DE L'ANTISÉMITISME, ET DES RACISMES



[DR]

Détail du portail
de la cathédrale
de Strasbourg

Il y a longtemps, très longtemps. Sur le portail sud de la cathédrale de Strasbourg, deux jeunes femmes se font face. L'une a les yeux bandés et courbe la tête, l'autre est couronnée et se dresse fièrement. La première est la synagogue, la seconde l'église. Les statues datent de 1230. Cinquante ans après, on retrouve l'église et la synagogue sur la façade occidentale, cette fois-ci la synagogue est bâillonnée... par un serpent. L'extraordinaire sculpture du Christ au Mont-des-Oliviers du transept sud, date de 1498, On y voit un Judas qui semble le prototype d'une caricature antisémite des années 1930, au nez crochu, tenant avidement la bourse des quarante deniers de sa trahison.

UN FANTASME ANTISÉMITE PERPÉTUEL, UN RACISME PARTICULIER

Que nous raconte cette histoire ? En 1230, l'église et la synagogue sont jumelles, mais la vérité de l'une triomphe... Dans la chrétienté européenne, les Juifs minoritaires sont globalement acceptés sinon respectés. À la même époque, en pays musulmans, la situation des minorités religieuses monothéistes abrahamiques, chrétiens et Juifs, est grosso modo équivalente. Mais, au fur et à mesure que se développent les croisades (de 1095 à 1291), l'image des Juifs va changer en Europe occidentale ; ces soumis sont maintenant perçus comme des ennemis, (complices des infidèles mahométans). Le bâillon signifiant l'obsolescence du message judaïque devient le serpent de la perfidie. Ensuite, la figure du « juif » n'est plus seulement celle du perfide ennemi, mais celle du diable, et la représentation du diable prend la supposée apparence des Juifs. Comme l'un des métiers autorisés aux Juifs est la banque, le mythe de la puissance financière et occulte des Juifs s'ajoute au tableau. Des massacres ont lieu en Allemagne, en Angleterre, des rumeurs se

répandent (les Juifs tueurs d'enfants). Les autorités religieuses, et plus encore civiles, vont encourager cette judéophobie, astreindre les Juifs à porter des signes distinctifs (souvent jaunes), et chercher à s'en débarrasser. Ce que feront les rois de France (Philippe IV « le Bel » en 1306), les rois d'Angleterre, des villes germaniques, etc. Au début du XVI^e, l'Espagne et le Portugal imposeront les premières lois raciales modernes, dites de *limpieza de sangre* (pureté de sang) stigmatisant les descendants de Juifs et de musulmans.

Un antisémitisme moderne et pourtant très traditionnel. Ces images et fantasmes sont toujours mobilisables quand survient la deuxième vague de judéophobie au XIX^e siècle. Chassés d'Europe occidentale, la majorité des Juifs du monde ont trouvé refuge en Europe centrale et orientale. Chassés d'Espagne, ils se sont réfugiés au Maroc et dans l'empire ottoman. Au XIX^e siècle, dans le contexte des bouleversements de la révolution industrielle, la situation des communautés juives d'Europe centrale et orientale se dégrade : persécutions et massacres (pogroms), surtout dans l'empire tsariste. Les fantasmes et discours anti-



sémistes ont circulé depuis l'Europe occidentale jusqu'à l'Europe orientale. Rien d'étonnant, si dans l'émigration de l'Europe centrale et orientale vers l'Occident européen et américain, les Juifs ont été nombreux, fuyant les persécutions et pas seulement la misère.

On oppose souvent la judéophobie ancienne à la nouvelle. En fait, l'une reprend et prolonge les stigmatisations et stéréotypes de l'autre ; mais aux justifications idéologiques « chrétiennes », se substituent les justifications idéologiques « scientifiques ». Les principaux idéologues de cette judéophobie moderne sont des Français et des Allemands – l'un d'entre eux, Wilhelm Marr, invente le terme « scientifique », à fondement raciste, d'antisémitisme. L'antisémitisme a des particularités en France. Il reprend les stéréotypes sur les Juifs « puissants et pervers », mais insiste aussi sur les stéréotypes « pouilleux » et « inassimilables », (stigmatisation qui est, en permanence, celle qu'on attribue aux migrants). Après 1870, on en ajoute une autre, germanophobe : avec leurs patronymes allemands et leurs origines d'au-delà du Rhin, les Juifs comme « le traître Dreyfus » sont de potentiels agents de l'ennemi allemand.

Il y a une autre spécificité française. En octobre 1870, le « décret Crémieux » a accordé la citoyenneté française aux « israélites indigènes » d'Algérie. L'une des conséquences sera de fixer les musulmans dans une citoyenneté de seconde zone qui se prolongera jusqu'en... 1958 ! Cette « discrimination positive » des Juifs a deux conséquences : une partie des musulmans va considérer les Juifs comme peu fiables, voire traîtres ; une partie des colons va rejeter ce décret, qui fait des Juifs leurs égaux et un parti antisémite va se développer en Algérie. **Persistance et enracinement de l'antisémitisme.** Retenons de ce voyage à travers l'antisémitisme, deux choses :

→ La persistance de la judéophobie depuis le XIII^e siècle : image de l'ennemi, potentialité de la trahison, escroquerie, pouvoir économique, complots occultes, etc.

→ La politisation du sujet, différente évidemment dans ses formes sous Philippe Le Bel ou sous Pétain, mais permanente.

En ce sens, le fantasme raciste antisémite est singulier. Le racisme contre les tsiganes (appelé aujourd'hui Rromophobie) est presque aussi ancien, aussi permanent, mais il n'a pas la même densité idéologique et politique ; au point que l'extermination des Tsiganes par les nazis et leurs alliés (dont l'État français), qui n'était alors justifiée que comme l'élimination « *de marginaux sociaux* », est si facilement oubliée aujourd'hui. Le racisme antinoir s'est construit de manière utilitaire, à partir du développement de l'esclavage et pour justifier celui-ci (« code noir » de Colbert). Il s'inscrit ensuite dans une logique explicite de hiérarchisation entre « civilisations » ou « races ». En Europe, le racisme qui s'est exercé pendant des siècles sur des populations autochtones vise essentiellement les Juifs et Tsiganes européens. Les autres exactions et crimes racistes ont lieu dans de lointaines colonies, loin du regard de la majorité des Européens. Cela, jusqu'aux mouvements migratoires du XX^e siècle. L'extermination, entre 1940 et 1944, de la

majorité des Juifs étrangers réfugiés sur le sol français, et la tentative d'extermination de tous les Juifs français, avec l'implication active de l'État français, ont ajouté une énorme et tragique couche supplémentaire à cet imaginaire construit et profondément enraciné.

LE SIONISME RÉELLEMENT EXISTANT ET SES CRITIQUES, NOTAMMENT ANTISIONISTES

Le mot « sionisme » fait référence à la colline de Sion à Jérusalem et au rituel « *l'an prochain à Jérusalem* », qui a un sens spirituel dans la liturgie. Le sionisme politique moderne a été fondé par l'Autrichien Théodore Herzl, épouvanté par les persécutions des Juifs en Europe centrale, et désespéré par l'antisémitisme qui s'était manifesté avec l'affaire Dreyfus en France. Pour lui, la seule solution pour « émanciper » les Juifs était l'autodétermination nationale au moyen de la construction d'un « État-nation » territorial.

Un ethno-nationalisme centre-européen s'inscrivant dans le mouvement colonial.

Le nationalisme juif sioniste a une double nature :

→ C'est un mouvement nationaliste, qui partage ses concepts et mythologies avec les autres mouvements ethno-nationalistes, qui se développent après 1848 en Europe centrale et orientale ainsi que dans l'empire ottoman.

→ Il va s'inscrire dans le mouvement colonial, dans la mesure où la réalisation de cet objectif implique une territorialisation, donc une émigration de masse et la construction d'une colonie de peuplement en Palestine. Le sionisme a les caractéristiques des autres ethno-nationalismes : identification plus ou moins précise d'un « peuple », à partir de données linguistiques et confessionnelles, et construction d'un récit national plus mythique qu'historique... Le plus souvent, la confession sera déterminante pour établir une nationalité : un chrétien turcophone sera « grec », un musulman hellénophone « turc » etc. La langue « nationale » est

recomposée. Pour les Juifs d'Europe centrale, très majoritairement yiddishophones ou germanophones, le mouvement sioniste proposera l'hébreu, à partir d'une rénovation de la langue religieuse, conformément au mythe national en construction. À la même époque, les intellectuels grecs construiront une langue aussi proche que possible du grec ancien correspondant au mythe national, etc. Les mouvements nationalistes luttent pour « la libération nationale ». L'ethno-nationalisme ne veut conquérir les droits nationaux que pour son seul peuple/communauté/ethnie, et pas pour les autres, considérés comme des minorités, ou comme des allogènes qu'il faut écarter. L'ethno-nationalisme entraîne les mouvements de purification ethnique qui ont affecté et affectent toujours la grande région d'Europe centrale et orientale et de la Méditerranée. Les perpétrateurs sont nombreux : les ethno-nationalistes turcs, grecs, serbes, croates, bulgares, arabes, etc., et les Israéliens. L'autodétermination juive passait par le refus de l'autodétermination d'un autre peuple : le peuple arabe de Palestine. Une telle conquête supposait un appui d'une puissance impérialiste (le Royaume Uni au début). Le nouvel État

d'Israël de 1948, renforcé par les arrivées des réfugiés et rescapés de la Shoah, a eu besoin, pour s'affirmer, d'autres soutiens, principalement français (jusqu'en 1958-67) et américains (surtout après 1960).

Le mouvement sioniste, les Juifs, Israël. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, les mouvements sionistes sont minoritaires dans les communautés juives du monde. Les militants juifs, nombreux dans les organisations socialistes, sont réservés, les communistes sont explicitement antisionistes (le sionisme est condamné par le deuxième congrès de la troisième internationale en 1920). La plus importante organisation socialiste juive d'Europe, l'Union générale des travailleurs juifs (Bund), qui prône la reconnaissance des droits nationaux et culturels des Juifs, est fermement antisioniste. Dans l'empire ottoman et plus généralement le monde musulman, l'influence sioniste est faible ou nulle. À cette époque, beaucoup d'antisémites européens sont plutôt de facto prosionistes; l'idée d'envoyer les Juifs en Palestine, notamment «*les immigrants pouilleux*», ne déplaît pas aux antisémites d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord (comme le ministre des affaires étrangères britannique Arthur Balfour).

Mussolini était favorable à un État d'Israël, espérant qu'il soit vite contrôlé par, disait-il, «*nos fascistes juifs*».

Les sionistes «*de gauche*» du parti ouvrier MAPAI, devenu travailliste et alliés, ont dominé le mouvement sioniste, puis, après 1948, l'État d'Israël, jusqu'à la fin des années 1970. Les sionistes «*de droite*» du parti Herout, devenu Likoud et alliés, le dominent depuis. Les sionistes «*de droite*» assumeront et assument aujourd'hui la vision, en 1922, de leur fondateur Vladimir Jabotinsky (1880-1940) de la muraille d'acier qui doit séparer les Juifs et les Arabes. Les sionistes «*de gauche*», David Ben Gourion, Shimon Peres, Moshe Dayan... vont, dans les faits, appliquer aussi cette politique du mur d'acier. Un courant sioniste minoritaire a pourtant reconnu l'existence du peuple arabe de Palestine, avec le philosophe Martin Buber (1878-1965), le mouvement Brit Shalom puis le parti Yi'houd, considérant qu'il fallait créer un État unique et binational (juif et arabe). Aujourd'hui, le parti sioniste de gauche Meretz soutient le principe «*deux Peuples, deux États*». Enfin, ont existé et existent en Israël, des mouvements antisionistes ou non sionistes, avec des membres juifs et arabes, le plus important étant aujourd'hui le Parti communiste et la coalition Hadas'h, mais aussi des groupes d'extrême-gauche, certains héritiers de l'Organisation socialiste en Israël Matzpen (La Boussole), active dans les années 1960-70, des groupes libertaires, des ONG, sans référence sioniste, de défense des droits humains notamment, et d'actions communes israélo-palestiniennes.

Le mouvement nationaliste palestinien, ébauché dans les années 1930, a pris le contrôle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) après la guerre de 1967 et l'occupation totale du territoire palestinien par Israël. Des Israéliens antisionistes, mais aussi sionistes comme le pacifiste Uri Avnery ou le général Matti Peled, ont, dans les années 1970-80, discuté avec l'OLP (absolument interdit par la loi israélienne d'alors), pour

construire une solution pacifique. Après la révolte palestinienne de la Première Intifada (1987-93), une partie de l'establishment israélien a accepté de négocier avec l'OLP, aboutissant aux accords d'Oslo de 1993, pour « une solution avec deux États » à réaliser « dans les cinq ans ». Mais le « processus de paix » a été entravé par trois facteurs majeurs :

→ la poursuite de l'implantation de colonies israéliennes ;

→ l'attitude partielle de « l'arbitre » américain (l'ONU étant récusée par les Israéliens) ;

→ la non-égalité juridique des deux parties.

Les Palestiniens de l'OLP ont reconnu Israël, son État, sa société, tandis que les dirigeants israéliens ont pu continuer à refuser de reconnaître l'État de Palestine, avec le soutien actif des États-Unis ou passif des Européens.

Des personnalités sionistes ont tenté de maintenir la coopération avec des Palestiniens, comme Yesayahou Leibowitz (1903-1994, sioniste religieux), Abraham Burg (ancien président du parlement), David Grossman (écrivain), Yossi Beilin (ancien négociateur d'Oslo), Amy Ayalon (ancien chef des services secrets), Gal Gadot (Wonder Woman au cinéma), etc. Les Juifs n'ont jamais été, et ne sont toujours pas, tous politiquement sionistes ; nombre de Juifs ont été, et sont, politiquement, antisionistes, et nombre de Juifs ne se définissent pas par rapport au sionisme... Enfin, des sionistes se sont opposés et s'opposent aux politiques anti-palestiniennes.

INSTRUMENTALISATIONS DES MINORITÉS

ET MANIPULATIONS DE L'ANTISIONISME

On trouve toujours un « ennemi intérieur ». Les Juifs, ont été considérés comme tel dans la chrétienté européenne dès les croisades. Aujourd'hui, dans l'Occident libéral, les musulmans sont explicitement considérés comme tel par beaucoup, y compris par des gouvernements.

Un « antisionisme » version orientale de l'antisémitisme ? Les Juifs n'étaient pas considérés comme « ennemis » dans l'Orient

arabo-musulman. Certains se souvenaient que les croisés, en entrant dans Jérusalem, avaient demandé l'extermination des Juifs protégés par les musulmans ; ou que, plus tard, les expulsés Juifs d'Espagne avaient trouvé refuge en pays musulmans. Le soupçon est apparu avec la sollicitude « judéophile » des colonialistes (le décret Crémieux en Algérie), et surtout après la première guerre mondiale et le début de la colonisation sioniste en Palestine.

La conjonction des luttes anticoloniales dans chacun des pays arabes et des guerres israélo-arabes a placé les communautés juives locales en porte-à-faux. De nombreux Juifs ont participé aux mouvements anticoloniaux au Maroc, en Tunisie, en Égypte, en Irak... mais les communautés juives ont été considérées par des gouvernants devenus indépendants, et par une partie des populations, comme des alliés des colonialistes et des sionistes. Dans cette situation, les gouvernements israéliens ont joué un rôle actif pour provoquer l'exode des Juifs. Par exemple, en 1949, le déplacement des Juifs du Yémen ; en 1950-51, celui des Juifs d'Irak, en coopération avec le gouvernement irakien pro-britannique et avec des attentats antisémites organisés par les services secrets israéliens. En Égypte, après l'agression tripartite israélo-franco-britannique de 1956, Nasser a décidé « que les Juifs étaient des sionistes » et « qu'il fallait les expulser ». Les Juifs d'Algérie ont quitté leur pays en 1962 avec les Européens « pieds-noirs ». En Tunisie et au Maroc, l'exode a été plus lent. Notons



que dans ces quatre pays, la majorité des exilés n'a pas émigré en Israël mais vers la France.

La conjonction de la lutte anticoloniale et de la question de Palestine va faire que certains Arabes vont utiliser les stéréotypes antisémites européens. Des courants nationalistes arabes vont, dans leur propagande, reprendre ces thèmes ; comme le célèbre *Protocole des sages de Sion*, rédigé par la police tsariste, en 1901, pour justifier la répression des Juifs, et que l'on retrouve publié par les baasistes (et, plus tard, sur le site Al Manar, le Hezbollah islamiste libanais). Les Frères musulmans (fondés en Égypte en 1928) considèrent les Juifs comme « ennemis de l'intérieur » (agents de l'Occident). À la fin du XX^e siècle, avec le développement des nouveaux courants islamistes radicaux, appa-

raissent des références puisant dans un corpus historico-religieux. Les slogans contre « l'impérialisme et ses complices sionistes » se transmutent en « contre les Juifs et les croisés » ; on fait référence à la *Gazwa al-Handaq* (bataille de la Tranchée), où le prophète Mohamed avait battu les Mecquois « mécréants » et les Juifs « traîtres » de Médine. Depuis plusieurs décennies, et de manière persistante, la fixation idéologique et rhétorique contre « le sionisme » a servi aux États, arabes et autres, et à divers courants politiques nationalistes ou islamistes, de substitut à la lutte concrète pour les droits des Palestiniens. Elle a masqué leur absence de soutien (voire leur hostilité) aux droits effectifs des Palestiniens.

LA QUESTION DE L'ANTISÉMITISME

AUJOURD'HUI, NOTAMMENT EN FRANCE

L'écrasement du nazisme en 1945 et la création de l'État d'Israël en 1948 ont-ils fait disparaître l'antisémitisme ? L'antisémitisme ne disparaît pas parce que le nazisme est vaincu, ni parce qu'un « État refuge » juif est créé. Au procès de Nuremberg (1945-1946), les principaux dirigeants du régime nazi ont été condamnés pour crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Il faudra cependant attendre 2002 et le Statut de Rome de la Cour pénale inter-

nationale, pour avoir une définition juridique précise des crimes contre l'humanité et du génocide, acceptée par 124 pays, mais pas par la Chine, la Russie, les États-Unis, Israël, l'Arabie Saoudite, la Syrie... L'antisémitisme est un délit reconnu comme une forme de racisme par la jurisprudence, en application des législations française et européenne. Mais dans les opinions, les déclarations, les comportements? D'après un sondage IFOP, en 1948, à la question : « Est-ce que pour vous les Juifs sont des Français comme les autres », les deux tiers des sondés répondaient « non » ! En 2018, à la même question, 92 % répondaient « oui » ! L'antisémitisme a beaucoup reculé, il n'a toutefois pas disparu. L'État d'Israël était, dans l'esprit de Théodore Herzl, moins un État pour rassembler tous les Juifs du monde, qu'un État où pourraient vivre en sécurité les Juifs dont la vie était intolérable du fait des persécutions, et qui défendrait les droits des Juifs dans le monde... La « défense des Juifs » à l'extérieur, s'est transformée en demande par les gouvernants israéliens de la défense, par les Juifs de la diaspora, de la politique de l'État d'Israël.

Le « nouvel » antisémitisme, les racistes de l'anti-antisionisme et les pompiers pyromanes. De nouvelles mouvances d'extrême-droite sont à l'œuvre dans notre pays, dont le groupe nationaliste Égalité et Réconciliation fondé en 2007 par Alain Soral, ainsi que « l'humoriste » Dieudonné et quelques autres s'agitant avec forces « quenelles » (la reprise du geste d'un personnage mal dénazifié du film de Stanley Kubrik, docteur Folamour, dont le sens est évident). Ils influencent divers publics : français « de souche », racisés antillais, maghrébins, ou autres, qui croient y voir une expression « anticapitaliste et antiimpérialiste ». D'autres, sont des réseaux ou mouvances musulmanes sectaires salafistes, qui mêlent références antisémites occidentales et islamiques.

Pour Philippe Val, Pascal Bruckner, Luc Ferry, Boualem Sansal, ce nouvel antisémitisme

en France, comme ils l'appellent dans un livre de 2018, est une menace pour « notre société, nos libertés et notre République », et dont il faut identifier les vecteurs : « jeunes de banlieue » ou/et « musulmans » et leurs complices « islamo-gauchistes » et « anti-israéliens ». Un antisémitisme « atavique » pour Georges Bensoussan, auteur en 2002 du livre *Les Territoires perdus de la République*, et qui s'exprime dans « l'islamo-gauchisme », l'antisionisme et les critiques d'Israël, comme le répètent à loisir l'académicien Alain Finkielkraut ou les analystes Pierre-André Taguieff ou Alain Gérard Slama. Alors que les opinions antisémites ont globalement reculé (mais pas disparu), en France, les critiques de la politique israélienne sont en hausse. En 2018, 71 % des Français sondés considéraient Israël comme le responsable de la situation des Palestiniens et 57 % considéraient la politique israélienne comme une menace pour la stabilité régionale (sondage IFOP/UEJF 2018). À rebours de cette évolution de l'opinion publique, les dirigeants français successifs, Sarkozy, Hollande, Macron, ont de plus en plus cautionné ces politiques israéliennes, pourtant de plus en plus ouvertement racistes, menées par la droite extrême nationaliste israélienne. Les gouvernements israéliens

et leurs alliés considèrent ces critiques comme marqueur principal d'un antisémitisme croissant. L'antisémitisme est donc « l'une des formes modernes de l'antisémitisme », nous a dit le président Macron en 2018, devant le mémorial des victimes de la Rafle du Vel d'Hiv (tant pis pour les Juifs antisémitistes parmi les raflés), et lors du dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) en 2019, où il a aussi expliqué qu'il encouragerait les préfets à poursuivre les actions de la campagne BDS (Boycott désinvestissement sanction, menée pour forcer Israël à respecter ses obligations de droit international).

L'effet ravageur des deux poids, deux mesures. Les campagnes permanentes contre ce « nouvel antisémitisme », prêté aux « musulmans », aux « jeunes de banlieue » et aux « gauchistes », s'inscrivent dans un contexte d'islamophobie déchaînée, en Europe et tout particulièrement en France (où vivent les plus grandes communautés juives et musulmanes européennes). Aux effets d'une politique sociale injuste, perçue comme favorable aux privilégiés et défavorable aux plus pauvres, s'ajoute le sentiment d'une injustice supplémentaire quand une bonne partie des pauvres se sent ou est « racisée ». Il en résulte un sentiment

de profonde injustice. L'impression est que sur le plan intérieur comme sur le plan extérieur, la politique française pratique un « deux poids deux mesures », qu'elle encourage l'islamophobie mais combat l'antisémitisme, qu'elle soutient Israël au détriment des droits des Palestiniens et des peuples arabes.

UN FRONT ANTIRACISTE ?

Les antiracistes conséquents ont-ils su faire face à cette situation de montée des racismes, dont l'antisémitisme ? Sans doute pas si l'on constate la dégradation de la situation...

Une faillite de la « gauche de la gauche » ?

Une critique particulière est faite, en ce qui concerne la question de l'antisémitisme, à la « gauche de la gauche », c'est-à-dire aux antiracistes militants des organisations politiques à gauche des socialistes et se réclamant de l'écologie, de la justice sociale, de l'altermondialisme, et aussi des organisations de travailleurs immigrés créées dans les années 1970-80 (AMF, ATMF, FPCR, ACORT, etc.), des syndicalistes et associatifs, de certains groupes dans les quartiers, de certains groupes de musulman.es. À l'évidence, depuis une vingtaine d'années, on assiste à une banalisation de stéréotypes antisémites, et surtout à une multiplication des actes violents. Ces dernières années, des Juifs ont été ciblés, violentés et tués parce que Juifs, et par des brutes et des assassins issus de nos sociétés française ou belge, et pas tous « djihadistes ». Bien sûr, les djihadistes ou leurs admirateurs font des victimes non juives (ou non ciblées comme telles), et quelques cibles sont visées parce que chrétiennes (ou supposées telles), dont un prêtre catholique assassiné parce que prêtre. Mais il y a bien importance croissante et retentissement des actions judéophobes dans la France d'aujourd'hui.

Y a-t-il autocensure ? Pour ne pas perturber des alliances avec des groupes sociaux ou politiques dans les nécessaires combats

anti-impérialistes ou anti-guerres, et en particulier dans la nécessaire lutte pour défendre les droits des Palestiniens ? Sous-estimation ? Ignorance ? Ou affaiblissement, voire même disparition, des « gauches de gauche ». On constate qu'en France, des « Juifs », (pas tous les Juifs), comme de nombreux musulmans (pas tous les musulmans), sont plus conservateurs que jadis, à l'image malheureusement de l'ensemble de la société française. Examinons d'abord l'évolution politique de la « communauté juive » en France. La partie la plus « communautaire » de cette communauté (très diverse) est de plus en plus encadrée par des organisations religieuses réactionnaires et des militants politiques de l'extrême-droite franco-israélienne, aujourd'hui à la tête du CRIF. Et la « gauche de la gauche », n'existe aujourd'hui guère à la base, dans les quartiers ou les lieux communautaires juifs réellement existants.

Et du côté des musulmans ou supposés tels ? Il n'y a pas plus (ni moins) de communauté musulmane que de communauté juive, avec ses institutions religieuses, ces organisations civiles à références musulmanes, et la masse de population qui en France est de confession musulmane ou perçue comme telle. Et il y a les « quartiers populaires », dont, rappelons-le au passage, la majorité des habitants n'est pas musulmane mais la grande majorité est pauvre ; par ailleurs, de très nombreux musulmans vivent loin de ces quartiers. Il y a dans certains quartiers, ou lieux de regroupement sociaux ou religieux (pas que musulmans) et dans les espaces virtuels, des groupes, informels, parfois liés à des réseaux sala-

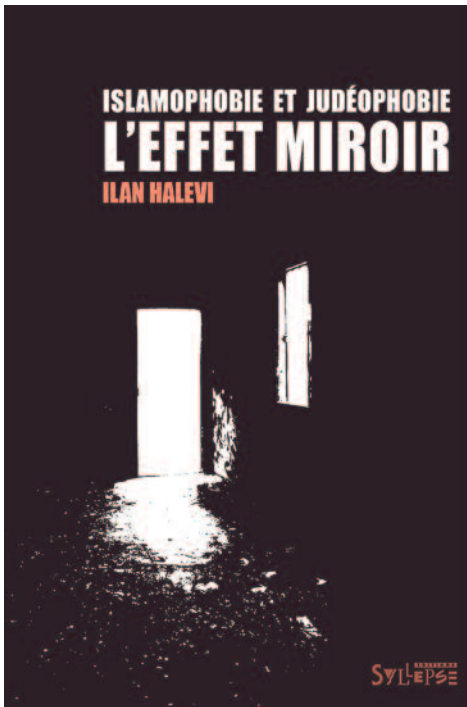
fistes ou d'extrême-droite, qui diffusent les stéréotypes de l'antisémitisme. La « gauche de la gauche » n'a pas, ou n'a plus beaucoup, d'implantation et de relais dans ces lieux de sociabilité, physiques ou virtuels, pour les combattre. Pour résumer un peu brutalement, la « gauche de la gauche », dans l'ensemble, ne sous-estime pas l'antisémitisme et, dans l'ensemble (il y a malheureusement beaucoup d'exceptions), l'islamophobie. Mais ses actions restent très incantatoires, car elle est fort peu présente dans les populations où « ça se passe ».

Questions pour un front antiraciste. L'antiracisme ne se divise pas : quand on combat une forme de racisme, on doit combattre toutes les autres. Mais sans oublier les conditions particulières dans lesquelles se manifestent les différentes formes de racisme, la condition particulière de chaque population « racisée ». Il faut prendre à sa juste mesure la réalité actuelle de l'antisémitisme. Ajoutons immédiatement que :

→ « L'antisionisme » n'est pas un critère en soi discriminant, on peut trouver dans un front antiraciste large des gens ou des mouvements qui ont diverses appréciations ou analyses historiques ou politiques, ou pas d'appréciation du tout, du sionisme.

→ Mais tous les antiracistes condamneront la politique israélienne, ses soutiens politiques et intellectuels hors d'Israël, et ne sauraient avoir la moindre complaisance pour des manœuvres grossières telles que l'incrimination de l'antisionisme, ou les poursuites contre les militants de BDS.

La forme la plus virulente du racisme aujourd'hui en France, comme dans le monde, est l'islamophobie. La critique comme quoi parler d'islamophobie serait « interdire de critiquer une religion » est un sophisme ridicule. La reconnaissance de la réalité de l'islamophobie est une démarcation absolue pour tout antiracisme conséquent. Les racismes coloniaux (la hiérarchisation des races et civilisations pour justifier l'esclavage et les conquêtes coloniales) se projettent puissamment dans notre réalité



politique postcoloniale frappant des pans entiers de la société française des catégories « noirs » ou « arabes ». La romophobie est un invariant du racisme, pourtant toujours oublié ou considéré à tort comme marginal. L'objectif, la nécessité, c'est la constitution d'un front large contre les racismes et les discriminations, et actif partout, face aux racistes et discriminateurs de toutes obédiences.

■ Bernard Dréano

DES LIVRES (LISTE ,BIEN SÛR, NON EXHAUSTIVE)

→ **Ilan Halevi (1943-2013)**, *Question juive, la tribu, la loi l'espace*, première édition en 1981, que les éditions Syllepse ont eu la bonne idée de rééditer en 2016.

→ **Ilan Halevi**, *Islamophobie et judéophobie, l'effet miroir*, recueil de textes publié par les éditions Syllepse en 2015.

→ **Shlomo Sand**, *Comment le peuple juif fut inventé*, publié en Israël en 2008, en France, Fayard 2008.

→ **Leon Poliakov (1910-1997)**, *Histoire de l'antisémitisme*, écrit entre 1956 et 1977, cette étude magistrale est parue en poche en deux tomes, Le Seuil, Sciences humaines en 1991.

→ **Zeev Sternhell**, *Aux origines d'Israël, Entre nationalisme et socialisme*, première édition 1996, en poche Gallimard « Folio Histoire ». 2004.

→ **Raul Hilberg**, *La Destruction des Juifs d'Europe*, 1961, première édition française chez Fayard en 1988, édition définitive 2006, en trois tomes Éditions Gallimard, coll. « Folio Histoire ».

→ **Gilbert Achcar**, *Les Arabes et la shoah*, Sinbad Actes Sud,.

→ **Dominique Vidal**, *Antisionisme = Antisémitisme*, réponse à Emmanuel Macron, Libertalia 2018.

→ **Union Juive française pour la Paix (UJFP)** *Une parole juive contre le racisme*, Syllepse, 2^e édition, 2018.

→ **Michel Warschawski, Leila Shahid, Dominique Vidal**, *Les banlieues, le Proche-Orient et nous*, L'Atelier, 2006

ENTRETIEN AVEC LAÉLIA VÉRON

« Prendre la parole, bousculer les dominations »

Laélia Véron est professeure de stylistique et de linguistique à l'université d'Orléans. Elle est également enseignante en milieu carcéral. Nous l'avons rencontré pour échanger avec elle sur les mécanismes de domination à l'œuvre autour du langage autour d'exemples concrets : « Ligue du LOL* », mouvement des Gilets jaunes... Nous avons tout intérêt à ne pas laisser le dernier mot aux dominants !

Théo Roumier est membre de SUD Éducation et Solidaires Loiret.

* LOL : *Laughing Out Loud* ; en français « mort de rire ».



[DR]

*Le français est à nous !
Petit manuel d'émancipation
linguistique, Maria Candea
et Laélia Véron (à droite),
La Découverte, 2019*

Tu travailles sur la langue et un des champs de tes réflexions concerne la domination qui s'exerce au travers du langage. Peux-tu nous dire en quoi il est important de s'y intéresser ?

■ **Laélia Véron** Quand on travaille sur le langage, on va parler de symbolisme, de domination symbolique, de ce que Bourdieu appelle aussi le pouvoir symbolique. Et la question qu'on peut toujours se poser c'est à quel point c'est important, à quel point on ne va pas perdre de vue les combats matériels en faisant ça. Il peut y avoir la tentation de se dire que « les mots ça n'est pas important », qu'il faut agir plus que parler. Typiquement, quand on va parler d'écriture inclusive, on va nous dire, « battez-vous plutôt pour l'égalité salariale, contre les violences conjugales », etc. Bien sûr qu'il faut se battre là-dessus, mais ça n'est pas contradictoire de le faire tout en réfléchissant, par exemple, à l'écriture inclusive. Mais je pense qu'il faut travailler sur le langage tout en faisant attention à ce que ça ne devienne pas quelque chose de marketing. On a un gouvernement qui est tout à fait capable de tout féminiser et de continuer à précariser les travailleuses, les femmes, à fermer les centres d'accueil pour femmes battues, à fermer les planning familiaux.

La question, qui se pose pour nous, est de montrer comment le langage peut nous permettre de faire le lien entre le symbolique et le matériel, peut nous permettre de prendre conscience de certains éléments des combats, des luttes, dont on n'avait pas forcément pris conscience.

Typiquement, si on revient sur la Ligue du LOL : qu'est-ce que ça nous montre ? Ça nous montre des mécanismes de solidarité masculine qui vont exclure les femmes, souvent avec beaucoup de violence et en même temps de manière indirecte, en se cachant sous l'humour. Ce qui en fait une domination encore plus pernicieuse. La Ligue du LOL nous montre que ces questions de violences langagières ne sont pas détachées des aspects matériels et économiques. Beaucoup des femmes victimes de la Ligue du LOL ont raconté qu'elles étaient d'autant plus démunies qu'elles étaient en situation de précarité. Les méfaits de la Ligue sont notamment passés par de faux entretiens d'embauche : il s'agissait de jouer justement sur la précarité (et l'espoir d'obtenir un travail) des personnes victimes. Quand ces dernières avaient envie d'intégrer des rédactions, elles se retrouvaient exclues par des hommes qui voulaient les empêcher, à la fois de prendre parole sur des sujets qui leur tenaient à cœur et de prendre une place dans ces espaces journalistiques. On voit comment l'enjeu de la prise de parole s'articule avec un enjeu matériel. Parce que prendre parole, quand on est journaliste, c'est tout simplement exercer son travail. Mais c'est aussi un enjeu de pouvoir.

Çe n'est pas par hasard que la Ligue du LOL visaient souvent des personnes dominées dans l'espace politique et dans l'espace de la parole publique : les femmes, les homosexuel·les, les personnes racisé·es. On voulait les empêcher d'inclure ces espaces, on voulait les empêcher de prendre la parole. On peut d'ailleurs remarquer que ces personnes de la Ligue du LOL, dont on parle tout le temps comme étant très brillantes,

n'étaient pas si brillantes en réalité. Souvent, elles se confrontaient à des féministes, par exemple, qui essayaient d'argumenter, et les membres de cette Ligue ne répondaient pas avec des arguments, mais avec des insultes. Ça nous montre l'impuissance de ces gens à se battre sur le plan de l'argumentation politique : sous prétexte d'humour et de traits d'esprit, très rapidement on basculait dans l'insulte pure et dure avec des termes comme « la grosse », « la pute ». Je n'appelle pas vraiment ça des traits d'esprit, ni même de l'humour. Ce sont juste des insultes.

Dans ce que tu dis à propos de la Ligue du LOL, on comprend aussi que pour ces hommes, finalement, leur système de domination est « naturel ».

■ **L V** Oui, c'est le phénomène des *Boy's club* : des groupes d'hommes, de solidarité masculine, qui cherchent à exclure les femmes, et en général les personnes dominées. On le retrouve partout, tout le temps. En tant que militante féministe et tout simplement en tant que personne, j'ai été très choquée de cette violence. Et ça m'a fait repenser à certaines choses que j'avais vécues, que j'avais vues et que je n'avais pas interprétées forcément comme des Ligues du LOL, comme des *Boy's club*, alors que c'est exactement la même chose !

Par exemple, dans les grandes écoles, il y avait, même si ça restait « privé », des listes mail entre garçons qui voulaient absolument discuter entre hommes, et qui visaient toujours les mêmes cibles. Dans certains milieux, il est impressionnant de

1 Dans une interview au *Figaro* en 2014, Antoine Compagnon, professeur au Collège de France et écrivain, estimait entre autres que le déclassement du métier d'enseignant s'expliquait par sa « féminisation massive ».

2 Laélia Véron tient désormais une chronique, « Avec style », dans l'émission en ligne *Arrêt sur images* : arretsurimages.net/chroniques/avec-style

[F. Sochard]



voir à quel point certains hommes regrettent le temps de la non-mixité. Nous, les filles, nous sommes tout le temps confrontées à ça, par exemple, à l'idée que le métier se dévaloriserait quand les femmes l'intègrent. Pour l'enseignement, on se souvient des propos d'Antoine Compagnon¹... On voit bien que certains milieux de pouvoir – la politique, la justice, les grandes écoles – sont encore dirigés par des hommes qui regrettent le temps de la non-mixité, qui ne supportent pas que les filles arrivent.

Les réponses des agresseurs ont été intéressantes. Toute leur stratégie a été de s'excuser. Plusieurs membres de la Ligue du LOL ont été licenciés, pas tous. Par contre, ce qu'on ne sait pas, et c'est un angle mort, c'est qui les a remplacés ?

On parle de lien symbolique et matériel, alors il y a un enjeu : si on arrive à dévoiler les solidarités masculines, à montrer que ces hommes s'organisent et agissent de concert, qu'ils défendent leurs privilèges de dominants... alors on peut passer à la question des réparations concrètes et matérielles.

■ **LV** Tout à fait. Typiquement, on a fait des gorges chaudes sur le fait qu'ils soient, pour certains, licenciés mais on ne sait pas qui les a remplacés. Si c'est pour reproduire la même chose, ce n'est pas très intéressant.

Il y a des femmes d'ailleurs qui leur ont dit « rendez l'argent » !

Autre chose : il y a eu des enquêtes aux Inrockuptibles qui ont montré que ce phénomène de Ligue du LOL, de pseudo-esprit potache, allait de pair avec une politique managériale extrêmement violente, avec une intrusion permanente dans le travail, voire dans la vie privée des gens qui travaillaient là-bas. Ce qui donnait une atmosphère qu'on pourrait qualifier de « terreur managériale ». Encore une fois, le passage de la violence symbolique à la violence au travail, qui peut être bien plus concrète, est rapidement franchi. Ça s'articule complètement. C'est une manière d'instaurer une violence au travail, vis-à-vis des subordonnés.

Si on glisse sur le sujet, c'est transposable. On est parti des questions de genre notamment, mais si on bascule sur les questions de classe, on a le même phénomène de disqualification autour du mouvement des Gilets jaunes.

Avec des affirmations dans les médias du type : « C'est comme ça qu'il faut parler », « c'est comme ça qu'il faut agir », « vous ne pouvez pas bloquer des ronds-points », « vous n'êtes pas légitimes »...

■ **LV** Oui, dans une émission sur Arrêt sur images², on avait d'ailleurs lié les deux sujets. Ce qui me semble être le point commun, c'est que, dans les deux cas, il y a des personnes qui maîtrisent les lieux de paroles, les canaux de diffusion, et qui ne veulent absolument pas les laisser à d'autres.

La Ligue du LOL, ce sont des journalistes, des hommes blancs, dominants, qui ne veulent pas laisser la parole à d'autres. Et les Gilets jaunes, c'est l'affolement d'une classe politique et d'une certaine partie de la classe médiatique, notamment les éditorialistes, qui sont habitués à avoir la parole, à l'exprimer, à parler d'une certaine manière et à avoir un certain discours et qui ne supportent pas que d'autres prennent la parole pour dire autre chose et d'une autre manière.

Il y a comme une double injonction contradictoire vis-à-vis des Gilets Jaunes. On a d'abord le cliché sur la manière dont le Gilet jaune doit parler : c'est forcément un « abruti », « beauf », qui ne sait pas parler, qui n'a aucun discours politique. Ce cliché met les Gilets jaunes dans une situation dont ils ne peuvent pas sortir, parce que, soit ils parlent effectivement comme ça, ils se rapprochent de ce cliché caricatural, et du coup on disqualifie leurs discours politiques (« ils parlent mal », « c'est la théorie du complot », etc., alors que la théorie du complot on l'a aussi au gouvernement, au passage), soit ils ne se rapprochent pas de ce cliché, s'ils ont un discours politique construit, on leur dit « vous n'êtes pas un vrai Gilet jaune ». C'est ce qu'avait dit Bruno Jeudy sur BFM-TV, « vous n'êtes pas un vrai Gilet jaune, vous êtes un militant ». Et pourquoi d'abord on ne pourrait pas être Gilet jaune et militant ? Qu'est-ce que c'est que cette différence-là ?

En fait Jeudy avait en face de lui un discours construit, politique, qui détruisait ses affirmations. Et c'est pareil quand Nicolas Mathieu avait parlé au nom des Gilets jaunes, en disant « moi ces gens-là, je les connais, ce sont les miens. Je connais leurs conditions de travail, vous ne les connaissez pas », on lui avait rétorqué « vous êtes un très bon comédien », encore une fois « vous jouez le rôle de », vous n'êtes pas un « vrai ».

Même chose avec Macron et Dettinger. Quand Dettinger fait sa vidéo, la réaction de Macron (« c'est pas les mots d'un boxeur gitan »), est hallucinante de mépris de classe et de racisme. J'aimerais bien qu'on m'explique comment un boxeur gitan doit parler d'ailleurs ! Parce que je ne sais pas à quoi ça correspond concrètement. Encore une fois, Dettinger avait un langage qui ne correspondait pas aux clichés dominants sur la manière dont les dominés parlent, et sa faculté de langage lui était niée : il était forcément conseillé, disait Macron, par des « avocats d'extrême gauche » ou par la Russie (et on retrouve là le fantasme complotiste). Encore une fois, pour les Gilets Jaunes, soit

on disqualifie leur parole, soit on leur enlève leur parole.

Dans ces stratégies de disqualification, il y avait aussi les fautes de langage, et notamment les fautes d'orthographe. D'abord, ne nous mentons pas, tout le monde fait des fautes d'orthographe, même si ce n'est pas à la même fréquence. Si on fait faire certaines dictées, n'importe qui, sauf peut-être Bernard Pivot, tout le monde va faire des fautes. Quand on a une orthographe française avec, par exemple, trente pages d'exceptions sur l'accord du participe passé, ce n'est pas possible de ne pas faire de fautes. Ensuite, ce qu'on a pointé comme des fautes de la part des Gilets Jaunes, ce ne sont pas toujours des fautes ! Ce sont des manières de parler vues comme telles par un petit milieu, une caste parisienne qui est habituée à parler d'une certaine manière, avec un certain accent, et qui ne se rend pas compte que le français est riche, que le français est varié. Et ils ont l'habitude de faire, de leur parler, LA norme. Sans se rendre compte que tout le monde ne parle pas comme ça. Un des exemples de ce cas de figure, c'est un monsieur Gilet jaune qui, dans une émission de télévision, avait dit « j'ai parti » au lieu de « je suis parti ». Et il y a eu des réactions extrêmement violentes sur Twitter avec ce type de commentaires : « vu comme il parle, il devrait déjà être content d'avoir le SMIC » et des blagues à n'en plus finir, alors que la variation sur les auxiliaires être ou avoir sur certains verbes est extrêmement commune dans certaines régions, elle est extrêmement commune dans l'espace francophone, notamment au Québec. Ce qui est drôle, c'est que pendant longtemps, pour beaucoup de grammaires, ça a été considéré comme une richesse justement de faire cette variation, de ne pas juste dire : « je suis parti ». Ça permettait de montrer une variation dans ce qu'on appelle l'aspect, c'est-à-dire dans la manière de saisir le processus exprimé par le verbe : est-ce qu'il est bref, est-ce qu'il est court. On le voit dans certaines chansons. Par exemple, « J'ai des-

cendu dans mon jardin », c'est bien « j'ai descendu », et non pas « je suis descendu » ; ça veut dire que c'est une action brève. C'est bien du français, ça fait partie de la manière dont la langue française fonctionne. Simplement, on appelle cela les variations. Et cette variation être/avoir est plus présente dans certaines régions que d'autres. Elle n'est pas très présente dans le petit milieu de l'Île-de-France et, donc du coup, ça devient une « faute ». C'est contestable et ça montre à quel point c'est un prétexte pour disqualifier la parole. Parce qu'en réalité, quand ce Gilet jaune dit « j'ai parti là-bas », on comprend très bien ce qu'il dit. Les erreurs orthographiques ou de conjugaison posent un problème quand elles ne permettent pas de comprendre le fond, quand elles créent des confusions. Mais là elles n'affectent pas le sens.

Autre exemple, il y avait une petite fille en Gilet jaune qui avait, en manifestation, une phrase au dos de son gilet : « Je suis en CM2, l'année prochaine je serais en sixième république », avec donc un « s » à la fin de « serais ». Il y aurait donc une faute d'orthographe, puisqu'au futur c'est « serai ». Même si, là encore, on pourrait en discuter parce que le conditionnel est acceptable dans ce contexte, ça peut aussi être un futur hypothétique, sachant qu'on est dans l'imagination... Je ne crois pas qu'elle pense qu'elle va être en sixième république l'an prochain. Mais au-delà de ça, il y a une petite fille qui a un message politique et il y a une élue parisienne qui n'a rien trouvé de mieux à faire que de Twitter : « Elle est en CM2 et ne sait pas conjuguer le verbe "être" au futur, il y a de grandes chances que l'année prochaine elle soit encore au CM2... » Au-delà du débat « est-ce que c'est une faute, est-ce que ce n'est pas une faute », on voit comme l'orthographe devient un prétexte pour se moquer, et avec

violence, envers une enfant, esquiver de répondre sur le fond. Il s'agit là encore de disqualifier le droit à la parole.

Lorsqu'on parle de niveau de langue et d'expression, dès qu'il s'agit des Gilets jaunes on va leur tomber dessus. Alors qu'il y a des personnes « haut placées » qui ne parlent vraiment pas mieux ! Quand Macron dit : « Il y en a qui déconnet », pourquoi on ne lui tombe pas dessus en lui disant qu'il n'a pas droit à la parole politique ? Quand Berléand passe à la télévision et ne fait qu'insulter les Gilets jaunes, en étant complètement contradictoire qui plus est, puisqu'il disait qu'au départ il les soutenait, puis qu'ils « le font chier depuis le début », ce monsieur dit des gros mots pendant cinq minutes pleines et dans les médias ça devient un « coup de gueule ». Alors que, si c'était un Gilet jaune qui avait été injurieux pendant cinq minutes à la télévision, on l'aurait traité de « beauf imbécile », en disant que « vraiment on ne peut pas donner la parole à ces gens-là ». Il y a vraiment un « deux poids, deux mesures ».

Cette disqualification de la légitimité à parler est, en réalité, au service d'une domination extrêmement violente. Il y a ce que Macron peut dire, et il y a ce que son pouvoir fait.

■ **LV** Oui. Quand on voit ce qu'il a osé dire à propos de Geneviève Legeay³ ! Dire d'une femme de plus de 70 ans qui a été victime de violences policières, qui est grièvement blessée parce qu'elle revendiquait le droit de manifester, « qu'il faut qu'elle retrouve la sagesse »... mais quel paternalisme, quelle arrogance !

Macron le dit clairement : pour lui, tout le monde n'a pas le même droit à la parole. Il l'a dit en invoquant le fait que les Gilets jaunes n'aient pas été élus. Mais il y a plein de gens qui n'ont pas été élus et qui ont largement le droit à la parole. Jean-Michel Apathie n'a jamais été élu par qui que ce soit à ce que je sache. Yves Calvi, qui dit qu'il faut mettre les gens dans des stades, non plus. C'est d'une violence ! Et là aussi, il y a

³ Geneviève Legeay, militante d'Attac, a été gravement blessée lors d'une charge policière à Nice le samedi 23 mars dernier.

un «deux poids, deux mesures» entre la violence des dominé-es et celle des dominants. Quand Gabriel Attal dit que Jean-Luc Mélenchon souhaite de toute façon qu'il se passe «quelque chose de grave» dans le mouvement des Gilets jaunes... parce qu'il ne s'est rien passé de grave ?

Une femme a été tuée, plusieurs personnes sont grièvement blessées, certaines ont des membres arrachés, d'autres sont éborgnées. Par exemple, Jérôme Rodrigues, blessé à l'œil, était sur un plateau de télévision. Et qu'est-ce qu'on lui dit : « Vous avez dit qu'il fallait marcher sur l'Elysée ! Vous rendez-vous compte comme c'est violent ! » Ce sont des propos totalement indécents. On a aussi eu des heures et des heures de glose sur la destruction de la devanture du Fouquet's, alors qu'on relativise les blessures des Gilets jaunes.

La violence des dominé-es sera toujours dénoncée à hauts cris, tandis que celle des dominants, dans les mots et dans les faits, est systématiquement relativisée.

Tout ce qu'on vient de se dire, sur la Ligue du LOL, sur les Gilets jaunes, nous incite, nous, partisan.es de l'émancipation, à réfléchir aux stratégies à mettre en œuvre pour déjouer ces mécanismes de domination. Tu viens d'écrire un livre avec Maria Candea, *Le Français est à nous ! Petit manuel d'émancipation linguistique*, aux éditions La Découverte, comment peut-il nous être utile ?

■ **LV** Il y a plusieurs points. D'abord, le rapport aux institutions et aux experts auto-proclamés. Par exemple, même si le livre n'est pas centré là-dessus, on nous a beaucoup sollicitées sur la féminisation et l'écriture inclusive, pour nous demander de nous positionner par rapport à l'Académie française. Et nous les linguistes, ça nous énerve qu'on nous parle tout le temps de l'Académie française, parce que ce sont des incompetents. Il n'y a aucun linguiste parmi eux. Ce sont des gens absentéistes, qui ne font rien et qui nous coûtent cher. Il y a Valéry Giscard d'Estaing, des théologiens,

des biologistes... Ce sont des gens qui n'ont aucune compétence sur la langue mais qu'à priori on considère comme « experts ». Mais qu'on leur fasse confiance, c'est assez révélateur de notre rapport aux institutions et aux pseudo-experts. Moi aussi, j'ai cru que ces gens avaient une légitimité. Alors que quand on réfléchit, on voit que c'est une institution monarchique, aux finances très opaques en plus. C'est une véritable arnaque. Il ne faut pas les accepter juste parce qu'ils sont là ! Et non, le français n'est pas eux, la norme n'est pas eux, le français est à nous, justement ! Les questions de langue nous regardent. Pour être meilleur que l'Académie française en langue, il suffit d'avoir un peu de curiosité, ce n'est pas très compliqué. Et c'est la même chose dans plein de domaines : comme pour les pseudo-experts économiques, comme pour les éditorialistes, qui se trompent en permanence dans leurs prédictions et qui ont pourtant pignon sur rue et représentent une pseudo « parole légitime ». Se rendre compte que ces personnes sont contestables, comme le sont bon nombre de nos institutions, c'est un pas sur le chemin d'une émancipation qui peut être générale.

D'autre part, dans le livre, ce qu'on essaye de montrer, et ce à quoi je crois, c'est que la langue, on la manie tous les jours, c'est notre manière de saisir le monde, de dire le monde. De le changer aussi. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a que la langue. Tout ne passe pas par la langue, bien sûr, mais ça passe aussi par la langue. Il faut s'interroger sur ce qu'on va mettre derrière les mots. Typiquement le mot « réussite » : est-ce que ça va être incarné pour nous par un jeune type avec une Rolex ou est-ce que ça va être autre chose, un monde social plus égalitaire, par exemple ? Les définitions qu'on met derrière les mots sont importantes. Pour forger nos imaginaires, pour forger nos horizons de lutte. C'est intéressant pour forger le monde qu'on voudrait construire comme pour comprendre le monde tel qu'il est. Un exemple type en politique, c'est le choix qui est fait quand on parle



[DR]

de «cotisations sociales» ou de «charges sociales». Est-ce qu'on présente ça comme un mouvement de solidarité collectif, nécessaire, positif, donc des «cotisations». Ou est-ce qu'on présente ça comme un boulet dont il faut se débarrasser, ce qui est connoté par le mot «charge».

Ce qui est intéressant, c'est que les grandes luttes ont toujours eu ce double aspect, matériel et symbolique, par le langage. Si on prend la révolution française de 1789: le mot qui symbolise la révolution c'est quand même «sans-culotte». Mais au départ c'est une appellation moqueuse, injurieuse, pour rire de celui qui n'est pas aristocrate, qui n'en a pas l'habit. Et, typiquement, il y a un moment de retournement du stigmat. Comme dit la chanson: «C'était sujet de honte, j'en ferai ma fierté.» On se revendique «sans-culotte» parce que c'est devenu l'image même de la Révolution française. Les révolutionnaires ont beaucoup réfléchi sur les mots, alors qu'on aurait pu penser qu'ils avaient autre chose à faire! Dans ce travail sur les mots, il y avait le fait de se renommer, de dire «citoyen», «citoyenne». De ne plus dire «Monsieur» qui dérive de «Mon

Sieur», «Monseigneur», mais d'avoir une appellation d'égalité. C'était très important d'un point de vue symbolique au moment du procès du roi de ne plus l'appeler le roi mais le «citoyen Louis Capet». Plus généralement, c'est une manière de se poser en tant que sujet dans le monde par le langage. Réfléchir à comment on se définit, c'est extrêmement important. Nous sommes dans un monde de plus en plus menacé par le langage managérial, il ne faut pas céder là-dessus. Très récemment, quand Castaner parlait des chefs d'établissement des collèges et lycées comme de «patrons», ce n'est pas un hasard. Ça va avec la logique de libéralisation de l'Éducation nationale, avec la logique de vouloir instaurer un imaginaire de l'entreprise et du profit partout. C'est une manière de distiller cette idéologie-là et de chercher à l'imposer comme seule manière de voir le monde. Il faut absolument qu'on lutte contre ça, notamment en refusant ce choix des mots et en en revendiquant d'autres: prendre la parole pour bousculer les dominations en somme.

■ Propos recueillis par Théo Roumier

Expliquer les inégalités

« Nous toutes, femmes seules, en couple, avec ou sans enfants, avec ou sans emploi, hétéro, LBTQI, jeunes, adultes, âgées, nées ici ou ailleurs, avec des cultures et origines différentes, nous appelons à une grève féministe et des femmes le 14 juin 2019 [...] nous ferons la grève. La grève du travail rémunéré, la grève du travail domestique, la grève du prendre soins, la grève à l'école, la grève de la consommation. Pour que notre travail soit visible, pour que nos revendications soient entendues, pour que l'espace public soit à nous toutes. »

Voilà le début et la fin de l'appel à la grève des femmes, lancé en Suisse pour le 14 juin*.

Les inégalités salariales entre hommes et femmes sont un thème au cœur de cette grève des femmes.

Le discours dominant tente de voiler leur ampleur en « expliquant », statistiques à l'appui, une partie de ces discriminations. Décryptage.

Jean-François Marquis est membre du Syndicat des services publics (SSP/VPD) suisse.**

* Frauen streik – Grève féministe 2019: www.frauenstreik2019.ch

** www.ssp-vpod.ch



DR

OU LES EFFACER ?

Affiche de l'Union
syndicale suisse

Les inégalités salariales étaient déjà un thème central de la grève du 14 juin 1991¹. Or, en 28 ans, une idée a fait son chemin : il faudrait distinguer dans ces différences de salaires la partie « expliquée » de la partie « non expliquée », et seule cette dernière pourrait être associée à des discriminations. Par exemple, le quotidien *Le Temps* publiait, le 13 septembre 2018, un article intitulé « Salaires : l'écart entre les femmes et les hommes reste en partie inexpliqué ». Valérie Borioli Sandoz, responsable de l'égalité auprès de Travail-Suisse, y est citée. Elle déclare préférer « observer la part de ces différences salariales non explicable par des facteurs objectifs. Elle est en légère augmentation, avoisinant 40 %. Ce chiffre est beaucoup plus important que l'écart lui-même, parce que les spécialistes le considèrent comme représentant les discriminations ». Que vaut cette explication ?

¹ Mouvement lancé par l'Union syndicale suisse, qui avait pour but de faire appliquer l'article sur l'égalité hommes-femmes inscrit dix ans auparavant, le 14 juin 1981, dans la Constitution fédérale. Cela contribuera à l'adoption d'une loi en 1996. Mais les discriminations demeurent.

FÂCHEUSE CONFUSION

Dans son usage courant, le verbe « expliquer » peut signifier « faire connaître la raison, la cause de quelque chose ». Mais il peut aussi avoir la signification de « justifier ». À cela s'ajoute un troisième



[DR]

sens, découlant de la terminologie statistique. Dans ce cas, la variable « explicative », ou « indépendante », désigne une caractéristique introduite dans un modèle dans le but de décrire et de prédire le comportement d'une autre variable, « à expliquer », ou « dépendante ». Par exemple, l'âge est une variable explicative de l'état de santé : à partir d'un certain seuil, plus l'âge augmente, plus l'état de santé diminue. Cependant, cette « explication » statistique ne correspond pas au fait de « faire connaî-

tre la raison, la cause de quelque chose ». Pour cela, il faudrait avoir recours aux connaissances médicales, de biologie, de sociologie, etc., qui expliquent les processus du vieillissement des êtres humains et leurs répercussions sur la santé. Et cette « explication » statistique a encore moins le sens de « justifier ». Pourtant, en matière d'inégalités salariales, la tendance est fâcheusement à confondre ces trois sens, comme en témoignent les propos répercutés par *Le Temps*.

L'ANALYSE DU BASS

L'analyse des différences de salaires entre hommes et femmes se fonde sur les données de l'Enquête suisse sur la structure des salaires, réalisée tous les deux ans par l'Office fédéral de la statistique (OFS). Elle est confiée à un organisme externe. L'analyse du relevé 2014 (celle des données 2016 n'est pas encore en ligne) a été réalisée par le bureau BASS à Berne. Son rapport final peut être consulté sur le site de l'OFS². La démarche statistique utilisée est basée sur le modèle Blinder-Oaxaca, une référence internationale dans le domaine³. Dans un premier temps, le salaire⁴ brut standardisé (pour une durée de travail standard de 40 heures par semaine, toutes formes de rémunération incluses) moyen des hommes et celui des femmes sont exprimés comme deux fonctions d'une série de variables (âge, formation, branche d'activité, etc.) et les coefficients de ces variables sont estimés. Dans un second temps, ces fonctions salariales sont utilisées pour calculer le salaire moyen qui serait gagné par les femmes, dans l'hypothèse où elles auraient les mêmes caractéristiques que les hommes (même âge, même formation, etc.). La différence entre ce salaire hypothétique des femmes et leur salaire réel correspond, pour

simplifier, à la partie des inégalités salariales « expliquée » par des « facteurs objectifs », le reste étant la partie « non expliquée ».

7,4% OU 17,5% D'ÉCART?

La lecture du rapport du Bureau BASS réserve immédiatement une surprise. Les résultats, pour l'année 2014, sont en effet présentés de la manière suivante :

→ La différence salariale totale entre les salaires moyens des hommes et ceux des femmes est de 17,5 %.

→ La partie « expliquée » est estimée à 10,1 % (57,6 % de la différence totale). Cette partie « expliquée » se divise elle-même en deux :

■ l'*Ausstattungseffekt* (l'effet des caractéristiques ou de la dotation, c'est-à-dire des fameux « facteurs objectifs »), qui est de 6,2 % (35,6 % de la différence totale) ;

■ l'*Interaktionseffekt* (l'effet d'interaction), qui est de 3,9 % (22,0 % de la différence totale).

→ Enfin, la partie « non expliquée » de la différence salariale est de 7,4 % (42,4 % de la différence totale).

UNE « PRUDENCE » DIFFICILE À EXPLIQUER... OU PAS?

Qu'est-ce que l'*Interaktionseffekt*? « L'effet d'interaction est une valeur résiduelle, difficile à interpréter », « explique », si l'on peut dire, le bureau BASS. L'annexe méthodologique apporte un complément d'information qui, lui, n'est pas résiduel. On y apprend en effet que le modèle Blinder-Oaxaca n'aboutit pas à des résultats univoques (*nicht eindeutig*) en matière de distinction entre partie « expliquée » et partie « non expliquée » des différences salariales. La raison donnée peut être résumée ainsi. Il est possible d'estimer la part « expliquée » de la différence salariale en calculant le salaire des femmes dans l'hypothèse où elles auraient les mêmes caractéristiques que les hommes (comme indiqué ci-dessus). Mais il est également possible de faire cette estimation en calculant le salaire hypothétique des femmes, avec leurs caractéristiques effec-

² BASS (2017) : *Analyse der Löhne von Frauen und Männer anhand der Lohnstrukturerhebung 2014*

³ On n'aborde pas ici les théories néoclassiques, des plus contestables, relatives à la formation des salaires et aux discriminations, au fondement de ce modèle.

⁴ Plus exactement son logarithme naturel.

Préparation de la grève,
Fribourg, le 14 mai



[DR]

tives, mais en supposant qu'elles sont payées comme les hommes. Or, ces deux options aboutissent à des résultats très différents. Dans le premier cas de figure, l'effet d'interaction est intégré à la partie « expliquée » de la différence salariale (comme ci-dessus). Dans le second cas, l'effet d'interaction fait partie de la partie « non expliquée » de la différence salariale. En résumé : plus d'un cinquième (22 %) de la différence salariale entre femmes et hommes est « difficile à interpréter » avec le modèle Blinder-Oaxaca. Qu'à cela tienne : le bureau BASS l'inclut généreusement à la part prétendument « expliquée » des différences salariales, gonflant cette dernière de 6,2 % à 10,1 %. La justification de ce choix ? Ce serait, selon le bureau BASS, une « hypothèse prudente ». Ah bon... et « prudente » pour quoi et qui, peuvent demander les femmes ?

QUELLE GRILLE D'INTERPRÉTATION ?

Revenons maintenant à l'interprétation des résultats de ces analyses statistiques. Comme indiqué, le modèle exprime, dans une régression, le salaire moyen (son logarithme naturel) comme une fonction de plu-

sieurs caractéristiques : âge, années de service, niveau de formation, état civil, nationalité, position professionnelle, profession exercée, taille de l'entreprise, branche d'activité, région, taux d'activité, type de rémunération, accords salariaux, autres éléments du salaire. Qu'est-ce que cela signifie ?

Pour le comprendre, prenons l'exemple de la position professionnelle (mais le raisonnement peut être répété avec la plupart des variables du modèle). Le modèle enregistre le fait qu'il existe une relation entre la position professionnelle et le salaire et il permet de calculer un coefficient correspondant à cette relation. Plus la position est

[DR]



La grève de 1991

élevée, plus le salaire est élevé : ce constat n'est guère discutable. On sait même que ces différences peuvent avoir des dimensions choquantes : qu'est-ce qui justifie, par exemple, que le directeur des CFF⁵ gagne 20 à 30 fois plus que les employés les moins bien payés de son entreprise ? Imaginons un instant qu'il y ait la même proportion d'hommes que de femmes à occuper les cinq positions professionnelles répertoriées (cadre supérieur, cadre moyen, cadre inférieur, responsable de l'exécution de travaux, sans fonction de cadre). Dans ce cas, les différences de salaires entre cadres et personnes sans fonction de cadre, aussi contes-

tables sont-elles, ne contribueraient pas à creuser une inégalité spécifique entre les hommes et les femmes.

DE L'EXPLICATION À LA JUSTIFICATION

Mais ce n'est pas le cas. En 2014, selon le rapport du bureau BASS, 16 % des hommes avaient une fonction de cadre supérieur ou moyen, contre 7,7 % des femmes. À l'inverse, 76,4 % des femmes n'avaient pas de fonction de cadre contre 64,2 % des hommes. Cette différence est le résultat d'un ensemble de mécanismes discriminatoires, opérant à différents moments et niveaux : de la toute jeune enfance à la formation et à l'orientation professionnelle, des représentations sociales qui « attribuent » la responsabilité des tâches domestiques et éducatives prioritairement aux femmes, au fonctionnement dudit marché du travail qui exploite et entretient ces représentations, des politiques de recrutement à celles de promotion des entreprises, pour ne mentionner que quelques exemples.

La sous-représentation des femmes dans les fonctions de cadres, et leur sur-représentation dans les fonctions sans rôle d'encadrement, est donc le résultat de discri-

⁵ Chemins de fer fédéraux.

Un squat de femmes
à Genève, en 1976



[DR]

minations. Mais l'interprétation dominante, correspondant au modèle Blinder-Oaxaca, jette le voile sur cette réalité : elle considère la position professionnelle, et sa distribution inégale entre hommes et femmes, comme venue de nulle part : un « facteur objectif ». Dès lors, son impact sur les différences de salaires entre hommes et femmes est considéré comme justifié, puisque « expliqué ». L'analyse statistique devient une machine à effacer les discriminations.

LE DROIT À TORT ET À TRAVERS

Pour légitimer la chaîne d'équivalences tendancieuses « variable explicative » = « facteur objectif » = « non-discrimination », il est aussi fait appel au droit. La Constitution fédérale pose, à son article 8 alinéa 3, le principe du salaire égal « pour un travail de valeur égale ». L'analyse statistique, avec ses variables explicatives, est présentée comme le moyen de rendre possible la comparaison entre travaux « de valeur égale », en neutralisant les effets des différences « objectives ». C'est trompeur.

Premièrement, la notion de « travail de valeur égale » indique que des travaux doivent pouvoir être comparés même s'ils sont différents. Pour être effectif, ce principe exige de procéder à la comparaison concrète des travaux, y compris en dépassant les frontières traditionnelles entre fonc-

tions, formations, domaines d'activité, etc. Or l'approche statistique fait l'inverse : elle isole et rigidifie chaque caractéristique (âge, formation, etc.) et ses effets statistiques. Cela empêche de repenser les équivalences et d'évaluer ainsi si deux travaux, apparemment très différents, ne pourraient pas en réalité avoir une « valeur égale ».

UN TRAVAIL DE « VALEUR ÉGALE » ?

Une femme travaillant comme aide-soignante dans un établissement médico-social n'a évidemment pas la même formation qu'un économiste, universitaire, travaillant pour la direction d'un grand hôpital. Dans un modèle statistique, cela suffit à « expliquer » une bonne part de la différence de salaire entre eux. Mais si l'on considère le savoir-faire que l'aide-soi-

gnante doit mobiliser – à condition qu'on lui en laisse le temps – pour prendre soin des personnes âgées dont elle s'occupe, établir avec elles des relations de confiance, comprendre leurs attentes et leurs réactions, évaluer leurs besoins, réagir de manière appropriée aux situations imprévues et urgentes, fournit-elle vraiment un travail d'une valeur à ce point inférieure à celui de l'économiste, qui applique des modèles standard de management pour augmenter la marge d'autofinancement de son hôpital, que cela justifie un salaire trois à cinq fois plus bas ? Le principe constitutionnel du « travail de valeur égale » signifie que ce type de comparaison devrait pouvoir être possible. Son application juridique étriquée rend cette comparaison difficile. Le recours à la modélisation statistique comme instrument privilégié de l'application juridique du principe constitutionnel achève de la rendre impossible.

DISCRIMINATIONS IGNORÉES

Deuxièmement, le cadre juridique actuel est très restrictif et fait, par définition, l'impasse sur de nombreuses discriminations. Il suppose ainsi l'existence d'un employeur identique. Les inégalités qui se mettent en place en dehors du rapport de travail direct sont donc ignorées. Cependant, une part importante des mécanismes discriminatoires n'opère pas directement dans le cadre défini par le contrat de travail. Par exemple, en 2014, la médiane des salaires standardi-

sés dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale était de 6 372 francs, hommes et femmes confondus. Dans le secteur des activités financières et d'assurance, elle s'élevait à 9 208 francs (45 % de plus). Qu'est-ce qui justifie de telles différences de niveau de rémunération entre deux branches d'activité ? La productivité ? Quelle productivité ? Celle mesurée par le volume d'affaires brassé à la Bourse, comparé au tarif des infirmières à domicile ? L'utilité sociale ? Dans ce cas, le rapport ne devrait-il pas plutôt être inversé ? Or, 78,4 % des emplois dans le secteur de la santé sont occupés par des femmes, contre 42,4 % dans les banques et les assurances. Considérer que l'inégalité salariale résultant de cette réalité n'en est pas une, sous prétexte qu'elle sort du cadre juridique étriqué en vigueur aujourd'hui, est un non-sens pour les personnes attachées à l'égalité.

STATISTIQUE ET VIE RÉELLE

L'analyse statistique isole des caractéristiques expliquant, statistiquement, le niveau de salaire : l'âge, la formation, la situation professionnelle, etc. Elle ne rend pas compte de comment ces caractéristiques interagissent dans la réalité, entre elles et avec le genre, par exemple que la situation professionnelle est elle-même en partie déterminée par le genre. Elle ne justifie rien.

Décider que ces caractéristiques sont des « facteurs objectifs » dont les effets sur les inégalités salariales sont « expliqués », par conséquent non discriminatoires et « justifiés », n'est pas le résultat automatique de l'analyse statistique, mais un choix, correspondant au modèle Blinder-Oaxaca et reflétant une conception contestable de ce que sont les discriminations dans nos sociétés à l'égard des femmes en particulier. Dans la vraie vie, une femme ne peut pas dire : « Non, l'effet de la position professionnelle, je ne le prends pas en considération ! » Les effets de toutes les caractéristiques, qui ont la plupart une dimension discriminatoire du

8 MARS
GRÈVE DES FEMMES !



Union
syndicale
Solidaires

point de vue du genre, se combinent, s'additionnent et sont soustraits, « expliqués » ou pas, de la fiche de paie des femmes.

C'EST LE SALAIRE NET QUI COMPTE

Ce n'est pas tout. Pour approcher la vraie mesure des inégalités salariales entre femmes et hommes, il ne faudrait pas prendre comme référence le salaire standardisé. Celui-ci est en effet une fiction, équivalent à une sorte de taux mensuel. Dans la vraie vie, le revenu dont disposent les femmes et les hommes correspond au salaire effectivement touché, le salaire net, qui dépend fortement du taux d'activité. Or, en 2017, 59,0 % des femmes travaillaient à temps partiel contre 17,6 % des hommes. En Islande, où deux grèves nationales des femmes ont permis de conquérir une loi unique au monde imposant aux entreprises d'attester qu'elles appliquent bien l'égalité salariale, la *Women's Rights association*, organisatrice des grèves, prend également le salaire effectif, tenant compte du taux d'activité, comme référence pour mesurer les inégalités salariales entre femmes et hommes⁶.

Les deux principaux motifs donnés par les femmes pour travailler à temps partiel sont la garde des enfants (26,5 %) et les autres responsabilités familiales (21,8 %)⁷. Parmi les hommes à temps partiel, 6,1 % et 6,3 %, respectivement, citent ces motifs. Le recours au temps partiel différent selon le genre est donc un produit de mécanismes discriminatoires qui façonnent la place respective des femmes et des hommes dans la société, dans le monde du travail et dans la prise en charge du travail gratuit, éducatif, domestique, sans lequel la société ne fonctionnerait tout simplement pas. Il faut en tenir compte lorsqu'on parle d'inégalités salariales selon le genre.

UN TIERS DE MOINS !

En 2014, l'écart entre le salaire net moyen des hommes et celui des femmes s'élevait à 32,5 %, selon le bureau BASS. En 2016, cette valeur est montée à 35 % pour le salaire net médian. Cette différence, d'un tiers (!), a un impact massif non seulement sur les revenus immédiatement disponibles, mais aussi sur les retraites et la qualité de vie des femmes âgées. Voilà la mesure des inégalités salariales en Suisse. On est donc encore très loin du compte.

■ Jean-François Marquis

⁶ Voir l'interview de Brynhildur Heiðar- and Ómarsdóttir, directrice de la *Women's Rights association* dans *Services publics* n° 6, 5 avril 2019.

⁷ OFS (2019) : Le travail à temps partiel en Suisse 2017.

ÉDITIONS SYLLEPSE



Une syllepse est une forme grammaticale qui privilégie les accords fondés sur le sens plutôt que sur la règle. Syllepse ! Ce nom n'est ni un hasard, ni un vain mot.

Il suffit de regarder notre catalogue* qui se veut Babel. Ce qui ne signifie pas cacophonie ! En effet, si les langues sont multiples, elles débouchent, pas à pas, nous l'espérons, nous y travaillons, vers des compréhensions communes, vers une langue partagée, vers un sens commun, vers des « tous ensemble » de la pensée et de l'action.

À l'étonnement, voire à la consternation de certains, depuis plusieurs années, des auteur.es se sont glissé.es dans le catalogue des éditions Syllepse. Derrière les écritures des livres que nous publions, un ordre social excluant persistait et qui respectait une règle de fer selon laquelle le masculin l'emportait sur le féminin. Les travailleuses ou les manifestantes disparaissaient au profit de leur représentation mâle. Partisanes de la lutte contre l'ordre patriarcal, les éditions Syllepse ont décidé d'adopter une écriture non sexiste, respectueuse d'une représentation genrée où les femmes ne disparaissent plus. Cette rupture bouscule autant nos habitudes que celles de nos lecteurs et de nos lectrices. Ce nouvel apprentissage de l'écriture inclusive ne sera pas exempt d'erreurs ou de fautes, mais désormais nous serons vigilant.es à ne pas reproduire une inégalité entre les femmes et les hommes dans notre grammaire. Ces nouvelles règles seront consultables sur notre site.

*www.syllepse.net





JUSTICE ET RESPECT
LE SOULÈVEMENT DES GILETS JAUNES
 Brice Le Gall, Thibault Cizeau, Lou Traverse

Dans la tradition de la photographie sociale et de l'enquête sociologique, ce livre revient sur ce soulèvement avec deux objectifs. Celui de faire comprendre par l'image les multiples facettes d'une révolte inédite dans l'histoire des luttes sociales en France. Celui aussi de donner la parole à ses protagonistes afin qu'ils évoquent leur engagement. C'est au moyen de la puissance des images que les auteur.es nous invitent à une compréhension de cette révolte, en documentant visuellement toutes les dimensions de l'organisation et de la vie des Gilets jaunes. Le noir et blanc de la photographie restitue la force du combat col-

lectif, tandis que le texte permet de comprendre la durée et l'ampleur de la révolte : le rôle déterminant des femmes, la façon dont les groupes tentent de neutraliser leurs divisions, les attitudes face à la répression policière, ou encore les manières d'entretenir la fraternité et la croyance en « un autre monde possible ». Histoire visuelle d'un soulèvement, ce livre est aussi l'histoire de Sassia, Patrick, Anne-Marie, Manu, et de tant d'autres anonymes qui ont grandi, travaillé et élevé leurs enfants dans des espaces qui subissent de plein fouet les effets du capitalisme néolibéral. En suivant plusieurs Gilets jaunes dans leur vie quotidienne, en se faisant les témoins de leurs galères, leurs doutes, leurs espoirs, les auteur.es se font aussi les passeur.euses de la parole de ces hommes et ces femmes entré.es en révolte. Les courts portraits

sociologiques qui jalonnent le livre, souvent complétés par des prises de vues au domicile ou avec les familles des Gilets jaunes, permettent ainsi d'incarner ce mouvement, d'en montrer la diversité et surtout de le rendre sensible à un large lectorat.

120 photos pour saisir la force de ce mouvement. Un « beau livre », à commander pour vos cadeaux de fin d'année ! Joli complément à ce numéro des *Utopiques*...

Parution Novembre 2019

Pages 152

Format 225 x 255

ISBN 978-2-84950-XX

**LE HEZBOLLAH
UN FONDAMENTALISME RELIGIEUX
À L'ÉPREUVE DU NÉOLIBÉRALISME
Joseph Daher**

Du Moyen-Orient, le Hezbollah libanais apparaît désormais comme un acteur politique et militaire incontournable. Au Liban, il est de tous les gouvernements et a acquis de fortes positions de pouvoir. Ses détachements armés qui luttent à la fois contre l'État islamique et soutiennent le régime despotique d'Assad, ont acquis un poids militaire digne d'une véritable armée. Né comme l'expression politique des couches chiites libanaises pauvres et marginalisées par un système politique confessionnel discriminant, le Hezbollah s'est imposé à la faveur de l'expansion régionale de la République islamique d'Iran. Il est devenu le principal représentant d'une communauté chiite qui a connu de profondes transformations avec le développement d'une bourgeoisie, notamment dans la diaspora libanaise. Ces évolutions n'ont pas été sans conséquences sur la physionomie du mouvement islamique qui s'est adapté au système dominant et accompagne désor-

mais activement les politiques néolibérales, au risque de fortes contradictions avec sa base sociale d'origine.

Se refusant à réduire le Hezbollah à sa nature religieuse ou à céder à un orientalisme hasardeux, l'auteur resitue son développement dans le cadre des transformations sociales et économiques du Liban. Il nous éclaire sur les relations du mouvement islamique avec la société civile libanaise – et plus particulièrement son opposition aux syndicats et aux mouvements sociaux. Enfin, il examine le développement de son appareil militaire et sa politique étrangère, notamment à l'égard des printemps arabes et du soulèvement populaire syrien.

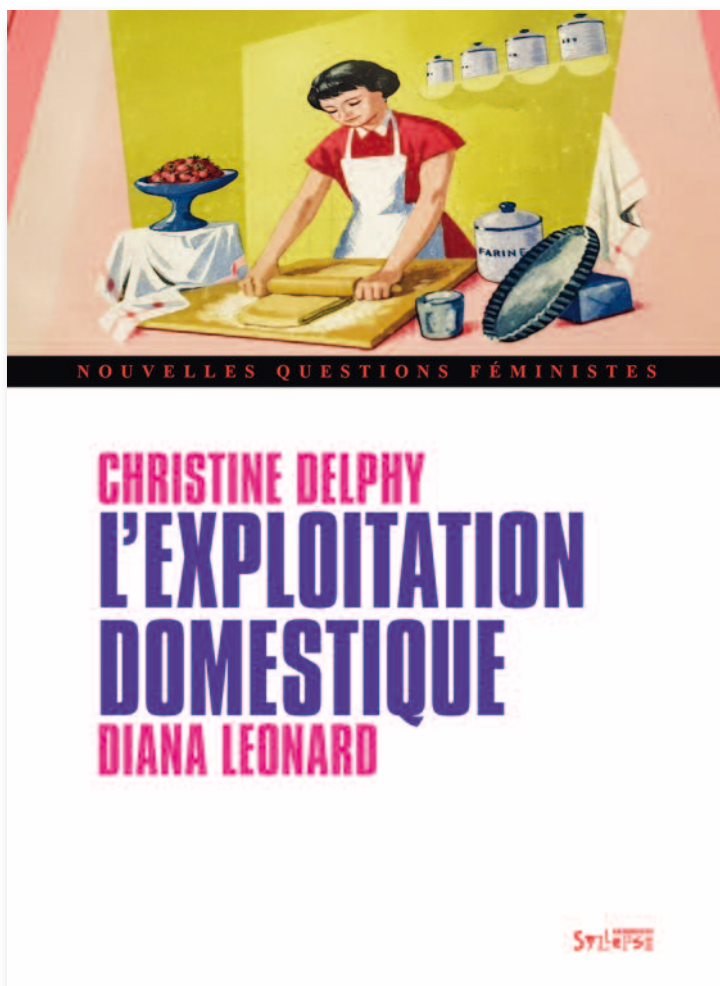
Parution Février 2019

Pages 288

Format 150 x 210

ISBN 978-2-84950-713-1





L'EXPLOITATION DOMESTIQUE

Christine Delphy, Diana Leonard

Le constat est implacable : le partage des tâches domestiques n'existe pas. Il ne s'agit pas, nous disent Christine Delphy et Diana Leonard, du seul produit d'une mauvaise volonté des hommes qui profitent de ce travail gratuit, mais plus fondamentalement d'un système d'exploitation et d'oppression qui dépasse les relations affectives que peuvent entretenir les individus concernés : le patriarcat, et dans le patriarcat, le mariage, y compris le concubinage et le pacsage.

Celui-ci s'incarne concrètement dans une exploitation domestique – qui ne s'applique pas seulement au travail dit « ménager » – dont les autrices s'attachent à dévoiler les mécanismes dans cet ouvrage où la lectrice ou le lecteur ne manqueront pas de reconnaître leurs propres moments de vie quotidienne. Les autrices proposent ici une nouvelle approche radicale de la subordination des femmes dans les sociétés occidentales focalisée sur la famille, en tant que système économique. Elles révèlent que celle-ci constitue en réalité un système de rapports de production dont les hommes sont les artisans – politiques, juristes et

autres gouvernants – et les bénéficiaires – tous les autres. Ce sont la structure hiérarchique et les rapports de production entre les membres de la famille qui sont ici mis à jour. Pour les autrices, la subordination des femmes constitue un cas particulier d'exploitation économique qui ne réduit pas au capitalisme dominant dans nos sociétés. Exploitation domestique et exploitation capitaliste ne peuvent se confondre même si l'un et l'autre doivent être renversés. Ouvrage de référence du féminisme matérialiste, *L'Exploitation domestique* est publié ici pour la première fois en français.

Parution Mai 2019

Pages 308

Format 150 x 210

ISBN 978-2-84950-738-4-PDF

« PLANTER DU BLANC »

CHRONIQUES DU (NÉO-)COLONIALISME FRANÇAIS

Saïd Bouamama

Du référendum pour l'indépendance en Kanaky de 2018 aux explosions sociales qui secouent Mayotte épisodiquement, en passant par l'empoisonnement des populations antillaises au chlordécone ou encore la dévastation prévue de la Guyane par le projet minier Montagne d'or, Saïd Bouamama explore, à travers une série de textes incisifs et didactiques, le passé et le présent coloniaux de la France.

Naviguant dans cette histoire, des génocides coloniaux aux accords de coopération, aux coups d'État militaires de la Françafrique, au franc CFA, en passant par le racisme d'État, ce livre contribue à rappeler que la France a été et reste une puissance coloniale. Il s'ouvre ainsi par cette citation d'Aimé Césaire : « Je le répète : le colonialisme n'est point mort. Il excelle pour se survivre, à renouveler ses formes ; après les temps brutaux de la politique de domination, on a vu les temps plus hypocrites [...]. Mais de quelque masque que s'affuble le colonialisme, il reste nocif. »

Parution Avril 2019

Pages 224

Format 150 x 210

ISBN 978-2-84950-730-8



Comité éditorial : Éric Beynel – Annick Coupé –
Gaëlle Differ – Julien Gonthier – Gérard Gourguechon –
Christian Mahieux – Théo Roumier

Équipe du site www.lesutopiques.org :

Aurélien Boudon – Pascal Bonpain – Guillermo Wolf

31, rue de la Grange-aux-Belles – 75010 Paris

Tél : 01 40 18 44 43

contact@lesutopiques.org

Directeur de publication : Julien Gonthier

Juin 2019

N° ISSN 2491-2352

Dépôt légal à parution

Couverture : Claire Robert [www.clairerobert.org]

Correction : Marie-Claude Guignard

Mise en pages : Marie-Hélène Klein

Imprimerie : Delta Papiers, Paris

Éditions Syllepse

69, rue des rigoles – 75020 Paris

Tél : 01 44 62 08 89

www.syllepse.net

N° ISBN 978-2-84950-740-7

Photos de ce numéro : Jean-Claude Saget ; Serge
D'Ignazio ; www.bricelegall.com ; www.pleinledos.org ;
Patricia Tutoy ; Emile Piquard ; François Girodon ;
Fabienne Lauret ; Didier Labertrandie.
Dessins : www.fredsochard.com